



VENDREDI 26 NOVEMBRE 2021

PÉTROLE : « Les combustibles fossiles ne nous permettent pas seulement de regarder Netflix. Ils permettent de nourrir sept milliards de personnes. » – Bill Bonner

- ▶ **La reconnaissance** (James Howard Kunstler) p.2
- ▶ **Mais qui est Anthony Fauci ?** p.3
- ▶ **Comment garder le moral à l'heure de l'information 2.0 ?** (Didier Mermin) p.6
- ▶ **40 ans, et plus...** (Harvey Mead) p.10
- ▶ **Le courageux shérif du comté de Los Angeles dit la vérité sur les mandats de vaccination de Covid** (Brandon Smith) p.12
- ▶ **Jean-Marc Jancovici, ingénieur : "La décroissance a commencé, de manière larvée"** p.16
- ▶ **Voici pourquoi le programme climatique a besoin de trillions d'"argent gratuit"...** p.18
- ▶ **L'Amazonie a-t-elle franchi un point de bascule ?** (BonPote) p.20
- ▶ **Électricité nucléaire : que font les USA, le Canada et l'Amérique du Sud ?** p.34
- ▶ **Les tsunamis de l'Alaska menacent même la Californie** (Alice Friedemann) p.42
- ▶ **<Article idiotologique et stupide > Pour éviter que le carbone fossile ne se retrouve dans l'air, il suffit d'arrêter de l'extraire de la Terre** p.44
- ▶ **L'Empire Inca : Un État léviathan indigène** p.47
- ▶ **Surpopulation au Yemen, 377 000 morts** (Biosphere) p.50
- ▶ **LES LIMITES DES SYSTÈMES** (Patrick Reymond) p.51

\$ SECTION ÉCONOMIE \$

- ▶ « La bonne haine, la mauvaise haine » (Charles Sannat) p.54
- ▶ **Début 2022, les prix vont augmenter de 20 à 25 % sur des milliers de produits différents** (Michael Snyder) p.61
- ▶ **Implosion. La France va s'effondrer sur elle-même** (Charles Sannat) p.63
- ▶ **Inflation. L'Allemagne à 6%, les magasins « tout à 1\$ » augmentent leurs prix à 1.25 \$** (Charles Sannat) p.69
- ▶ **Les banques centrales ne laisseront jamais les taux longs remonter** (Mory Doré) p.72
- ▶ **Comment sortir de la dépendance envers les banques centrales ?** (Mory Doré) p.74
- ▶ **L'irrésistible ascension des entreprises zombies** (Bruno Bertez) p.77
- ▶ **La Chine est en avance... même sur les bulles** (Bruno Bertez) p.79
- ▶ **Un peu plus haut que l'esclavage** (Doug Casey) p.80
- ▶ **Pas de prix Nobel pour les dépenses excessives des gouvernements** (Bill Bonner) p.82
- ▶ **Plus de conséquences des actions de la Fed** (Bill Bonner) p.85
- ▶ **La politique monétaire est dans la tourmente** p.87
- ▶ **La folie monétaire de la BCE** (Bruno Bertez) p.94
- ▶ **Le jour du jugement d'une dinde** (Bill Bonner) p.96

▲ RETOUR ▲

VACCINS ANTI-COVID : Contrairement à ce qui est affirmé quotidiennement, le vaccin n'est pas sûr. Il existe une base de données des **Centers for Disease Control and Prevention** sur les effets indésirables. **Au 7 novembre 2021, 2 725 582 événements indésirables ont été signalés dans 634 609 rapports d'événements indésirables, dont 8284 décès, 9 726 événements mettant la vie en danger, 9 580 invalidités permanentes, 363 anomalies congénitales ou malformations congénitales, 38 818 hospitalisations, 79 615 visites aux urgences et 121 100 consultations chez le médecin, attribués aux vaccins covid.** Il ne s'agit là que des risques que nous connaissons à ce jour. *Personne ne sait quels seront les effets indésirables dans un, cinq ou dix ans. Ils ne sont pas approuvés par la FDA, mais ont seulement une autorisation d'urgence.*



.La reconnaissance des faits

Par James Howard Kunstler – Le 12 Novembre 2021 – Source kunstler.com



L'agitation autour du changement climatique repose sur **une erreur grandiose centrale de notre ère technocratique vacillante : l'idée que si l'on peut mesurer suffisamment de choses, on peut les contrôler.** Dans ce cas, quel est exactement le souhait du maître ? Contrôler la météo ? (que nous pourrions définir comme l'expression quotidienne du climat de la planète) ? Cela n'arrivera pas. Au cas où vous ne l'auriez pas remarqué, **le modèle économique de la civilisation industrielle est déjà brisé**, et nombre de ses astuces éblouissantes avec lui. Et, de toute façon, le climat de la Terre est toujours et encore en train de changer, tout comme la réponse adaptative des populations humaines au fil des siècles, parfois lentement, parfois rapidement.

Ainsi, le résultat net du sommet climatique de Glasgow de cette année est de promettre des masses d'argent des nations « riches » **<qui sont tous en faillite totale>** pour protéger les nations pauvres, tout en rendant obligatoire la réduction du pétrole, du gaz naturel et du charbon dans toutes les nations, c'est-à-dire dans l'économie mondiale. A propos de ces nations « riches », devinez quoi : tout notre argent moderne repose sur des promesses de livraison de volumes futurs d'énergie (et de produits de valeur fabriqués à partir de cette énergie) et ces promesses sont sans fondement dans la réalité, de sorte que l'argent lui-même a de moins en moins de valeur. Ainsi, le coût d'obtention de cette énergie future dépasse les promesses intégrées dans l'argent basé sur l'énergie. C'est un paradoxe, non ? Nous sommes le proverbial serpent qui se dévore la queue et nous avons mordu plus que ce que nous pouvions avaler.

Nous allons utiliser moins d'énergie, que cela plaise ou non à Klaus Schwab (et au chat persan sur ses genoux), **car notre argent est de plus en plus inutile**, ce qui se traduit par une perte de moral générale pour ce cycle de civilisation. La matrice massive d'activités qui se renforcent mutuellement est en train de s'effondrer – l'extraction, la fabrication, la récolte et le transport de biens. C'est exactement ce dont il s'agit dans le mélodrame de la « **chaîne d'approvisionnement** ». Bien sûr, le sommet de Glasgow a permis à un certain nombre de personnes de se sentir importantes, de se croire moralement supérieures, ce qui est la devise de notre époque – le [point](#)

[brownie](#) ayant plus de valeur réelle que le dollar de nos jours. Cela certifie les « *bonnes* » personnes et valide leur persécution des « *mauvaises* », qui est le drame politique central de notre époque. La récompense est le pouvoir pour lui-même, ce qui est – avouons-le – l’essence du mal.

L’effondrement de l’économie mondiale est en cours et se déroule comme prévu, et la peur associée à cette perte épique de ressources, de biens, de confort et de commodités rend la société occidentale complètement folle. D’où les folies autour du virus de la Covid-19, une autre manie de mesure et de contrôle. Sauf que la plupart des mesures officielles concernant la Covid-19 sont fausses, manipulées, truquées, jonglées, déformées et utilisées à des fins politiques. En fait, malgré toutes les mesures statistiques obsessionnelles et compulsives, tout ce que les autorités de santé publique et l’establishment médical ont fait pour contrôler la maladie après janvier 2020 n’a fait qu’aggraver et prolonger la pandémie.

Et donc, maintenant, toutes ces autorités sont déterminées à « *vacciner* » tous les humains jusqu’au dernier, ce qui est absolument la dernière chose à faire rationnellement au milieu d’une pandémie, puisque cela ne fait que provoquer de nouvelles itérations du virus qui sont immunisées contre les « *vaccins* ». **De plus, les « vaccins » sont tellement inefficaces, et tellement toxiques, que les dommages qu’ils causent sont sans doute pires que la maladie.** Mais ce dilemme offre une autre occasion aux « *bonnes* » personnes auto-désignées (les vaccinés) de se distinguer des « *mauvaises* » personnes (les non-vaccinés), et donc une autre façon de les persécuter. (Pensez-vous que c’est une simple coïncidence si les personnes qui refusent de s’agiter devant la panique du changement climatique sont souvent les mêmes que celles qui sont sceptiques à l’égard des « *vaccins* ») ?

Un autre paradoxe intéressant dans ce panorama de mystification est que **les personnes auto-désignées comme « bonnes »** se sont comportées avec une mauvaise foi et une malhonnêteté uniformes tout au long de la crise – au moins depuis le RussiaGate jusqu’à la croisade actuelle pour vacciner tous les enfants – et c’est ce qui va changer la donne, probablement bientôt. Il se trouve que le leadership des « *bonnes* » personnes comprend la plupart des figures d’autorité sur l’ensemble du pays : les responsables de la santé publique comme le Dr. Fauci, les directeurs d’hôpitaux qui ont mis hors la loi les protocoles de traitement précoce, les dirigeants des entreprises pharmaceutiques qui ont enterré les essais de médicaments qui ont échoué, les éditeurs de revues scientifiques qui ont tué les rapports qui ne soutenaient pas le récit du « *vaccin* », les rédacteurs et producteurs des médias d’information qui ne peuvent s’arrêter de diffuser des mensonges, les censeurs et annulateurs totalitaires des médias sociaux, les maires tyranniques de New York, San Francisco et Los Angeles, les gouverneurs des États « *bleus* » qui ont détruit les petites entreprises à coups de confinements et de « *passesports* », les bureaucrates d’État et fédéraux véreux toujours préoccupés de couvrir leurs arrières, les managers qui se cachent derrière l’ectoplasmique « *Président Joe Biden* » (et leurs servantes au Congrès) – cette foule satanique de maîtres de la coercition, d’inquisiteurs, de despotes d’entreprise, de bourreaux de réputation, de profiteurs, de putes politiques et de sadiques accrédités qui essaient de diriger votre vie – **vont tomber.**

Ils tomberont parce que la malhonnêteté sape l’ensemble de l’échafaudage de leur « *récit* ». Il suffit qu’une vérité cruciale s’affirme sans équivoque dans l’air du temps pour que toute l’armature plie. **Par exemple, la vérité que les « vaccins » tuent et mutilent beaucoup de gens.** Ou la vérité que le renvoi des personnes non vaccinées de leur emploi les poussera à la misère et à la révolte – même si cela détruit les services essentiels dont toutes les personnes, « *bonnes* » et « *mauvaises* », dépendent, des ambulanciers à l’armée. **Ou la vérité que l’effondrement de l’économie va désorganiser toutes les pierres angulaires de la vie quotidienne et nous obliger à faire de grands changements pour rester civilisés. Ce moment de reconnaissance de la façon dont les choses se sont passées et de la direction qu’elles prennent est arrivé. Nous y sommes. Le tourbillon de Yeats s’est élargi. Nous sommes proches de la vitesse de fuite.** Et alors peut-être pourrons-nous recommencer, en marchant à la lumière du soleil plutôt que dans l’obscurité.

▲ RETOUR ▲

Mais qui est Anthony Fauci ?

Encore une brèche dans le mur de propagande. Pour une fois, un média grand public relaie l'avis de deux épidémiologistes critiquant la manière dont Fauci a géré la « pandémie de Covid » aux États-Unis.



Lorsque la pandémie a frappé, l'Amérique avait besoin de quelqu'un à qui demander conseil. Les médias et le public se sont naturellement tournés vers le Dr [Anthony Fauci](#), directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses, un estimé immunologiste de laboratoire et l'un des conseillers COVID choisis par le président Donald Trump. Malheureusement, le Dr Fauci s'est trompé sur des points importants d'épidémiologie et de santé publique. La réalité et les études scientifiques l'ont maintenant rattrapé.

Voici ces points importants :

L'immunité naturelle. En insistant sur [l'obligation de vacciner](#), le Dr Fauci a ignoré l'immunité naturelle acquise parmi les personnes ayant récupérées du COVID, qui sont plus [de 45 millions](#) aux États-Unis. [Des preuves croissantes indiquent que l'immunité naturelle est plus forte et plus durable que l'immunité induite par le vaccin.](#) [Ndlr : Les tendances à long terme ne sont pas encore claires. Une [étude récente](#) est parvenue à la conclusion inverse, mais a été [critiquée](#) par un des auteurs de cette tribune libre]. Dans [une étude](#) réalisée en Israël, les personnes vaccinées avaient 27 fois plus de risques de contracter un COVID symptomatique que les personnes non vaccinées qui s'étaient remises d'une infection antérieure.

Nous connaissons l'immunité naturelle contre les maladies au moins depuis la [peste athénienne](#) de 430 avant Jésus-Christ. Les pilotes, les camionneurs et les dockers le savent, et les infirmières [le savent](#) mieux que quiconque. Sous le mandat de Fauci, les hôpitaux licencient des infirmières héroïques qui se sont remises du Covid qu'elles avaient contracté en soignant des patients. Grâce à leur immunité supérieure, elles peuvent s'occuper en toute sécurité des patients les plus âgés et les plus fragiles avec un risque de transmission encore plus faible que les personnes vaccinées.

La protection des personnes âgées. Si tout le monde peut être infecté, le risque de mortalité est plus de mille fois supérieur chez les personnes âgées que chez les jeunes. Après plus [de 700 000 décès](#) signalés par Covid en Amérique, nous savons maintenant que les mesures d'isolement n'ont pas réussi à protéger les personnes âgées à haut risque. Lorsqu'il a été confronté à l'idée d'une protection ciblée des personnes vulnérables, le Dr Fauci a admis qu'il n'avait aucune idée de la manière d'y parvenir, arguant que [ce serait impossible](#). Cela peut être compréhensible pour un scientifique de laboratoire, mais les scientifiques de santé publique ont présenté de nombreuses [suggestions concrètes](#) qui auraient été utiles, si Fauci et d'autres responsables ne les avaient pas ignorées.

Que pouvons-nous faire maintenant pour minimiser la mortalité due au Covid ? Les efforts de vaccination actuels devraient se concentrer sur les personnes de plus de 60 ans qui ne sont ni guéries ni vaccinées, y compris les

personnes difficiles à atteindre et moins fortunées des zones rurales et des centres-villes. Au lieu de cela, le Dr Fauci a imposé la vaccination des enfants, des étudiants et des adultes en âge de travailler qui sont déjà immunisés – toutes des populations à faible risque – ce qui a entraîné d'énormes perturbations sur les marchés du travail et entravé le fonctionnement de nombreux hôpitaux.

La fermeture des écoles. Les écoles sont des points de transmission importants pour la grippe, mais pas pour le Covid. Si les enfants sont infectés, leur risque de décès lié au COVID est minuscule, inférieur au risque déjà faible de mourir de la grippe. Tout au long de la vague du printemps 2020, la Suède a gardé les garderies et les écoles ouvertes pour tous ses 1,8 million d'enfants âgés de 1 à 15 ans, sans masque, sans test ni distanciation sociale. Le résultat ? [Zéro décès](#) dû au COVID chez les enfants et un risque de Covid pour [les enseignants](#) inférieur à la moyenne des autres professions. À l'automne 2020, la plupart des pays européens ont suivi l'exemple, avec des résultats similaires. Compte tenu des effets dévastateurs de la fermeture des écoles sur les enfants, [le plaidoyer du Dr Fauci en faveur de la fermeture des écoles](#) pourrait bien être la plus grande erreur de sa carrière.

Les masques. L'étalon-or de la recherche médicale est l'essai randomisé, et il y en a eu deux sur les masques Covid pour adultes. Pour les enfants, il n'existe aucune preuve scientifique solide de l'efficacité des masques. Une [étude danoise](#) n'a pas trouvé de différence statistiquement significative entre le fait de porter un masque et de ne pas en porter en ce qui concerne l'infection par le coronavirus. Une [étude](#) menée au Bangladesh, dans un intervalle de confiance de 95 %, a montré que les masques réduisaient la transmission entre 0 % et 18 %. Par conséquent, les masques ne présentent aucun avantage ou un avantage limité. Le Dr Fauci aurait pu mettre l'accent sur de nombreuses autres mesures essentielles en cas de pandémie, comme une [meilleure ventilation](#) dans les écoles et l'embauche de personnel soignant possédant une immunité naturelle.

Le tracé des contacts. Pour certaines maladies infectieuses, comme Ebola et la syphilis, le tracé des contacts est d'une importance capitale. Pour une infection virale circulant couramment [comme le Covid](#), il s'agit d'un [gaspillage désespéré](#) de précieuses ressources de santé publique qui n'ont pas permis d'enrayer la maladie.

Dommages collatéraux en matière de santé publique. Un principe fondamental de santé publique est que la santé est multidimensionnelle ; le contrôle d'une seule maladie infectieuse n'est pas synonyme de santé. En tant qu'immunologiste, le Dr Fauci n'a pas correctement pris en compte et pesé les effets désastreux que les confinements auraient sur la détection et le [traitement du cancer](#), le suivi des [maladies cardiovasculaires](#), les [soins du diabète](#), les [taux de vaccination des enfants](#), la [santé mentale](#) et les [surdosages d'opioïdes](#), pour n'en citer que quelques-uns. Les Américains vivront avec – et mourront de – ces **dommages collatéraux** pendant de nombreuses années.

Dans les conversations privées, la plupart de nos collègues scientifiques sont d'accord avec nous sur ces points. Si [quelques-uns se sont exprimés](#), pourquoi ne sont-ils pas plus nombreux à le faire ? Eh bien, certains ont essayé mais ont échoué. D'autres se sont tus lorsqu'ils ont vu des collègues [calomniés](#) et [dénigrés](#) dans les médias ou [censurés par Big Tech](#). Certains sont des fonctionnaires à qui il est interdit de contredire la politique officielle. Beaucoup ont peur de [perdre leur poste](#) ou leurs subventions de recherche, sachant que le Dr Fauci est assis sur la plus grande pile de [fonds de recherche](#) sur les maladies infectieuses au monde. La plupart des scientifiques ne sont pas des experts en matière d'épidémies de maladies infectieuses. Si nous étions, disons, oncologues, physiciens ou botanistes, nous aurions probablement aussi fait confiance au Dr Fauci.

Les preuves sont là. Gouverneurs, journalistes, scientifiques, présidents d'université, administrateurs d'hôpitaux et chefs d'entreprise peuvent choisir de continuer à suivre le Dr Anthony Fauci ou ouvrir les yeux. Après plus de 700 000 décès dus au Covid et les effets dévastateurs des confinements, il est temps de revenir aux [principes de base](#) de la santé publique.

Martin Kulldorff, Ph.D., est épidémiologiste, biostatisticien et professeur de médecine à la Harvard Medical School.

Jay Bhattacharya, MD, Ph.D., est professeur en politique de santé à la faculté de médecine de l'université de Stanford.

▲ RETOUR ▲

.Comment garder le moral à l'heure de l'information 2.0 ?

Didier Mermin 25 novembre 2021

<https://onfonedanslemur.wordpress.com/>



Spoiler : la question ne sera pas du tout vite répondue, ce n'est pas le genre de la maison, mais on vous explique pourquoi « *c'était mieux avant* ».

Dur-dur de suivre l'actualité en ces temps de réchauffement climatique ! [Comment les jeunes pourraient-ils ne pas être anxieux](#) ? Les nouvelles se suivent et se ressemblent qui toutes disent **notre impuissance à enrayer la marche du monde vers l'abîme**. Un exemple entre mille : nous venons d'apprendre, [vidéo à l'appui](#), que le « **deuxième plus grand lac de Turquie s'assèche à une vitesse alarmante** » : comment ne pas saisir que le phénomène vient de loin, et que ce pauvre lac ne s'en remettra sans doute jamais ? (Il n'en reste qu'une rivière serpentant dans une plaine désolée.)



Toutes les nouvelles sont horriblement déprimantes. Après avoir appris de [Jean Jouzel](#) qu'il faudrait aider les pays du Sud,¹ (par conséquence de la [responsabilité colossale](#) des pays occidentaux reconnue dans l'Accord de Paris), après avoir été traité de lâche par un internaute qui sait mieux que personne comment sauver l'Humanité,² après avoir lu sur la [page de Jancovici](#) qu'« aucune COP n'a le pouvoir d'arrêter le changement climatique », et sur [RFI](#) que « le Brahmapoutre est devenu incontrôlable », nous découvrons avec stupeur que notre « [inaction est un crime](#) ». Et là-dessus, Facebook notifie votre serviteur que Mr Mondialisation vient de publier une [nouvelle](#)

enquête : il clique avec ingénuité et tombe sur une vidéo de L214 dans les abattoirs Machin. Effet coup de poing garanti.

Tout cela est fort déprimant. Notre monde regorge tant et si bien de faits déplorables, tous aussi graves les uns que les autres et auxquels il est **urgent de mettre fin**, qu'il ne devrait rien en rester. Tout devrait disparaître : abattoirs, agriculture et élevage industriels, finance spéculative, multinationales, tourisme et loisirs dévoreurs d'énergie, la liste est infinie. Tout devrait disparaître de ce « *vieux monde* » pour que naisse enfin celui « *d'après* », mais l'on voit aussi que tout continue de plus bel, notamment le progrès technique qui galope dans tous les domaines. Pendant qu'une petite minorité déplore, une écrasante majorité explore, et ne se contente pas d'explorer : elle produit des missiles hypersoniques, des équipements 5G, des smartphones pliables, une roue géante de 250 mètres de haut pour admirer Dubaï, des vagues artificielles pour le surf, des avions à décollage vertical aussi faciles à piloter qu'une trottinette, etc.

Voyons pourquoi tout cela n'a rien de réjouissant :

- **Un** : l'information arrive de façon aléatoire, sous forme de flashes qui saisissent la réalité « *à un instant t* » en produisant un effet stroboscopique : nous ne voyons que des fragments surgir puis disparaître, comme ce lac turc dont l'existence nous était inconnue une seconde plus tôt. Impression d'être emporté dans une avalanche, et que dans le fond tout cela est absurde.
- **Deux** : se transmettant de bouche à oreille, l'information est à l'échelle de l'individu, mais ce dont elle parle concerne des collectivités qui vont du voisinage immédiat à la planète entière. Impression de n'être rien.
- **Trois** : où que le regard se porte, il tombe sur des problèmes et motifs à scandales, car **toute chose a son revers**, et il se trouve toujours quelqu'un pour l'expliquer à la cantonade. Il en résulte que tout, sans exception, est « *problème* », plus rien ne peut être considéré comme « *normal* ».
- **Quatre** : le temps de l'action correctrice étant infiniment plus lent que celui de l'information, les acteurs semblent désespérément passifs, (à l'exception des militants), d'où le sentiment que tout ce que l'on peut faire ne sert à rien.
- **Cinq** : les problèmes persistent parce que les causes sont structurelles, donc impossibles à supprimer à court terme. Sentiment d'impuissance.
- **Six** : on est informé mais **personne n'est d'accord** sur les faits, leur interprétation, leurs causes et leurs solutions. Un seul exemple : la ministre du logement s'aventure à critiquer « le modèle du pavillon avec jardin », et voici qu'elle provoque « *la fureur des professionnels du secteur* ». Des professionnels prompts à se retrancher derrière « *les aspirations des Français* », alors que le modèle en question contribue bel et bien à la destruction de la nature.
- **Sept**, de loin le plus important : l'on ne discerne plus aucune perspective de progrès, l'avenir se présente comme une descente aux enfers, à peine freinée par une « *transition* » en forme de miroir aux alouettes.

D'un autre côté, si vous visitez le site de n'importe quelle grosse entreprise, il vous dira que tout baigne dans l'huile. Prenons au hasard Coca-Cola France : la page de ses engagements est prodigieuse, la marque pourrait passer pour un parangon de vertu. Elle s'engage pour « *l'inclusion* », pour les femmes, pour le climat, pour la compensation à « *100% de l'eau utilisée dans les zones à stress hydrique* », pour le développement durable, pour « *atteindre 100% de collecte de [ses] emballages* », pour la justice sociale, et même pour un monde sans déchets³ !!! (Mais avec le capitalisme, bien entendu, et surtout avec ses bouteilles et leur précieuse boisson.) Glencore n'est pas en reste, elle qui reçut en 2008 le « *prix du Public Eye Awards de la multinationale la plus irresponsable* » : elle s'engage pour les enseignants, pour les peuples indigènes et beaucoup de nobles causes, à croire que ses dirigeants en ont fait une ONG.



05/10/2021
Journée mondiale des enseignants
de l'UNESCO 2021

[Lire la suite](#)



09/08/2021
Ne laisser personne de côté :
Journée internationale des peuples
autochtones des Nations Unies 2021

[Lire la suite](#)

Coca-Cola, Glencore and C° soutiennent les grandes causes en collaboration étroite avec les institutions internationales, mais leur façon d'en rendre compte contraste singulièrement avec ce que l'on trouve par ailleurs : cela n'a rien pour rassurer, l'on devine qu'**elles s'achètent une vertu.**

Changement dans notre rapport à l'information

Il est normal que les « boomers » se sentent « *déconcertés* », car ce qu'ils se plaisaient à imaginer dans leur jeunesse se présente aujourd'hui comme un cauchemar. On leur décoche des « *ok boomer* » quand ils font preuve de « *dénialisme* » ou prétendent que « *c'était mieux avant* », mais ils ont **parfaitement raison** d'un point de vue **subjectif**, celui de leur mémoire biologique, car la tendance naturelle à idéaliser le passé n'est pas seule en cause : Internet a changé la donne pour ce qui est de l'information.

Elle est aujourd'hui massivement distribuée sur des terminaux personnels, de sorte que **chacun se trouve fortement et malgré lui impliqué**. On la découvre en cliquant à la façon de l'élite des managers équipée d'un [BlackBerry](#) dans les années 2000, donc **comme un haut responsable** devant se tenir informé « *en temps réel* ». L'information arrive sur demande, littéralement « *sous votre nez* », et vous permet de vous projeter dans un ailleurs « *comme si vous y étiez* ». ⁴ Il n'y a plus aucune distance : elle vous poursuit comme un missile lancé à vos trousses et vous **percute**. Et pour cause, vous l'avez vous-mêmes sollicitée et sélectionnée selon vos centres d'intérêts, comme un manager le fait en fonction de ses responsabilités. Il n'y a plus de différences entre l'information relative à la vie professionnelle et celle concernant le monde, la technologie met tout dans le même sac. Elle a d'ailleurs gommé les frontières entre grand public et entreprises, comme l'explique [cette analyse](#) ⁵ de **2009**, (judicieuse et cocasse avec le recul), où l'on trouve ceci :

Mon pronostic : succès de l'iPhone dans le monde professionnel

Dans quelques mois, lors d'un déjeuner d'affaires entre dirigeants, poser sur la table son BlackBerry fera terriblement "ringard" quand les autres convives dégaineront leur iPhone !



Autrefois, les nouvelles ne se trouvaient **que dans le journal**, un objet en papier que tout oppose à nos écrans, et dont la lecture était l'occasion d'ouvrir puis de refermer une **parenthèse physique et temporelle**. Reproduit à l'identique pour des milliers de lecteurs et lectrices, avec un contenu **choisi et structuré** par une équipe de

journalistes, (non par soi-même assisté d'un navigateur et d'algorithmes), il faisait de l'information quelque chose d'impersonnel et de collectif, de sorte que l'on ne se sentait pas « *seul face au monde* ». Après avoir été lu, il finissait à la poubelle, et la vie ordinaire reprenait son cours sans avoir été affectée. N'en déplaise aux jeunes générations, c'était mieux avant, car l'on n'avait pas l'esprit encombré d'une avalanche quotidienne d'informations disparates, angoissantes et contradictoires, en provenance d'une multitude de sources indépendantes. Et s'il était bien sûr possible de se sentir concerné, il était impossible de se sentir impliqué, car le journal matérialisait une frontière très nette entre soi et le reste du monde, alors que les terminaux électroniques sont des objets intimes. **Voilà, c'est dit : l'information pénètre votre intimité, ce qu'elle ne faisait pas autrefois, ou alors beaucoup moins efficacement.**

Changement dans le contenu rédactionnel

Voici désormais le genre de contenu qui peut à tout moment vous sauter à la figure, ou plutôt à la gorge :

« Oui il est URGENT de changer nos comportements, notre consommation et notre société EN PROFONDEUR ! Nous sommes toutes et tous RESPONSABLES de la déforestation au niveau mondial. C'est un fait indiscutable. En 2030 il sera trop tard pour faire quoi que ce soit !!! Les actions, sanctions et changements de comportements, c'est MAINTENANT. »

C'est un concentré extrême de moralisme, identique à celui de *Politis*, mais que l'on retrouve un peu partout dilué à des niveaux de concentration variables. L'auteur ne se contente pas de dire (tacitement) que la déforestation internationale s'introduit dans nos frontières *via* nos importations, il nous **intime l'ordre** de mettre fin à ce scandale. C'était effectivement mieux avant, quand on pouvait ouvrir son journal sans se sentir agressé par les remontrances des uns et des autres, **sans se sentir visé dans son être et pris entre deux feux : sa conscience et l'état du monde**. De « *la société du spectacle* » on est passé à « *la société des coulisses* » : elle ne vous cache rien du revers crasseux de la médaille mais, puisque vous voilà « *informé* », vous voici « *responsable* ». Tout cela explique pourquoi le monde des boomers semblait plus simple, plus cool et moins moche.

NOTES :

1 Écrire qu'« *il faudrait aider les pays du Sud* » laisse entendre qu'on ne le fait pas assez, ce qui est infiniment regrettable. Pour plus de détails lire [Loïc Giaccone](#) sur FB.

2 « *Comment sauver l'Humanité* », c'est le titre d'une vidéo qui ne mérite pas d'être visionnée : ce serait émettre du CO2 pour rien.

3 Il semble que Coca-Cola France ne se soit pas encore engagée contre le harcèlement scolaire ou le [cybersexisme](#), mais cela ne devrait pas tarder.

4 « *comme si vous y étiez* » : les vidéos de L214 sont exemplaires à cet égard, mais elles ne sont pas seules. Internet permet de vous projeter dans l'univers de la NASA, des spécialistes du climat, des paysans petits et gros, des populations locales qui subissent les méthaniseurs, etc.

5 L'auteur de l'analyse citée, « [iPhone vs BlackBerry. : grand public vs entreprise](#) », est Louis Naugès, l'informaticien à qui l'on doit le mot *bureautique*, et dont le [blog](#) semble très intéressant.

▲ RETOUR ▲

.40 ans, et plus...

Publié par [Harvey Mead](#) le 23 Nov 2021

Le 18 novembre dernier, [Nature Québec a célébré son 40e anniversaire](#). Par un curieux hasard, le 17 novembre Radio-Canada a publié un court documentaire sur [le 40e anniversaire de la création du Parc national de la rivière Jacques-Cartier](#). J'étais au coeur du premier événement, j'étais sur le tard dans le cas du deuxième, arrivant du Nouveau-Mexique, territoire de grands paysages et de grandes montagnes, en 1973.



Des personnes liées aux éditions



Un événement au bureau de Charlesbourg

J'ai grandi en Californie, et j'ai passé mon adolescence dans un état (voire un pays) où cela faisait longtemps qu'une vision de la conservation de certains territoires a abouti à un réseau de parcs nationaux (et même d'état) impressionnants. À l'âge de 16 ans, j'ai passé une semaine à faire du camping dans l'arrière-pays du parc Yosemite, pas loin du réservoir Hetch Hetchy créé des décennies plus tôt par un barrage sur la rivière Tuolumne, pour fournir de l'eau à San Francisco. Pendant cette semaine, nous avons observé un éclair suivi un peu plus tard par du tonnerre: ils venaient d'exploser un test nucléaire dans le Nevada, pas très loin... Bref, il y avait du territoire conservé, mais il y avait beaucoup d'activité humaine qui en transformait sa nature progressivement. Pendant mes quatre années de collège, je faisais l'aller-retour tous les jours en passant par une forêt de *Sequoias* de deuxième génération que la route a conservée en suivant les contours de la vallée. À la fin de la période, ou peu après, toute la forêt a été coupée et les contours éliminés pour faire place à l'autoroute MacArthur.

Jean Bédard et sa communauté à Tewkesbury ont fait face à une expérience similaire, dix ans plus tard. La reconnaissance de la création du Parc de la Jacques-Cartier en 1981 souligne une dizaine d'années consacrées à un travail pour rendre cela possible. Jean est passé ensuite aux îles du Saint-Laurent, créant la société Duvetnor pour cibler la protection des oiseaux marins et la protection des îles qui leur servent d'habitat. De mon côté, j'ai poursuivi pendant 25 années des activités de plein air dans les aires protégées du Québec, dont plusieurs descentes en canot de la Jacques-Cartier, et pendant quatre décennies j'ai cherché les moyens d'éviter l'effondrement projeté par *Halte*.

La soirée de célébration de ses 40 ans chez Nature Québec était plaisante, incluant même [l'attribution de la Médaille de l'Assemblée nationale](#) à un des plus actifs du groupe depuis ses débuts, l'écologue forestier Louis Bélanger.



Louis Bélanger reçoit la Médaille de l'Assemblée nationale du député Sylvain Gaudreault, accompagné du député Sol Zanetti.

Durant la soirée, Alice-Anne Simard, la nouvelle directrice générale, a nommé membres honoraires à vie trois personnalités de l'organisme, dont deux anciens présidents (Harvey Mead, 1982-1989, 1994-2006; Michel Bélanger, 2006-2017) et son ancien directeur général Christian Simard (1988 à 1996, 2007-2019).



Alice-Anne Simard donne des certificats de membres honoraires à vie à Harvey Mead, Michel Bélanger et Christian Simard.

Le documentaire de Radio-Canada paru la veille se termine avec la vision actuelle de **Jean Bédard** sur la situation.

C'est là la dualité du biologiste de 83 ans. Il a consacré sa vie à la lutte pour la protection du territoire. Il va mourir en faisant ça, souligne son ami Jean Huot. Pourtant, Jean Bédard est depuis longtemps fataliste quant à l'avenir de cette planète, qu'il juge surpeuplée et malmenée par le genre humain. Il ne voit pas la solution. C'est évident qu'on est trop. On fait quoi? La biodiversité, ce n'est pas notre bataille. C'est l'Afrique, l'Asie. C'est le Brésil et la forêt amazonienne. Mais, tout à coup, on s'aperçoit qu'on est aussi fragiles. Tu regardes les grands feux dans l'Ouest. Ça va venir pour nous aussi. La faune forestière, l'approvisionnement en eau de nos grands réservoirs nordiques, tout ça est menacé à moyen terme. Pourquoi, alors, vouloir se battre jusqu'au bout pour protéger le territoire? Pour moi, c'est d'essayer de garder des morceaux avant que tout ne disparaisse. Les îles, le mont Wright, le parc ici : ces morceaux-là, personne ne va les avoir.

En préparation pour l'événement, [j'ai rédigé un court texte](#) où, tout en reconnaissant les mêmes constats que Jean Bédard, j'ai indiqué ce qui fait que je me trouve sur ce blogue plutôt que dans des batailles d'autrefois. [Nous sommes devant l'effondrement de notre société, et il faut se préparer.](#) Mon texte termine ainsi.

Nous voilà donc devant des années – prévisibles depuis au moins Halte à la croissance, publié en 1972 – où les perturbations dans les sociétés vont être telles que les efforts d'amélioration de la planification et de l'aménagement du territoire – l'objectif que s'est donné Nature Québec – seront plutôt peine perdue. Les groupes de la société civile ne semblent pas reconnaître la gravité de la situation, mais le mouvement environnemental doit désormais rechercher (i) une vision d'une société à l'avenir beaucoup moins riche que celle d'aujourd'hui et (ii) travailler auprès de la population pour qu'elle comprenne et accepte la nouvelle situation, que l'on peut appeler un effondrement. C'était le but de mon livre Trop Tard : Fin d'un monde et le début d'un nouveau (2017) de contribuer à cet effort.

Clé pour les interventions dans un tel contexte est une expertise dans les problématiques touchant l'énergie. Cette énergie (en pensant surtout au pétrole conventionnel) [amorce un déclin](#); l'ensemble des sociétés doivent travailler pour en accélérer ce déclin, puisque son utilisation est à la source de la crise climatique et l'avenir de l'humanité sera fonction de sa capacité de se sevrer de cette source d'énergie. Ce faisant, ce que l'on appelle la décroissance depuis des années sera l'ordre du jour de ces sociétés, cela dans un contexte où peut-être les trois-quarts de la population humaine vit dans une pauvreté plus ou moins importante.

Pour préparer l'avenir, ce n'est plus une question de « transition », que cela soit énergétique ou autre. Le Québec est dans une meilleure situation que la très grande partie des autres sociétés riches, pouvant recourir à une énergie (ne disons pas « propre ») qui ne contribue pas au réchauffement climatique et qui est installée pour des décennies. Un premier objectif de la société est de constituer un système où la mode de vie ne dépassera pas dans ses besoins l'énergie qui sera fournie par notre hydroélectricité. Un deuxième objectif sera de reconnaître que le mode de vie dépendant d'importations venant de partout sur la planète fera face à un système d'approvisionnement où les sociétés sources de cet approvisionnement seront vraisemblablement perturbées comme pendant la pandémie, sauf qu'elles ne se remettront pas de l'effondrement comme elles cherchent actuellement à se remettre de la pandémie.

▲ RETOUR ▲

.Le courageux shérif du comté de Los Angeles dit la vérité sur les mandats de vaccination de Covid

Par Brandon Smith – Le 8 novembre 2021 – Source [Alt-Market](#)



La bataille autour de la tentative de vaccination forcée de 100 % de la population américaine, sans tenir compte de la raison scientifique ou de la prudence, a fait ressortir le pire au sein d'un certain groupe de personnes dans notre société. Ils montrent leur vrai visage d'autoritaires, réclamant désespérément le pouvoir d'obliger des gens qu'ils ne connaissent pas ou dont ils ne se soucient pas à se soumettre à **un « vaccin » expérimental contre la Covid-19, sans aucun test à long terme pour prouver son innocuité.** J'ai noté cette tendance en détail dans mon récent article intitulé « [Noam Chomsky sort de ses gonds – prouvant que tout socialisme mène à la tyrannie](#) », et je dois dire qu'il y a des gens qui sont choquants et monstrueux juste sous la surface. Cela permet de réaliser comment les dictatures et les génocides du 20e siècle ont été rendus possibles.

Les historiens ont tendance à attribuer la montée du totalitarisme dans une culture donnée à l'idée du « *dictateur charismatique* », comme s'il suffisait d'un seul personnage bien habillé et parlant bien, capable de manipuler la production émotionnelle des masses pour qu'elles fassent des choses qu'elles ne feraient pas autrement. C'est un fantasme. En réalité, les dictateurs et les oligarques ne peuvent pas arriver au pouvoir sans le soutien avide d'un certain sous-ensemble de la population qui VEUT et AIME la tyrannie.

En d'autres termes, les autoritaires au pouvoir font appel à ce qu'il y a de plus pourri dans l'humanité – les sociopathes, les narcissiques, les psychopathes, les obsédés du contrôle et les micro-managers. Ils travaillent main dans la main avec les aberrants et les peureux, les fourbes et les grotesques, et ils s'alignent sur ces personnes pour faire croire que l'autoritarisme est un désir écrasant de la majorité alors qu'il s'agit en fait de la soif déviante d'une minorité agressive.

Bien sûr, comme en physique, il n'y a pas d'action dans la société humaine sans une réaction égale et opposée. Tout comme les obligations Covid ont fait ressortir le pire chez certaines personnes, ils ont également fait ressortir le meilleur chez d'autres. Les personnes qui aiment et respectent la logique, la raison et la liberté individuelle se rassemblent. Nous sommes légion, et j'ai été constamment surpris de voir combien d'entre nous se trouvent au sein des institutions gouvernementales, y compris les forces de l'ordre.

Le shérif du comté de Los Angeles, **Alex Villanueva**, a prouvé son courage cette semaine en s'adressant aux médias pour présenter les effets destructeurs des obligations de vaccination sur son propre département, en utilisant des données concrètes pour montrer que des milliers de membres du personnel et d'adjoints, soit 30 % du département du shérif, quitteront ou seront contraints de quitter leur emploi dans le comté de Los Angeles si les obligations de vaccination sont appliqués en janvier. Il a également fait face à un torrent de questions parmi les plus stupides et les plus virulentes que j'aie jamais entendues de la part d'une foule de « *journalistes* » clairement biaisés (c'est-à-dire des militants de gauche) qui s'efforçaient de jeter le doute sur le shérif et ses données.

Je recommande de regarder la présentation rationnelle et impartiale du shérif Villanueva dans son intégralité ici :

Gardez à l'esprit que le shérif est une personne vaccinée, mais qu'il continue à défendre les droits de ses adjoints à prendre des décisions personnelles éclairées sur la pique. Être anti-obligation ne signifie pas qu'une personne est nécessairement « *anti-vaccination* ». Je pense que le shérif a fait un travail admirable en présentant son cas et je ne vais pas le répéter ici. Cependant, ce dont je veux parler, c'est de la rhétorique insensée des journalistes présents dans la foule, qui ont essayé de le confronter et de l'intimider sur ses informations et sa position personnelle. Le shérif a mis en avant certains faits qui ont semblé particulièrement choquer les médias, alors parlons-en un instant...

Les obligations Covid ne sont pas des lois

Plusieurs journalistes de gauche ont été extrêmement perturbés par l'idée que le personnel du département du shérif puisse être « *autorisé* » à défier les obligations. C'était peut-être la ligne de questionnement la plus

révélatrice de la part des médias, montrant leur manque total de connaissance du droit constitutionnel et leur soit inhérente de contrôle. Les médias ont principalement affirmé que les adjoints et les autres membres du personnel « *enfreindraient la loi* » en refusant de se conformer aux obligations, et ils ont comparé le non-respect de l'obligation au non-respect criminel d'un contrôle routier.

Le shérif Villanueva a rappelé à juste titre aux journalistes que les obligations Covid ne sont PAS des lois. Les journalistes n'ont pas semblé comprendre. L'un d'entre eux a même suggéré que cet argument était « *sémantique* ». Non, ce n'est pas de la sémantique. Si les obligations sont des « *lois* », alors le système juridique de notre pays devrait être entièrement supprimé et toutes les décisions devraient être prises d'en haut par fiat exécutif, faisant de gens comme Biden et ses conseillers des dictateurs par défaut.

Les lois sont adoptées par les législatures ou votées par les citoyens aux États-Unis. Les obligations de vaccination sont ce que l'on appelle des « *couleurs de la loi* » ; ce sont des dictats transmis par ordre exécutif ou par la bureaucratie sans contrôle et sont présentés comme des lois alors qu'ils n'en sont pas. **La Constitution américaine ne prévoit pas d'« obligations », et je rappelle également aux cultistes Covid que la Déclaration des droits ne prévoit pas non plus de « pouvoirs d'urgence ».**

Le gouvernement ne peut pas se réveiller un jour et décider des droits que vous êtes autorisés à avoir et de ceux que vous n'êtes pas autorisés à avoir en fonction de sa perception arbitraire d'une urgence nationale. Nos droits sont sacro-saints et ne sont pas soumis aux caprices du gouvernement.

Un journaliste demande si le shérif soutient l'idée que les gens devraient être autorisés à choisir les lois auxquelles ils veulent obéir. Le shérif répond bien sûr que non, mais cette question est malhonnête à la base et suppose que les « *lois* » sont sacrées en elles-mêmes.

Si une loi est inconstitutionnelle et immorale, alors oui, chaque personne a absolument le droit d'ignorer cette loi. Les lois n'ont pas d'importance. Tout ce qui compte, c'est ce qui est bien et ce qui est mal. On pourrait espérer que les lois de notre société reflètent les valeurs et les principes de notre société, mais parfois elles sont en opposition directe avec notre boussole morale. Les obligations Covid ne sont pas des lois, et même si elles l'étaient, elles seraient à la fois des lois inconstitutionnelles et immorales qui ne méritent pas notre respect. Il n'y a rien de mal à refuser d'obéir à un ordre illégal et immoral.

Les sectaires Covid ne pensent pas que les gens devraient être autorisés à quitter leur emploi sans être punis

J'ai toujours pensé que perdre son emploi était censé être la punition pour ne pas avoir été vacciné. Apparemment, ce n'est pas suffisant pour les cultistes Covid. Les journalistes insinuent que les personnes qui ne se conforment pas à la vaccination devraient être poursuivies pénalement en vertu des obligations (qui ne sont pas des lois), tout comme une personne serait poursuivie pénalement pour ne pas avoir obéi à un adjoint lors d'un contrôle routier.

Cela confirme mon soupçon que les gauchistes ne s'attendaient pas à ce qu'un si grand nombre de personnes risquent leur emploi pour défier les obligations. Les gauchistes et les pro-autoritaires n'ont aucune notion de l'importance des principes par rapport à leur propre confort ou sécurité, et l'importante opposition nationale aux obligations les a donc pris au dépourvu. Ils sont maintenant confrontés à la perspective qu'ILS devront subir les conséquences réelles de leur soutien à l'autoritarisme des vaccins, et les gauchistes n'aiment pas cela.

Le shérif expose logiquement les faits sur le terrain en termes de personnel et le nombre de personnes qui vont partir ou être licenciées en raison des obligations, et les chiffres sont éloquentes. Avec au moins 30% du département en moins, les forces de l'ordre du comté de Los Angeles seront effectivement paralysées. Ils sont déjà à court de personnel à cause du conseil des superviseurs du comté de Los Angeles et de leur programme

tordu de « *définancement de la police* ». Soudain, la perte de leur force de police n'est pas bien acceptée par ces mêmes activistes.

Les médias se sont montrés très agressifs en essayant de jeter le doute sur l'idée que de nombreux adjoints et membres du personnel portaient en raison des obligations, ce que le shérif a immédiatement réfuté en précisant que les pertes ne pouvaient être attribuées qu'aux exigences en matière de vaccination et que toute autre suggestion serait malhonnête.

La conclusion est la suivante : Le système tel que nous le connaissons s'arrêtera si les obligations sont appliquées. C'est pourquoi Joe Biden et ses amis attendent d'appliquer les obligations jusqu'à APRÈS la période de Noël. Ils savent que les entreprises et les industries dans leur ensemble seront gênées par la perte de 30 % ou plus de leurs travailleurs et que de nombreuses institutions gouvernementales seront incapables de fonctionner avec la perte de 10 % du personnel, sans parler de 30 % ou plus.

Les médias tentent déjà de faire croire que les personnes contraintes de quitter leur emploi à cause des obligations sont les méchants de l'histoire, et non les victimes. Il s'agit là d'un exemple classique de manipulation des perceptions par les gauchistes. Ils attaquent la population avec leurs édits, ils offrent un non-choix en termes de conformité, et puis quand un grand nombre de personnes choisissent de faire des sacrifices plutôt que de se soumettre, les autoritaires qualifient ces personnes de « *criminels* ». En d'autres termes, le message est le suivant :

Parce que vous ne voulez pas vous soumettre à ma tyrannie, vous faites du tort à la société. Votre manque de soumission à mon autoritarisme est une attaque contre moi et le bien commun.

La narration est plus importante que les faits pour les cultistes Covid.

Les journalistes ont alors fait valoir que le shérif devrait « *évangéliser* » pour les vaccins au lieu de faire une telle présentation. Je trouve cette utilisation du langage intéressante. Je dis depuis longtemps que **les pro-vaccins sont une sorte de secte** qui ignore la science et a transformé la réponse médicale nationale en une chasse aux sorcières politique contre les conservateurs et les personnes soucieuses de liberté. Les médias pensent que le shérif du comté de Los Angeles devrait « *évangéliser* » son personnel, ce qui signifie qu'ils veulent qu'il cesse de partager publiquement les données qui sont en désaccord avec leur religion parce que cela pourrait faire dérailler ce qu'ils croient être une « *juste croisade* ».

Mais les obligations de vaccination n'ont rien à voir avec la santé publique et tout à voir avec le contrôle public. Le shérif Villanueva souligne à juste titre que les personnes vaccinées ne devraient pas s'inquiéter du statut vaccinal de leur voisin. Comme je n'ai cessé de le répéter depuis que les vaccins ont été introduits :

Si les vaccins fonctionnent, les non-vaccinés ne représentent aucune menace pour les vaccinés. S'ils ne sont pas efficaces, alors pourquoi essayer de les rendre obligatoires en premier lieu ?

Les personnes vaccinées continuent de [propager activement](#) le virus. Les pays hautement vaccinés comme Israël ont les taux d'infection les plus élevés au monde. Les personnes vaccinées représentent la [majeure partie des hospitalisations](#) et des décès dans les pays majoritairement vaccinés. Les personnes non vaccinées qui ont une immunité naturelle sont [jusqu'à 27 fois plus protégées](#) contre la Covid que les personnes vaccinées. Voilà les faits.

En outre, les médias refusent absolument de discuter ouvertement du taux de mortalité réel du virus de la Covid-19. Le taux médian de mortalité par infection du fait de la Covid-19 est d'[à peine 0,27 %](#) selon l'establishment médical et de nombreuses études évaluées par des pairs. Pour qui les non-vaccinés sont-ils une menace ? 0,2 %

de la population ? Pourquoi ces gens ne prennent-ils pas le vaccin et ne laissent-ils pas le reste d'entre nous tranquille ? La science n'a-t-elle plus d'importance ?

Il n'y a aucune preuve qui montre que les non-vaccinés représentent une menace pour qui que ce soit. Aucune. Aucune. Pourtant, les cultistes Covid appellent les non-vaccinés à souffrir du chômage, de la pauvreté et éventuellement de poursuites pénales pour avoir refusé d'obtempérer. C'est de la folie, et lorsque vous permettez à des fous de prendre le contrôle de votre société, l'effondrement est sûr de suivre.

Je soupçonne que les médias vont tenter d'enterrer cette présentation du shérif Villanueva parce qu'elle détruit le récit selon lequel une majorité écrasante de forces de l'ordre et d'autres employés du gouvernement sont d'accord avec les obligations de vaccination. Elle va également à l'encontre d'un certain nombre de mensonges entourant les justifications des vaccins expérimentaux en général. Enfin, la réaction des médias est si ridicule et déséquilibrée que l'on voit immédiatement la différence entre la secte Covid et une personne rationnelle normale comme le shérif. Ils passent pour des zélotes alors que lui se présente comme un sage.

J'applaudis sa réserve et son attitude calme face à une telle stupidité enragée, et j'applaudis sa bravoure à défendre la vérité à une époque où la vérité est vilipendée.

▲ RETOUR ▲

Jean-Marc Jancovici, ingénieur :

"La décroissance a commencé, de manière larvée"

Propos recueillis par Marina Fabre Soundron Publié le 25 novembre 2021

novethic

Tabou, adulée, décriée... la notion de décroissance n'a jamais été si discutée à quelques mois des élections présidentielles. Or pour le polytechnicien et figure emblématique du climat, Jean-Marc Jancovici, la décroissance, celle qui est caractérisée par une "variation des flux physiques" a déjà commencé. Il appelle à "l'intégrer dans la réflexion" pour éviter le pire, **en écartant le concept de croissance verte qu'il qualifie de "mythe"**.



*Jean-Marc Jancovici est polytechnicien, fondateur de Carbone 4 et du think tank Shift Project.
FRANCOIS GUILLOT / AFP*

Quand vous évoquez la décroissance, de quoi parlez-vous ?

Je désigne les **flux physiques** qui structurent nos économies. C'est-à-dire la quantité de tout ce qu'on produit, de toutes les ressources qu'on extrait et qu'on transforme. Cela peut être, par exemple, la quantité de charbon qu'on extrait du sol ou la quantité de routes que nous construisons. Que vous soyez pépiniériste, coiffeur ou journaliste, il y a toujours des flux physiques sous-jacents qui sont nécessaires pour l'exercice de votre activité, il y a toujours des matières extraites et transformées qui seront nécessaires. La variation des flux physiques se matérialise par la variation de l'énergie utilisée. En physique, l'énergie caractérise la transformation. **Or, selon moi, la décroissance se matérialise par une réduction de l'énergie.**

Vous constatez une baisse des flux physiques ?

Pour certains oui. **La décroissance est d'autant plus possible qu'elle a commencé de manière larvée et elle va s'accélérer dans les décennies à venir.** La quantité de bâtiments que l'on construit en Europe est moins élevée aujourd'hui qu'en 2007, la quantité de tonnes qu'on charge dans les camions est moins élevée aujourd'hui qu'en 2007, et c'était déjà le cas avant le Covid. De manière générale, quand vous regardez les flux physiques, qui caractérisent notre activité productive, beaucoup ont baissé par rapport à 2007. Je l'explique par le fait que l'Europe est en décrue énergétique subie depuis cette date. En France, on s'empaille sur l'éolien et le nucléaire, mais c'est oublier que l'essentiel de l'approvisionnement énergétique français, si on regarde l'énergie qui fait tourner les machines, est fossile. Et donc la décrue fossile, qui est à l'œuvre depuis 2007 en France et en Europe, a pour effet de contraindre fortement l'industrie.

Quels sont les signes de cette décrue énergétique subie ?

En 2006, la production mondiale de pétrole conventionnel passe par un pic, et à partir de ce moment-là, l'approvisionnement pétrolier européen a commencé à décroître. La conséquence sur les pays du sud (Italie, Espagne, Portugal) est spectaculaire. Il se trouve que dans le même temps, la Mer du Nord, qui fournissait l'essentiel du gaz à l'Europe, a passé son pic en 2005. Et enfin le charbon était en décrue en Europe depuis des décennies, parce que cela fait très longtemps que l'Europe tape dans son stock de charbon, et le pic a eu lieu bien avant que le climat ne devienne un sujet. Résultat : les combustibles fossiles, qui font aujourd'hui 75 % de l'approvisionnement européen, baissent en Europe pour des causes géologiques. Moins d'énergie c'est moins de machines, et moins de machines c'est moins de production physique. Alors on peut compenser un peu avec des importations, donc en creusant le déficit commercial, qu'on paye en s'endettant. On peut, pendant un temps, trouver quelques artefacts qui font que les effets ressentis sont en léger décalage, mais ça ne va pas durer éternellement.

Comment réagir au mieux face à cette décroissance ?

Il faut l'intégrer dans nos réflexions. Dans un monde en contraction, vous avez des effets d'éviction partout. Si vos revenus se contractent, vous allez devoir choisir si vous gardez votre appartement, votre garde-robe, ou si vous arbitrez entre les deux. Dans un contexte où vos revenus sont en croissance vous n'avez pas à vous poser ce genre de questions. **On ne peut pas éviter la contraction, puisqu'on a bâti un système économique productif qui dépend de l'extraction et de la transformation de ressources qui sont pour l'essentiel non renouvelables, à commencer par l'énergie.** On sait mal recycler le pétrole une fois qu'on l'a brûlé ! C'est inscrit dans la finitude du monde que ce système-là ne peut pas croître indéfiniment. Dans ce contexte, vous n'avez pas la possibilité de déployer de façon massive des dispositifs qui ne sont pas tellement efficaces. **Le discours – y compris chez certains Verts – qui consiste à dire "on va pouvoir augmenter le pouvoir d'achat tout en mettant des énergies renouvelables partout", que l'on appelle la croissance verte, est hélas un mythe.**

Comment voyez-vous l'avenir ?

Il est possible qu'on ait un déclic au moment où la décroissance va faire craquer le système. Jusqu'à maintenant on a déjà eu des petits craquements dans le système. Les gilets jaunes, le Brexit, la Syrie... Ce ne sont pas des

craquements majeurs chez nous, dans le sens où l'Europe d'après n'est pas fondamentalement différente de l'Europe d'avant, mais je suis hélas certain qu'il y aura pire derrière. Je suis aussi certain que l'évolution du système à l'avenir ne va pas se faire de manière continue, et que les changements de direction vont se faire à l'occasion de discontinuités (la pandémie en étant une). Plus le temps va passer, plus elles seront rapprochées. Est-ce pessimiste ? Je ne sais pas, c'est peut-être juste réaliste. Mais on a encore les moyens aujourd'hui d'arbitrer entre le pire et le beaucoup moins mauvais.

▲ RETOUR ▲

.Voici pourquoi le programme climatique a besoin de trillions d'"argent gratuit"...

par Chris MacIntosh 26 novembre 2021

Doug Casey's
INTERNATIONAL MAN



Il est utile de rappeler l'histoire d'un autre indicateur révélateur : les couvertures des magazines MSM.



Et celle de récemment :



Si vous ne l'avez pas encore compris, c'est de la propagande, les amis. Purement et simplement.

Cette propagande "**net zéro 2050**" est fabriquée sur plus que la simple crédulité des moutons. Elle repose sur la capacité des gouvernements à dépenser sans compter.

Bien sûr, vous pouvez toujours embobiner une population incapable de penser par elle-même, mais vous avez besoin du pouvoir de dépenser. Le fait même que nous assistions à cette folie est le reflet de l'environnement d'argent pour rien (coût zéro du capital) qui a prévalu au cours des dix dernières années environ.

Lorsque les rendements obligataires seront revenus à des sommets générationnels, alors que l'inflation a ravagé la société, nous verrons s'il est encore question de dépenser des trillions.

Politics
G-20 Told to Think in Trillions When It Comes to Climate Aid
By Damien Sheehy [+Follow](#)
29 October 2021, 04:17 GMT+01

Il est clair que ces chaussures pointues de l'ONU ne vivent pas dans le monde réel ou ne comprennent pas les conséquences réelles de leurs idéaux idylliques :

"Les nations du Groupe des 20 doivent augmenter leurs engagements en matière de financement du climat - et commencer à parler en trillions - avant un sommet clé à Glasgow, a déclaré un haut fonctionnaire des Nations Unies.

Patricia Espinosa, secrétaire exécutive de la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, a déclaré que les pays du G20 devraient penser en trillions s'ils veulent sérieusement respecter l'accord de Paris. Cette déclaration intervient après qu'un nouveau rapport a montré que les pays développés n'ont pas atteint leur objectif de lever 100 milliards de dollars par an en faveur des pays pauvres, ce qui risque de compromettre les négociations connues sous le nom de COP26."

Ne vous inquiétez pas, les amis. Les dieux de l'inflation vont régler ce problème. Si l'histoire est un indicateur, ces "élites", comme on les appelle, seront traînées dans la rue et recevront leur juste punition. D'ici là, nous nous attendons à un sacré marché haussier de l'inflation.

Sommet ~~cirque~~ COP26 de Glasgow

Voici un instantané de quelques-uns des 400 jets privés qui sont venus... parce que **les vols commerciaux sont pour les paysans.**



Et rappelez-vous que le reste d'entre nous doit prouver des tests PCR ou un statut vaccinal pour voler. Pas ces gars-là.

Qui n'était pas là ? La Chine, la Russie, la Turquie et le Brésil

Souvent, ce n'est pas ce qui est dit mais ce qui reste non-dit qui vous dit tout ce que vous devez savoir.

Dans le même ordre d'idées, en ce qui concerne le cirque de Glasgow (COP26), il ne s'agit pas de savoir qui était présent et ce qu'il a dit... mais qui n'était pas présent. Xi, Poutine, Erdogan et Bolsonaro. Voilà qui.

Des alliances se forment, les gars.

Ceux qui se réveillent vont se ruiner et ceux qui ne le font pas... ne le feront pas.

En ce moment, l'arbitrage au niveau mondial n'est rien de moins que stupéfiant.

▲ RETOUR ▲

L'Amazonie a-t-elle franchi un point de bascule ?

Bon Pote novembre 23, 2021



L'Amazonie est peut-être le premier sujet de notre [série d'articles sur le climat dont 100% des lectrices et lecteurs ont déjà entendu parler](#). Cette région naturelle d'Amérique du Sud que nous avons étudiée à l'école est si immense et si riche qu'elle ne peut laisser personne indifférent(e).

La forêt amazonienne fait très souvent l'actualité à cause de la déforestation massive qu'elle subit depuis des décennies. En revanche, l'actualité de cette année s'est emballée : la déforestation à grande échelle de la forêt amazonienne pourrait la transformer... en savane.

Comment une forêt tropicale pourrait-elle devenir une savane ? Est-ce seulement possible, et aussi simple que les gros titres l'ont annoncé ? L'Amazonie est-elle vraiment le poumon vert de la planète ?

Pour y répondre, nous avons reçu l'aide d'Emilie Joetzjer, chercheuse à l'INRAE.

L'Amazonie est plus qu'une forêt

La richesse de l'Amazonie est si grande qu'il faudrait plusieurs livres pour en tracer seulement les contours. C'est la plus grande forêt tropicale au monde (5,5 millions de km²) et elle s'étale dans neuf pays : le Brésil (67%), la Bolivie (11%), le Pérou (13%), mais aussi la Colombie, le Venezuela, l'Équateur, la Guyane (France), le Suriname et le Guyana.

Seuls quelques ordres de grandeur peuvent permettre de s'en rendre compte :

- 390 milliards d'arbres et environ 16 000 espèces différentes, représentant **13% du nombre total d'arbres sur la planète**.
- **Elle abrite 10% de la biodiversité mondiale**, et les scientifiques précisent que des milliers d'espèces n'ont pas encore été répertoriées. On estime que chaque espèce d'arbres abrite en moyenne environ 150 espèces d'insectes et plantes différentes (en France, c'est seulement 10).
- L'Amazonie représente la moitié des forêts tropicales du monde.
- Une surface d'environ 5,5 millions de km², soit 10 % des terres émergées.

Contrairement à une idée reçue, la forêt amazonienne n'est pas inhabitée, bien au contraire. Au moins 34 millions d'habitants y vivent, principalement des peuples indigènes et communautés locales (IPLCs), couvrant environ 35% de l'Amazonie. Et... incroyable ! [Ce ne sont pas des personnes à qui leur cerveau a dit de détruire leur environnement](#)... C'est entre autres pour cette raison que nous devrions leur donner la place qu'ils méritent lors des [négociations climatiques](#).



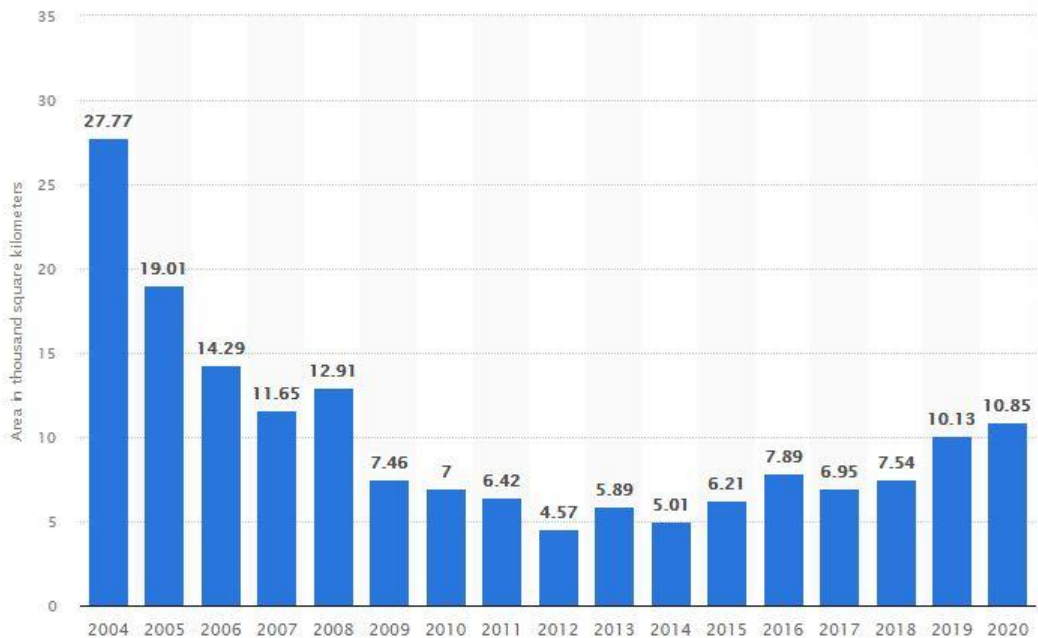
Photo d'[Izabella Teixeira](#), ancienne ministre brésilienne de l'environnement à la COP26. Crédit : Sebastião Salgado

Déforestation locale, enjeu mondial

La déforestation massive en Amazonie ne date pas du début des années 2000... mais a commencé dans les années 1960 ! Notamment grâce aux incitations gouvernementales à défricher les terres pour la production agricole, qui ont coïncidé avec des outils plus efficaces comme les tronçonneuses et les bulldozers (innovation technologique !).

Le rythme de la déforestation s'accélère dans les années 1970 et 1980, lorsque les subventions agricoles et les projets d'infrastructures, tels que les autoroutes, les barrages et les mines, attirent les travailleurs et l'industrie dans la forêt tropicale. En 1988, [des images satellites révélaient que l'Amazonie avait déjà perdu plus de 10 % de sa superficie originelle](#).

Le Brésil, qui abrite plus de forêts tropicales que tout autre pays et plus de la moitié de la forêt amazonienne, a réduit le défrichement de 80 % entre 2005 et 2012, ce qui a permis de diminuer considérablement ses émissions. Une meilleure surveillance de la forêt, [une meilleure application de la loi, des pratiques agricoles plus efficaces et des initiatives du secteur privé](#) visant à mettre fin à la vente de biens cultivés sur des terres illégalement déboisées ont contribué à faire baisser le taux de déforestation.



*Évolution de la déforestation en Amazonie brésilienne de 2004 à 2020
(en milliers de km²/an)*

Source : INPE, via [Statista](#)

Deux ordres de grandeur à retenir sur l'Amazonie :

- Sur les quarante dernières années, 800 000 km², soit 1.5x la France, ont été détruits (image ci-dessous).
- De 2000 et 2018, la déforestation a atteint 513.016 km², [une surface aussi grande que l'Espagne](#), soit 8% de la surface totale.

Une légère accalmie... avant Bolsonaro

Si les taux de déforestation ont ralenti au début du 21^e siècle, ils ont récemment rebondi. En Amazonie brésilienne, par exemple, nous voyons depuis 2018 les taux annuels augmenter pour atteindre leurs niveaux les plus élevés en une décennie. En 2019, la déforestation a de nouveau augmenté – avec des taux [85 %](#) plus élevés qu'en 2018. Ces chiffres impressionnants coïncident avec l'arrivée au pouvoir de Bolsonaro, président brésilien, et accessoirement, climatosceptique notoire.

Carlos Nobre, spécialiste mondial de l'Amazonie, estime ainsi qu'**environ 17 % de la forêt amazonienne a été déboisée**, principalement pour l'élevage du bétail et les plantations de soja. Malgré [les plaintes de crime contre l'humanité](#), ce n'est visiblement pas près de s'arrêter. En déclarant à l'ONU "*on ne peut pas affirmer que l'Amazonie appartient au patrimoine de l'humanité*", **le signal est très clair : il fait ce qu'il veut, la**

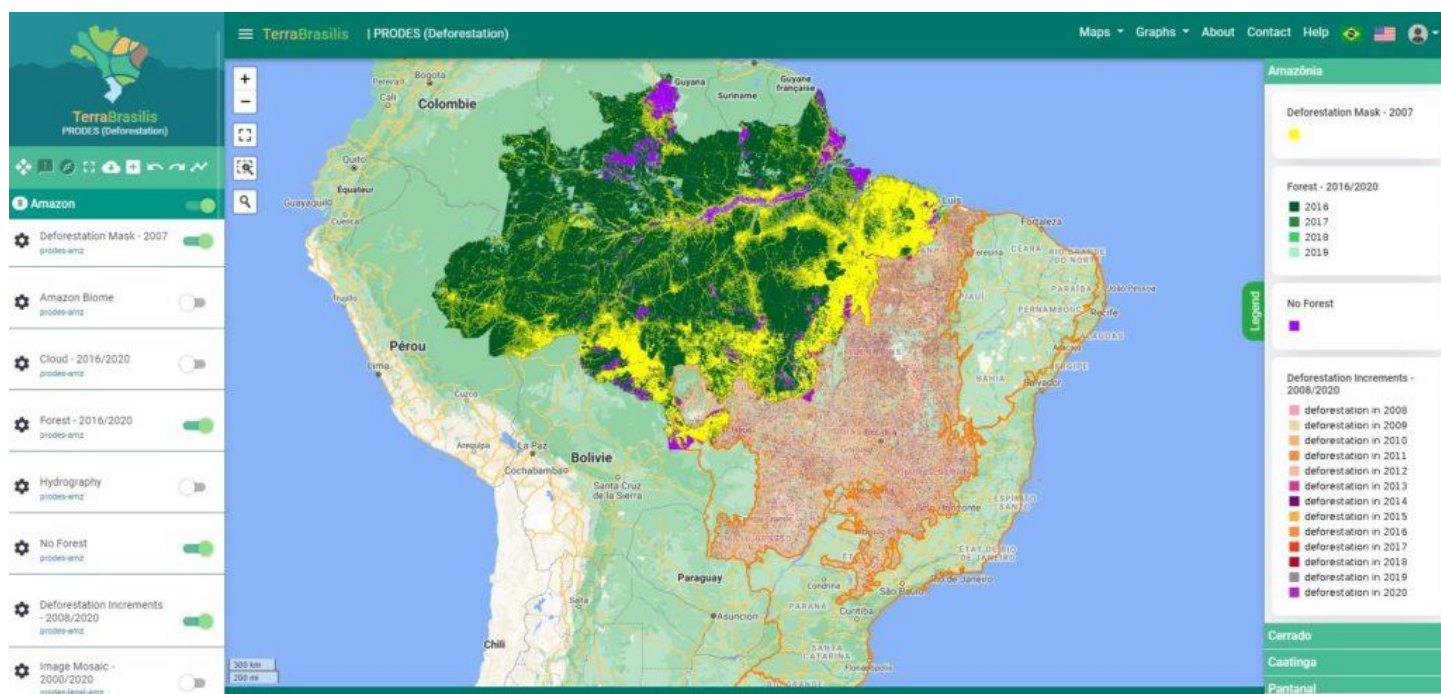
déforestation, [les incendies volontaires](#) et l'agriculture intensive ont de beaux jours devant eux. Et tant pis pour les conséquences.

Comment observer et surveiller la déforestation ?

Surveiller la déforestation d'une forêt aussi grande que l'Amazonie signifie surveiller une forêt qui fait plusieurs fois la France. Seule solution : [les images satellites](#).

L'Institut national de recherche spatiale du Brésil ([INPE](#)) met à disposition via le [portail TerraBrasilis](#) les données issues du système satellitaires PRODES pour la surveillance de la déforestation de l'Amazonie. La politique de transparence des données, adoptée par l'INPE depuis 2004, permet un accès complet à toutes les informations générées par les systèmes de surveillance. L'INPE surveille en permanence la qualité des données sur la déforestation, qui ont actuellement un indice de **précision supérieur à 95%**.

Il fallait auparavant plusieurs mois, voire années, pour obtenir des résultats. L'équipe en charge de la surveillance reçoit aujourd'hui chaque jour des images et est capable d'alerter les autorités dès le lendemain, notamment en cas d'[activités suspectes](#). En 2017, l'INPE avait déjà alerté sur le niveau le plus élevé de déforestation en 10 ans, soit 7.900km², l'[équivalent d'un million de terrains de football](#)...



Observation de la déforestation entre 2008 et 2020 via [Terra Brasilis](#)

La situation [empire depuis que Jair Bolsonaro est au pouvoir](#). La déforestation étant un sujet [éminemment politique](#), la souveraineté des États qui se “partagent” l'Amazonie doit être mise en parallèle avec leur rôle dans le réchauffement climatique et [ses conséquences planétaires](#). S'intéresser à l'Amazonie et son possible point de bascule (i.e. transformation en savane), c'est aussi comprendre les forces politiques et géopolitiques en présence.

NB : répondre à la question “*à qui appartient l'Amazonie ?*” n'est pas le sujet de l'article, mais si le sujet vous intéresse, voici une [petite vidéo](#) très bien faite.

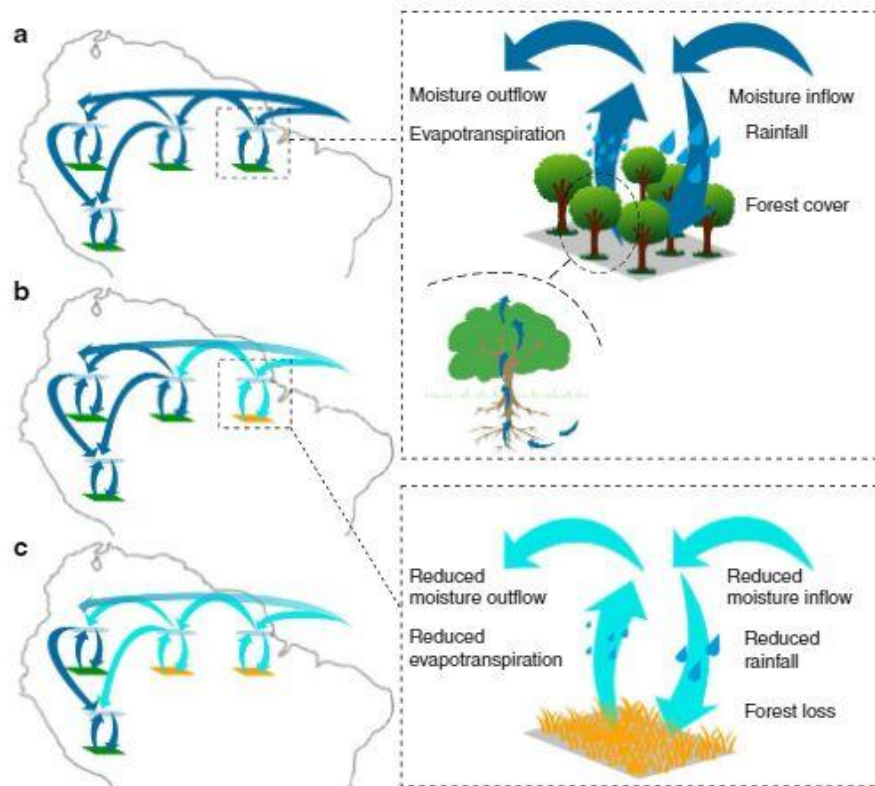
Conséquences de la déforestation en Amazonie

Les conséquences de la déforestation sont multiples et variées. Depuis que Bolsonaro et ses complices ont envie “d’[apporter le progrès en Amazonie](#)“, les risques pour la biodiversité, le climat et des millions d’habitants ont augmenté. En voici les principaux.

1/ Un cycle de l’eau perturbé

Grâce à [Eneas Salati](#), nous savons que l’Amazonie [recycle environ 30% des précipitations qui tombent sur le bassin via la transpiration des arbres](#) et l’évaporation des sols : c’est l’[évapotranspiration](#).

C’est le point le plus important à comprendre pour la suite : la déforestation perturbe le cycle de l’eau en Amazonie. S’il y a moins d’arbres, il y a tout simplement moins de précipitations, et donc plus de sécheresses.



Représentation schématique des effets en cascade dans le système végétation-pluie

Source : [Zemp & al. 2016](#)

Plus concrètement : **moins il y a d’arbres, moins il y a de pluie**, plus il y a un risque d’augmentation des sécheresses et donc de savanisation. Les chercheurs ont par la suite cherché à savoir à partir de quelle quantité de déforestation le cycle se dégraderait jusqu’à un point de bascule, c’est-à-dire que le cycle hydrologique ne puisse plus soutenir les écosystèmes de la forêt tropicale.

Ajoutez à cela les effets du changement climatique et vous avez le cocktail parfait pour avoir des problèmes. Si le cycle de l’eau est perturbé, cela vaut notamment pour les sécheresses, mais aussi les [inondations](#), l’hydrologie des rivières, la vie aquatique, etc.

2/ Augmentation des aléas climatiques

[Carlos Nobre](#) en parlait dès 1990 dans un article publié dans *Science* : “si nous déboisons certaines parties de l’Amazonie, elle deviendra une savane. Le climat post-déforestation ne sera plus un climat très humide comme celui de l’Amazonie. Il deviendra plus sec, avec une saison des sécheresses beaucoup plus longue, comme les

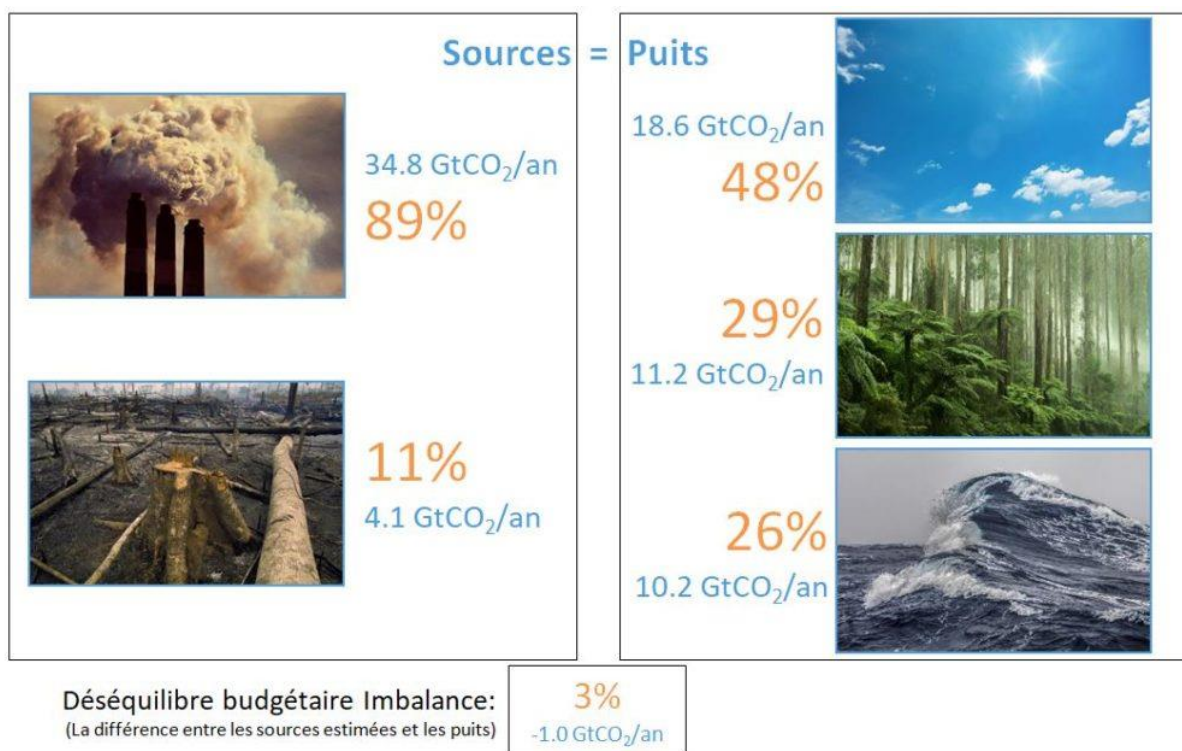
longues saisons des sécheresses des savanes des tropiques en Afrique, en Amérique du Sud et en Asie“. L'idée n'est donc pas nouvelle, et comme nous allons le voir, des dizaines d'études sont depuis sorties pour aborder ce sujet. Deux points importants à retenir :

- **SANS changement climatique** et avec déforestation à hauteur de 40% de l'Amazonie, on a des chances d'atteindre un point de bascule (notamment le Nord et le Sud-Est).
- **AVEC changement climatique**, le point de bascule pourrait être atteint avec seulement 20 à 25% de déforestation ! Pour au final se retrouver avec 50 à 60 % de la forêt amazonienne qui se transformerait en savane.

Sachant que la déforestation a déjà concerné 17% de l'Amazonie, que les sécheresses (dont 2005, 2010, 2015-2016) et les feux dégradent petit à petit l'état de la forêt, et que l'on s'attend dans le futur à plus de sécheresses et de déforestation, nous comprenons les alertes répétées des scientifiques sur le risque de "point de bascule".

3/ Augmentation des émissions de CO₂ et réchauffement climatique

C'est très certainement la conséquence la plus médiatisée de la déforestation : elle entraîne une augmentation des émissions de CO₂ et une diminution de l'absorption de carbone par les arbres, puisqu'il y en a moins ! Le rapport du Global Carbon Project 2021 vient d'être publié et indique qu'en moyenne, cela représente à l'échelle mondiale 4.1 GtCO₂/an sur les 10 dernières années.



Destination des émissions anthropiques de CO₂ (2011-2020)
 Source: [Friedlingstein et al 2021](#); [Global Carbon Project 2021](#)
 Traduction : Bon Pote

Au cours de la dernière décennie, les émissions mondiales nettes de CO₂ dues au changement d'affectation des terres ont été de 4,1 milliards de tonnes, avec **14,1 milliards de tonnes de CO₂ émises par la déforestation** et d'autres changements d'utilisation des terres, et 9,9 milliards de tonnes de CO₂ éliminées par la repousse des forêts et la régénération des sols. Pour comprendre les détails et les incertitudes liés aux calculs, [le rapport est ici](#).

Enfin, détail important et non des moindres, expliqué par [Philippe Ciais](#) : “On se rend compte que même si la

forêt n'est pas coupée, elle peut perdre beaucoup de carbone en étant dégradée. Soit par des incendies de sous-bois, qui ne tuent pas les grands arbres mais appauvrissent les étages inférieurs, soit par des prélèvements sélectifs d'arbres de valeur. Nous avons montré qu'aujourd'hui les trois quarts des pertes de carbone proviennent de ces dégradations, et pas de la déforestation“.

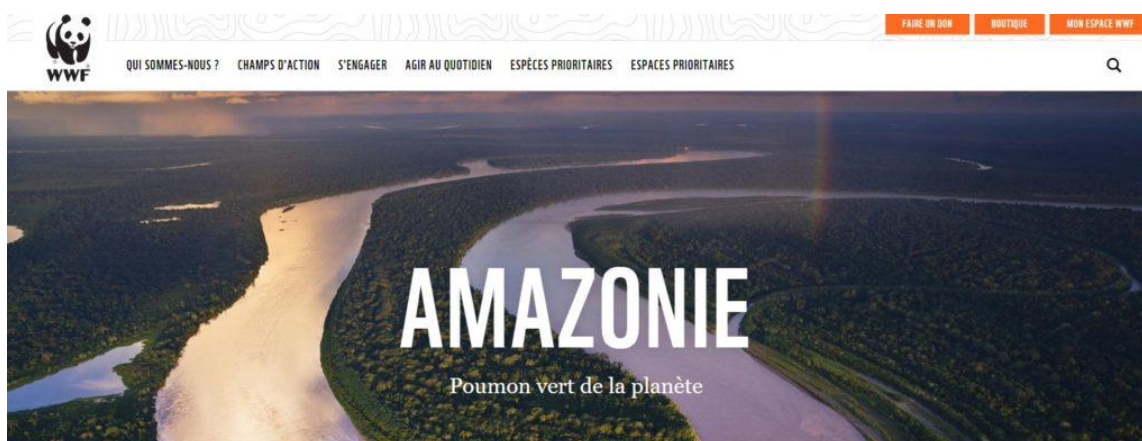
4/ Risque sur les populations et érosion de la biodiversité

Si une partie de la forêt amazonienne a déjà été coupée et si la partie restante est d'ores et déjà menacée, cela a des conséquences directes sur la biodiversité, et donc les populations vivant en Amazonie. Le [rapport de l'IPBES en 2019](#) alertait déjà là-dessus : des populations entières vivent uniquement grâce à leur environnement proche. Si vous remplacez cette biodiversité par de la monoculture intensive, les populations autochtones, quand elles ne sont pas déjà [menacées de mort](#), seront obligées de migrer pour survivre.

Le climat et la biodiversité sont indissociables, nous rappellent [le GIEC et l'IPBES](#). Ne pas sortir de cette vision anthropocentrée où seul l'intérêt de l'Homme compte revient à prendre le risque d'un effondrement du système dans lequel nous sommes englués depuis au moins 50 ans. Rappelons également que l'IPBES alerte sur **les risques de zoonoses** (maladie ou infection naturellement transmissible des animaux vertébrés à l'homme), dont la Covid nous donne un aperçu des maladies que nous pourrions avoir en continuant la déforestation et l'artificialisation des sols.

L'Amazonie est-elle le “poumon vert de la planète” ?

Avant de répondre à la question du point de bascule, revenons sur une idée reçue concernant l'Amazonie, souvent présentée comme “le poumon vert de la planète”.



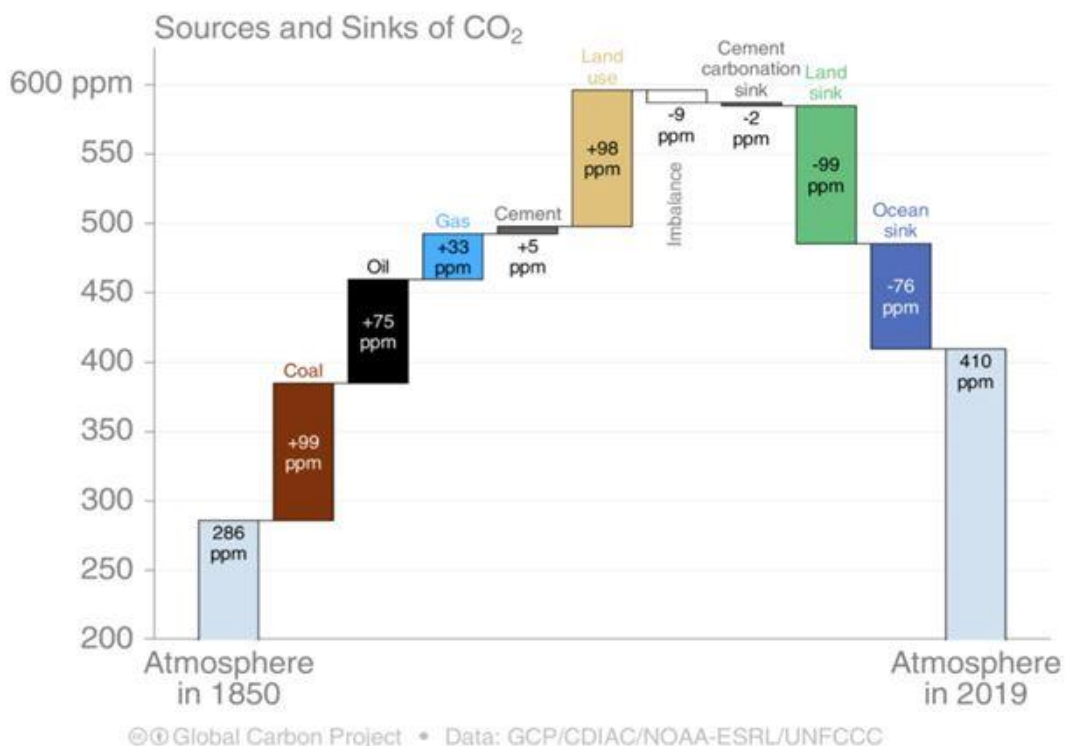
Source : <https://www.wwf.fr/espaces-prioritaires/amazonie>

Premièrement, et au même titre que les océans qui sont parfois appelés “poumon bleu” un poumon ne produit pas d'oxygène, il l'inhale ! Aussi, l'Amazonie ne produit pas d'oxygène. C'est vrai à l'échelle de la feuille, mais l'écosystème entier est lui plus ou moins à l'équilibre. Deuxièmement, ce qui nous intéresse ici, c'est le bilan net de carbone. Il est en revanche plus juste d'appeler la forêt amazonienne, en tant que forêt tropicale humide, “[un climatiseur de la Terre](#)“.

En effet, grâce à la photosynthèse, la forêt utilise le CO₂ atmosphérique, le stocke dans le sol et le bois, et rejette de l'oxygène. La forêt respire également, et rejette une partie de CO₂ dans l'atmosphère. Comme elle absorbe plus de CO₂ qu'elle n'en rejette, on dit que la forêt amazonienne est un puits de carbone. Aujourd'hui, environ 1/3 des émissions de CO₂ anthropiques sont absorbées par la biosphère continentale, principalement les forêts.

Néanmoins, on observe une diminution de la capacité de puits de carbone ([Brienen et al. 2015](#)) depuis les années 1990. Si l'Amazonie absorbe moins de carbone, c'est à cause des aléas climatiques, et notamment les sécheresses intenses et « exceptionnelles » qui ont frappé le bassin à plusieurs reprises dans les trois dernières décennies.

Plus les émissions de CO₂ se poursuivront à l'avenir, moins le système naturel sera en capacité d'absorber du carbone pour compenser une partie de nos émissions, créant ainsi une rétroaction positive. “Dans les scénarios d'augmentation des émissions de CO₂, [les puits de carbone océaniques et terrestres seront moins efficaces pour ralentir l'accumulation de CO₂ dans l'atmosphère.](#)”



Source : Global Carbon Project

Maintenant que nous avons tous les éléments en main, attaquons-nous à ce fameux sujet du point de bascule.

Qu'est-ce qu'un point de bascule ?

Bien que le principe soit connu depuis plusieurs décennies par les scientifiques, ce n'est que récemment que le point de bascule est explicitement utilisé. Le GIEC y fait référence dans son [4ème rapport](#) pour la première fois, puis y fait désormais référence dans chaque rapport (et [rapports spéciaux](#)). Dans son rapport spécial 1.5, voici la définition donnée au point de bascule :

Degré de changement des propriétés d'un système au-delà duquel le système en question se réorganise, souvent de façon abrupte, et ne retrouve pas son état initial même si les facteurs du changement sont éliminés. En ce qui concerne le système climatique, le point de bascule fait référence à un seuil critique au-delà duquel le climat mondial ou un climat régional passe d'un **état stable à un autre état stable**.

La deuxième notion très importante, est l'**irréversibilité** : “terme qualifiant l'état perturbé d'un système dynamique à une échelle temporelle donnée, quand le temps nécessaire à la restauration du système par les processus naturels est nettement plus long que le temps nécessaire à l'atteinte de cet état perturbé”.

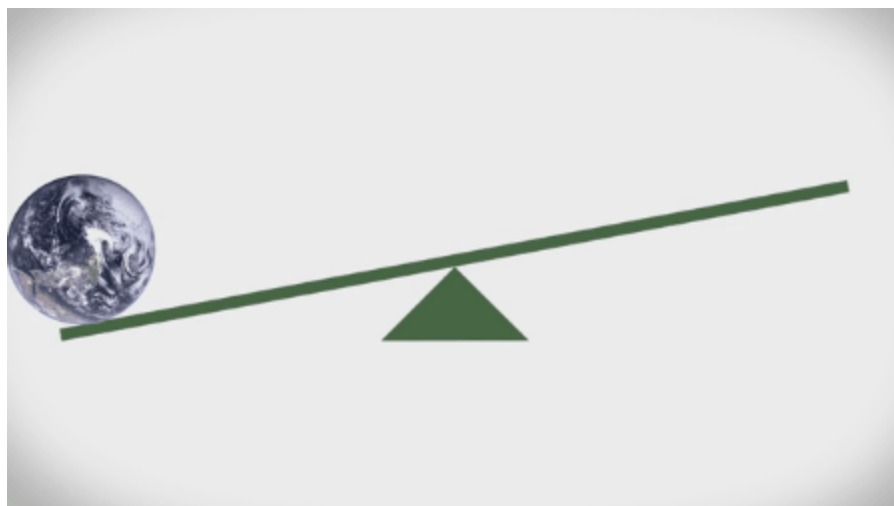
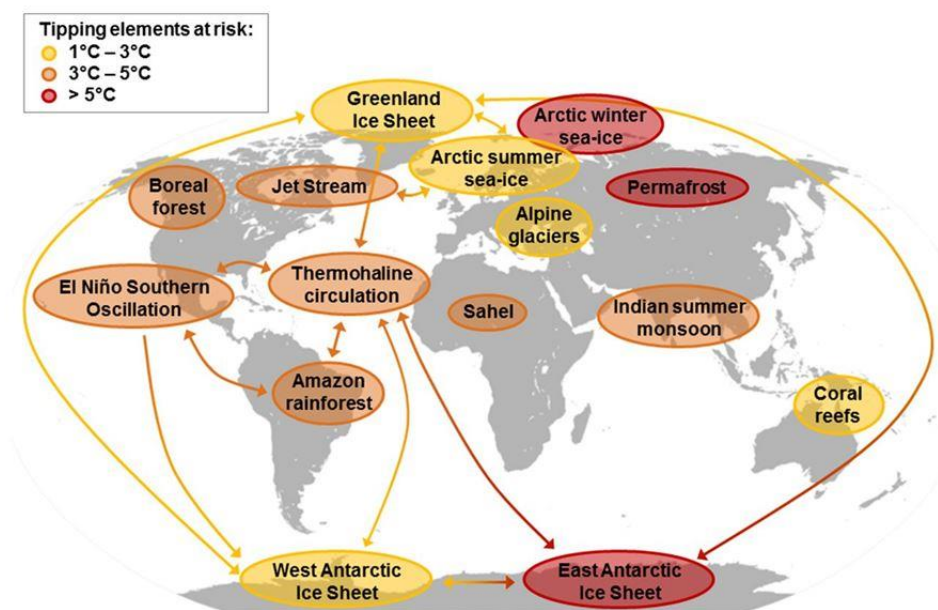


Illustration schématique du passage d'un « point de basculement »
sur [le site climatetippingpoints.info](http://le.site/climatetippingpoints.info)

Notons que **ces points de bascule peuvent être soit provoqués par des fluctuations naturelles du climat, soit par un forçage externe, tel que le réchauffement climatique**. Ces points de bascule, dont l'avènement est plausible dans les un à deux siècles à venir (voire avant) avec les émissions anthropiques, sont susceptibles d'entraîner une trajectoire irréversible. Il faudrait alors des siècles, voire des millénaires, pour revenir à la situation initiale.

Ces points de bascule sont nombreux et variés : on retrouve bien sûr la forêt amazonienne, mais aussi la fonte de la banquise arctique, la fonte partielle (Antarctique) ou totale (Groenland) des calottes glaciaires, les changements de la circulation thermohaline, la transformation de la forêt amazonienne en savane, l'affaiblissement de la mousson estivale indienne, le dégel du pergélisol (qui libérerait des gaz à effet de serre), etc. Voici une carte qui résume les principaux points de bascule théoriques à partir d'un certain degré de réchauffement moyen global :



Carte mondiale des possibles points de bascule en cascade
Source : [Will Steffen et al. PNAS 2018](#)

[À quel point devons-nous nous inquiéter ?](#)

Le réchauffement climatique n'induit pas une « linéarité » des impacts : les conséquences d'un réchauffement de +3°C ne sont pas simplement le « double » des conséquences d'un réchauffement de +1,5°C , [elles sont bien plus graves](#), avec notamment les risques de « [boucles de rétroaction positives](#) ».

Il est aussi très important de comprendre que **ces points de bascule sont difficiles à définir précisément, et une fois déclenchés, ils ne mènent pas forcément à un changement abrupt et immédiat du climat** : le changement est bel et bien acté une fois le « seuil » passé, mais les conséquences peuvent s'étaler sur des siècles voire des millénaires, comme dans le cas de la hausse du niveau marin.

A-t-on franchi un point de bascule en Amazonie ?

Plusieurs éléments sont à prendre en compte lorsque l'on évoque le point de bascule en Amazonie. Chaque papier scientifique sorti sur le sujet permet de faire les gros titres, de vendre beaucoup de papier... Mais cela ne reflète en rien la complexité du phénomène et les limites des études.

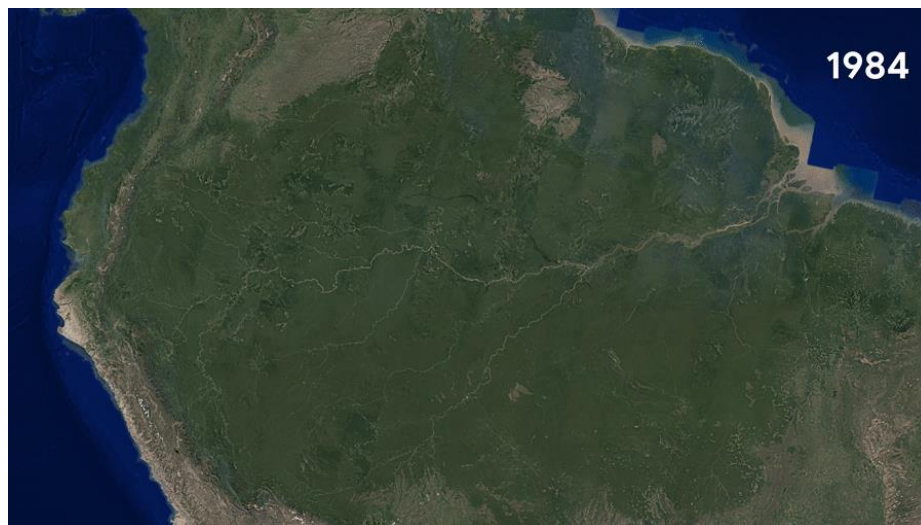
Répondons à la question en cinq points.

1/ Bien définir le “point de bascule”

L'année 2021 a été très riche en publications scientifiques sur l'Amazonie et la possibilité d'un point de bascule. Mais il est important de bien savoir de quoi on parle.

Tout d'abord, de “quel point de bascule” : ici, **le passage de l'Amazonie forêt tropicale à l'Amazonie savane**. La presse entière s'est enflammée sur la publication de Gatti & al (2021) en mentionnant un point de bascule, mais l'étude ne parle pas de la même chose ! En effet, c'était pour indiquer que l'Amazonie n'était désormais plus un puits de carbone, mais [une source de CO₂](#). Encore une fois, il faut lire l'étude et la méthode, qui s'avère être bien plus compliquée que les gros titres.

Ensuite, il est important de connaître le périmètre du point de bascule. En effet, est-ce que l'on parle de toute l'Amazonie, ou plus particulièrement d'une zone géographique ? Au cours des 40 dernières années, l'est de l'Amazonie a été soumis à plus de déforestation, de réchauffement et de stress hydrique que la partie occidentale, surtout pendant la saison sèche, le [sud-est connaissant les tendances les plus fortes](#).



[Déforestation en Amazonie, 1984-2018](#)

2/ Que dit le GIEC sur le point de bascule en Amazonie ?

Contrairement à ce que l’on peut parfois entendre, le GIEC n’a pas du tout fait l’impasse sur ces phénomènes climatiques, et les a d’ailleurs très bien documentés dans [les travaux du groupe 1](#) du 6ème rapport. Associés à chaque point de bascule, nous retrouvons le niveau d’incertitude et le niveau de risque de le franchir. Tout ceci est bien évidemment également étudié, notamment avec [les modèles climatiques](#), qui ont pour but de comprendre comment ces points de bascule ont pu arriver par le passé, et quels sont les risques que cela arrive dans le siècle ou les deux siècles à venir.

Dans le 6ème rapport, le GIEC n’exclut pas un point de bascule pour l’Amazonie, avec plus de précisions que dans le précédent rapport :

C.3.2 La probabilité de résultats à faible probabilité et à fort impact augmente avec les niveaux de réchauffement planétaire (confiance élevée). **Des réponses abruptes et points de basculement du système climatique, tels qu’une forte augmentation de la fonte de la calotte glaciaire de l’Antarctique et le dépérissement des forêts, ne peuvent être exclues (confiance élevée).**

AR6 chap.1 : “à l’échelle régionale, des changements abrupts et des points de basculement, tels que le dépérissement de la forêt amazonienne et l’effondrement du pergélisol, se sont produits dans des projections avec des modèles du système terrestre (Drijfhout et al., 2015 ; Bathiany et al., 2020 ; chapitre 4, section 4.7.3).”

[Box TS.9](#) : “À l’échelle régionale, des réponses abruptes, des points de basculement et même des inversions de la direction du changement ne peuvent être exclus (confiance élevée). Certains changements abrupts et points de basculement régionaux pourraient avoir impacts locaux graves, tels qu’un climat sans précédent, des températures extrêmes et une fréquence accrue des sécheresses et des feux de forêt”.

“La poursuite de la déforestation de l’Amazonie, combinée à un réchauffement du climat, augmente la probabilité que cet écosystème franchira un point de bascule vers un état sec au cours du 21e siècle (confiance faible). (4.8, 8.6.2, Encadré TS.9)”

Tipping Points

34 **Table 4.10:** Cross-chapter assessment updating AR5 and SROCC of components in the Earth system that have been
35 proposed as susceptible to tipping points/abrupt change, irreversibility, projected 21st century change,
36 and overall change in assessment from previous IPCC reports. Also provided are confidence levels and,
37 in parentheses, the main section(s) of this report in which proposed tipping elements are assessed.
38

Earth System Component/Tipping Element	Potential Abrupt Climate Change?	Irreversibility if forcing reversed (timescales indicated)	Projected 21st century change under continued warming	Change in Assessment
Global Monsoon (4.5.1.5; 8.6)	Yes under AMOC collapse, <i>medium confidence</i>	Reversible within years to decades, <i>Medium confidence</i>	<i>Medium confidence</i> in global monsoon increase; <i>Medium confidence</i> in Asian-African strengthening and North American weakening	More lines of evidence than AR5
Tropical Forest (5.4.8; 8.6.2)	Yes, <i>Low confidence</i>	Irreversible for multi-decades, <i>Medium confidence</i>	<i>Medium confidence</i> of increasing vegetation carbon storage depending on human disturbance	More confident rates than AR5
Boreal Forest (5.4.8)	Yes, <i>Low confidence</i>	Irreversible for multi-decades, <i>Medium confidence</i>	<i>Medium confidence</i> in offsetting lower latitude dieback and poleward extension depending on human disturbance	More confident rates than AR5
Permafrost Carbon (5.4.8)	Yes, <i>High confidence</i>	Irreversible for centuries, <i>High confidence</i>	<i>Virtually certain</i> decline in frozen carbon; <i>Low confidence</i> in net carbon change	More confident rates than SROCC

Publication temporaire du 6ème rapport du GIEC (table 4.10).

On peut y voir le degré de confiance associé à chaque “point de bascule”

3/ Critères et incertitudes autour du point de bascule

Il est extrêmement compliqué d'affirmer qu'un point de bascule sera franchi en Amazonie, car cela dépend de plusieurs éléments scientifiques, mais aussi politiques :

- **Incertitude locale et politique** : on ne peut pas affirmer avec certitude ce qu'il va se passer pour la déforestation, puisque cela dépend de décisions politiques. On ne sait jamais, Bolsonaro pourrait prendre la décision historique d'arrêter la déforestation et entreprendre un plan gigantesque de reforestation ! Pourquoi pas.
- **Incertitude globale** : le réchauffement est mondial et cela ne dépendra pas que des pays où se trouve l'Amazonie. Rappelons que le CO₂ n'a pas de frontières et que l'Amazonie souffre autant des mines de charbon allemandes que d'un influenceur français qui fait des A/R le week-end à Dubaï.
- **Incertitude scientifique** : la recherche continue et progresse sur le sujet, que ce soit sur la réponse de la forêt aux changements globaux, ou sur l'estimation de la probabilité d'un point de bascule. On estimait avant un point de bascule possible à 40% de déforestation, il est aujourd'hui plutôt autour de 20-25%, avec le changement climatique. Autre point : l'incertitude persiste concernant le fait de savoir si ce point de bascule sera [réversible ou pas](#).

Il ne faut pas regarder uniquement le CO₂. Deux autres points ont récemment été plus précisément pris en compte :

- **[l'impact sous-évalué du méthane](#)**, qui se produit par effet anaérobie, très présent dans les mangroves, mais aussi dans les forêts très humides.
- **[l'impact de la diminution de l'évapotranspiration](#)**, qui va modifier le micro-climat ou plutôt le climat local à l'échelle de l'Amazonie.

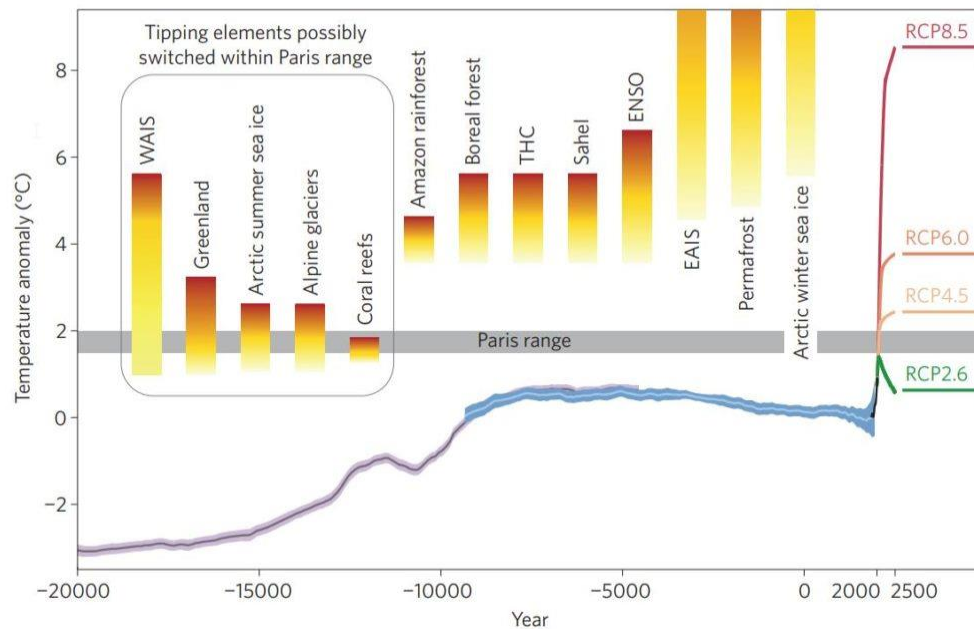
4/ Les effets combinés

Le dernier rapport du GIEC indique qu'**avec la poursuite du réchauffement, chaque région pourrait subir de façon différenciée plus d'événements climatiques extrêmes, parfois combinés, et avec des conséquences multiples**. Cela a plus de chances d'arriver avec un réchauffement à +2°C que 1,5°C (et d'autant plus avec des niveaux de réchauffement supplémentaires). Traduisez "combinés" par 'plusieurs en même temps'.

C'est ce que les [dernières recherches scientifiques](#) montrent en Amazonie. Avec le changement climatique, nous constatons une intensification et l'allongement de la saison sèche, [ainsi qu'une augmentation de la fréquence des sécheresses](#), ce qui est amplifié par la déforestation. Ces conditions augmentent le risque de mégafeux. Avec ces différents stress, les arbres seront rendus plus fragiles et plus vulnérables aux maladies.

A quel degré de réchauffement mondial aurait-on un point de bascule ?

En 2016, trois chercheurs [expliquaient que selon eux](#), « les bons objectifs climatiques avaient été choisis à Paris » (lors de la signature de [l'Accord de Paris](#), de conserver la température moyenne « nettement en dessous de 2°C » et de « poursuivre l'action » pour la « limiter à 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels »). Pour appuyer leurs propos, ils montraient dans la figure ci-dessous que ces objectifs (« Paris range », en gris) permettent d'éviter au maximum de déclencher des points de basculement potentiellement désastreux (la couleur du jaune au rouge indiquant le niveau de risque de « bascule »).



Source : [Why the right climate target was agreed in Paris](#)

Même si certaines études montrent qu'[un réchauffement climatique de 4°C](#) serait le point de basculement vers la dégradation des savanes dans la majeure partie de l'Amazonie centrale, méridionale et orientale, **il est très difficile de l'estimer avec certitude**. Ce que nous savons en revanche avec certitude, c'est que nous observons déjà des problèmes, on se doute que cela va continuer, et que cela sera de pire en pire du fait de la non linéarité des aléas climatiques.

Solutions pour éviter le pire !

Après ces mauvaises nouvelles en série concernant l'Amazonie qui pourrait devenir une savane, il est important de préciser que nous pouvons encore éviter le pire ! Il existe plusieurs solutions pour agir concrètement et éviter ce point de bascule :

- Réduire l'agriculture intensive commerciale, notamment le pâturage bovin, le soja, huile de palme, le café, etc.
- Réduire l'exploitation minière et forestière
- Réduction des émissions causées par le déboisement et la dégradation des forêts (REDD+) : axer l'effort visant à attribuer une valeur monétaire au carbone stocké dans les forêts, ce qui permet d'inciter les pays en développement à réduire les émissions de CO₂ liées aux terres boisées et à investir dans des modèles de développement à faible émission de carbone afin d'atteindre un développement durable. Au passage, une étude de Heinrich & al suggère que les forêts secondaires tropicales séquestrent le carbone jusqu'à 20 fois plus vite que les forêts anciennes !
- Réguler la finance, notamment le trading des matières premières.
- Meilleure gestion des communs : considérer l'Amazonie comme un bien commun qui n'appartient pas qu'aux 9 pays, et qui est nécessaire pour la survie d'une partie de l'humanité.



Les entreprises responsables des feux en Amazonie

Aussi, et bien que Bolsonaro soit complètement irresponsable vis-à-vis des enjeux climatiques, il n'est pas le seul responsable. C'est toute la chaîne qui l'est, de la production à la consommation.

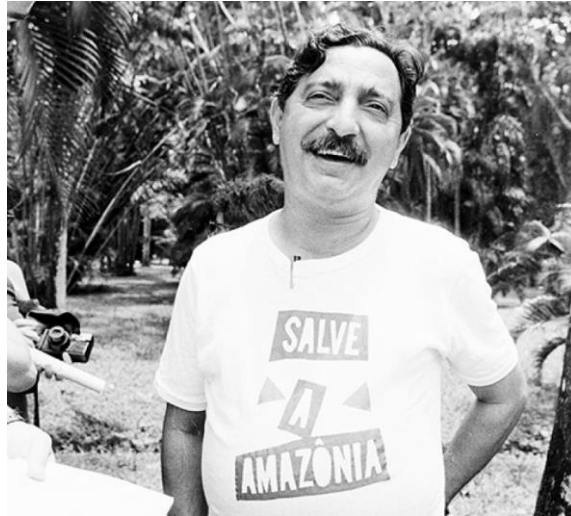
Il y a des milliards d'euros en jeu et Bolsonaro ou pas, c'est tout le système économique qui est à changer. [C. Nobre](#) estime que si les entreprises font pression pour une chaîne d'approvisionnement sans déforestation et sont très rigoureuses à cet égard, **la déforestation sera nulle en moins de cinq ans**. Vous aurez reconnu quelques noms ci-dessus qui participent aux feux et à la déforestation en Amazonie...

Le mot de la fin

Définir et estimer un point de bascule en Amazonie est aussi complexe que compliqué. Voici les principaux points à retenir :

- L'Amazonie est la plus grande forêt tropicale au monde (5,5 millions de km²) et s'étale dans neuf pays.
- En 40 ans, la forêt amazonienne a perdu environ 17% de sa surface.
- La forêt amazonienne est un puits de carbone qui contribue à absorber une partie de nos émissions.
- La déforestation a de multiples conséquences : elle perturbe le cycle de l'eau, elle augmente les émissions de CO₂, participe à l'érosion de la biodiversité, et oblige des milliers (voire des millions) d'habitants à migrer.
- La capacité du puits de carbone de la forêt amazonienne est « menacée », par la déforestation mais aussi par les sécheresses, les feux de forêts et les effets combinés.

- Le point de bascule fait référence à un seuil critique au-delà duquel le climat mondial ou un climat régional passe d'un **état stable à un autre état stable**.
- Se concentrer sur le seul rôle de puits de carbone de la forêt est une erreur. La dégradation de la forêt impacte aussi la biodiversité et les millions de personnes qui y vivent.
- Un point de bascule peut être d'abord franchi dans le sud-est de l'Amazonie, sans que cela soit le cas pour l'ensemble de la forêt amazonienne.
- Nous avons encore les moyens physiques et politiques de préserver la forêt amazonienne !



[Chico Mendes](#), défenseur de la forêt Amazonienne, activiste, et mort assassiné.

▲ RETOUR ▲

Électricité nucléaire : que font les USA, le Canada et l'Amérique du Sud ?

[21 novembre 2021](#)

Quelles sont les politiques en matière de nucléaire civil à travers le monde ? Les [Shifters](#) (association qui soutient *The Shift Project*) proposent une série d'articles faisant un état des lieux de la situation et des perspectives de la production d'électricité nucléaire, pays par pays et dans cinq zones géographiques : une [cartographie politique du nucléaire civil dans le monde](#). Le présent article propose un [état des lieux aux Amériques : du Nord et du Sud](#).

- Téléchargez les [Fiches pays de la zone Amériques](#)
- Découvrez tout le [Dossier : « L'électricité nucléaire dans le monde »](#)
- Contact (commentaires et relecture bienvenus) : carto-pol-nucleaire-shifters@theshiftproject.org

Dans le Nord du continent américain, de nombreux réacteurs sont en opération mais la position des gouvernements et des populations pour l'avenir est indécise. Au contraire, l'Amérique du Sud est une région relativement peu nucléarisée. Deux tendances opposées s'y distinguent : un premier groupe de pays, disposant ou non de réacteurs déjà en opération, souhaitent développer leur filière nucléaire et augmenter la part de nucléaire dans leur mix énergétique ; un deuxième groupe n'envisage pas le nucléaire comme une option.

Fortement nucléarisé, le nord de l'Amérique (États-Unis, Canada, Mexique) reste indécis pour l'avenir

Avec les 95 réacteurs que compte le pays, les **États-Unis** sont le plus grand producteur d'énergie nucléaire au monde. 30% de l'énergie nucléaire mondiale est produite aux USA. L'électricité nucléaire est la première source d'énergie décarbonée du pays, dont le mix est composé à 50% de sources fossiles (35% gaz, 27% charbon), de 20% de nucléaire et de 15% d'énergies renouvelables (7% hydroélectricité ; 7% d'éolien)[i].

La majorité des réacteurs ont été construits aux États-Unis dans les années 70 et 80, mais le développement de la filière a marqué le pas après l'accident de Three Mile Island en 1979. Lors de cet accident, plusieurs défaillances ont conduit à la fusion partielle du cœur du réacteur, même si, contrairement aux catastrophes de Tchernobyl et de Fukushima, aucun produit radioactif n'a été relâché dans l'environnement (classement au niveau 5 sur les 7 que compte l'échelle internationale INES[ii]).

ETATS-UNIS D'AMERIQUE



RESSOURCES ET COMPOSITION DU MIX ÉLECTRIQUE

- Les Etats-Unis sont le plus grand producteur d'électricité du monde d'origine nucléaire : 30% de la production électrique mondiale.
- Son mix électrique est composé de 50% de source fossile (35% gaz, 27% charbon), de 20% de nucléaire, 7% d'hydroélectricité, 6,6% de vent et le reste étant du solaire, de la biomasse et de la géothermie.

ÉCONOMIE ET ORGANISATION

- L'autorité de réglementation nucléaire des Etats Unis (NRC) est une agence indépendante qui a pour mission de contrôler l'utilisation de matériel nucléaire civil pour la protection des personnes et de l'environnement.

POLITIQUE NUCLÉAIRE

- Le pays a depuis la seconde guerre mondiale développé l'énergie nucléaire et sa commercialisation: Programme « Atoms for Peace », l'« Atomic Energy Act Amendments »
- Il est signataire du « Traité de non prolifération des armes nucléaires » et possède le plus grand parc mondial de réacteurs.
- La découverte d'important gisement de gaz de schiste dans les sous-sols et les améliorations des techniques d'extraction ont fortement ralenti les projets de constructions de futurs réacteurs.
- Deux réacteurs AP1000 sont en construction et le pays développe les SMR, dont le premier (NuScale) vient d'être certifié par la NRC.

DONNÉES CLÉS

Réacteurs en service	99
Puissance installée (MW)	97 900
Part du nucléaire dans le mix électrique (%)	20
Emissions de CO2 (tonnes/habitant)	15,6

Sources : U.S. Nuclear Regulatory Commission (<https://www.nrc.gov>) ; Nuclear Power in the USA (<http://www.world-nuclear.org>) ; Nucleaire USA Record (<https://www.lemondedelenergie.com>)

D'autre part, comme le souligne l'agence américaine de l'énergie, ~~il est de plus en plus difficile pour l'industrie nucléaire d'être compétitive face aux coûts très bas et aux investissements considérés comme moins risqués pour le gaz naturel et les énergies renouvelables~~ [iii].

Le secteur nucléaire américain est ainsi en difficulté. Ses deux principaux constructeurs, Westinghouse et General Electric, après avoir construit des réacteurs dans de très nombreux pays dans le monde (Chine, Corée, Brésil, Belgique, Espagne, Suisse, Suède, Mexique, Inde, Japon, Taiwan) ont connu de graves difficultés financières. Westinghouse a été racheté, par Toshiba en 2006 puis par Brookfield Business Partners en 2017 [iv] et Général Electric s'est associé avec Hitachi en 2007 [v]. De ce fait, le remplacement du parc actuel de réacteurs aux États-Unis n'est pas enclenché : un seul nouveau réacteur, Watt Bar 2 dans le Tennessee, a été mis

en service depuis 20 ans et seuls deux réacteurs, des « AP 1000 », de 3ème génération sont en construction aujourd'hui : Vogtle 3 et 4, dans l'état de Géorgie^[vi].

Par ailleurs, les USA se positionnent sur le créneau des « Small Modular Reactors » (SMR). Le premier d'entre eux, conçu par la jeune société NuScale^[vii], vient d'être certifié par l'autorité de sûreté nucléaire américaine. Un sondage de 2019 montre que les Américains ont une opinion parfaitement équilibrée sur la question de la production d'électricité d'origine nucléaire : 50% sont pour ; 50% y sont opposés^[viii].

Le Canada possède une vingtaine de réacteurs, de type CANDU (CANadian Deuterium Uranium), une technologie développée par le pays dès 1971. Comme les États-Unis, le Canada a construit de nombreux réacteurs à l'export, notamment en Inde, en Corée du Sud, en Chine, en Roumanie, en Argentine. **Le Canada est par ailleurs le deuxième producteur d'uranium au monde** (9% de la réserve mondiale), derrière le Kazakhstan et devant l'Australie^[ix]. Entre 15 et 20% de la production d'uranium sont utilisés localement. Le reste est exporté^[x].

Depuis le début des années 2000, le Canada ferme les réacteurs les plus anciens et prolonge la durée de fonctionnement de certains, mais n'a pas lancé de nouvelle construction. Le gouvernement Trudeau souhaite continuer à développer l'énergie nucléaire^[xi]. En particulier, le Canada compte plusieurs projets de SMR, ainsi que de nouveaux designs de réacteurs à sels fondus ou à neutron rapides, refroidis au sodium.

Cependant cette ambition n'est pas mentionnée dans le « Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques », qui constitue le plan devant permettre au Canada d'atteindre sa cible de réduction des émissions de CO₂ (-30% d'ici 2030 et -80% d'ici 2050). Ce plan, qui comporte notamment la tarification de la pollution par le carbone et des mesures visant à réduire les émissions dans tous les secteurs de l'économie, ne fait pas mention de **l'énergie nucléaire, qui est pourtant la deuxième source d'énergie décarbonée du pays**^[xii].



DONNÉES CLÉS

Réacteurs en service	21
Puissance installée (MW)	12 900
Part du nucléaire dans le mix électrique (%)	15
Emissions de CO2 (tonnes/habitant)	18,6

RESSOURCES ET COMPOSITION DU MIX ÉLECTRIQUE

- Le Canada est l'un des pays possédant la plus grande réserve d'uranium dans le monde (9% du total mondial). Il possède 4 centrales dans trois provinces qui abritent 21 réacteurs nucléaires.
- Son mix électrique est composé de 65% d'hydroélectricité, de 18% de thermique (charbon et gaz naturel) et de 15% de nucléaire.

ÉCONOMIE ET ORGANISATION

- La Commission canadienne de sûreté nucléaire (CCSN) est responsable de la réglementation et de l'autorisation de toutes les activités actuelles et futures d'extraction et de concentration de l'uranium.

POLITIQUE NUCLÉAIRE

- Le gouvernement canadien souhaite « placer l'énergie nucléaire au centre des efforts mondiaux pour lutter contre les changements climatiques ».
- Il souhaiterait déployer de petits réacteurs nucléaires modulaires (Small Modular Reactor, SMR) capables de produire jusqu'à 300MW de puissance (un réacteur de taille standard peut produire jusqu'à 1650 MW). Cette technologie permettrait de couvrir des régions ou des sites isolés. Plusieurs projets existent aujourd'hui, au Canada mais principalement à un état peu avancé et relativement loin de la phase d'industrialisation.
- En 2012, un sondage rapporte que 63% des Canadiens sont contre l'énergie nucléaire

Sources : Commission canadienne de sûreté nucléaire - Centrales nucléaires (<http://www.nuclearsafety.gc.ca>) ; Centre national de la recherche scientifique - Production et réserves mondiales d'uranium (<http://www.cnrs.fr>) Ressources Naturelles Canada - Faits sur l'énergie (<https://www.rncan.gc.ca>) ; Office National de l'énergie - Électricité (y compris renouvelable) (<http://www.one-neb.gc.ca>) Climat : le gouvernement Trudeau mise aussi sur le nucléaire (<https://ici.radio-canada.ca>)

Dans cette optique de décarbonation, l'Ontario a fermé ses centrales à charbon en 2014. Ces dernières fournissaient, en 2005, presque 20% de l'électricité de la province. La part du charbon a été entièrement remplacée par du nucléaire et une combinaison de gaz naturel et d'énergies renouvelables. Plusieurs provinces du Canada n'envisagent pas de construire des centrales nucléaires, soit par choix politique, ou parce que la production hydraulique suffit à couvrir la demande d'électricité^[xiii]. Un sondage datant de 2012 rapporte que 63% des Canadiens sont opposés à l'énergie nucléaire : ils pensent que cette technologie est trop chère et trop dangereuse, faisant référence aux événements de Fukushima. A contrario, la tendance est inversée en Ontario, qui regroupe la majorité des centrales : 57% de la population y est favorable à l'énergie nucléaire^[xiv].

Le **Mexique** possède une centrale nucléaire composée de deux réacteurs de type BWR (Boiling Water Reactor). Mise en service en 1989, elle ne constitue qu'une très faible part du mix électrique du pays. Ce mix est constitué à 80% d'énergies fossiles (57 % gaz, 11 % pétrole, 12 % charbon) à 10 % d'hydroélectricité et donc à 3% de nucléaire.

Avant 2011, le pays avait pour ambition de continuer à développer l'énergie nucléaire afin de ne plus dépendre aussi fortement du gaz et de réduire ses émissions de gaz à effet de serre. Mais la baisse du coût du gaz naturel aux États-Unis dans les années 2010 a entraîné le report de plusieurs projets de construction de réacteurs nucléaires. Aujourd'hui et malgré les objectifs prévus, fixant à 35% la production d'électricité provenant de sources décarbonées à l'horizon 2024, il n'a pas été explicitement inscrit dans la loi de transition énergétique que le nucléaire serait un des moyens d'atteindre cet objectif.

MEXIQUE



DONNÉES CLÉS

Réacteurs en service	2
Puissance installée (MW)	1552
Part du nucléaire dans le mix électrique (%)	3
Emissions de CO2 (tonnes/habitant)	3,8

RESSOURCES ET COMPOSITION DU MIX ÉLECTRIQUE

- Mix électrique (2016) : 80 % de sources d'origine fossile (57 % gaz, 11 % pétrole, 12 % charbon), 10 % hydroélectricité, 3 % nucléaire.
- Ressources en uranium estimées : 2000 tonnes. La mine située dans la région de Chihuahua active dans les années 1960 est aujourd'hui fermée.

ÉCONOMIE ET ORGANISATION

- C'est en 1956 qu'est créée la Commission Nationale de l'Énergie Nucléaire (CNEN) qui régit les activités nucléaires. Celle-ci se divise ensuite pour former la Commission nationale de la sûreté nucléaire et des garanties (CNSNS), l'Institut national de la recherche nucléaire (ININ) et la Mexican Uranium (Uramex).

POLITIQUE NUCLÉAIRE

- Le pays possède une seule centrale composée de deux réacteurs. Il est signataire du « Traité de non prolifération des armes nucléaires »
- Il souhaite réduire sa dépendance aux énergies fossiles et baisser ses émissions de GES : la loi de transition énergétique votée en 2014 fixe à 35% la production d'électricité provenant de sources décarbonées à l'horizon 2024.
- Plusieurs projets de construction de nouvelles centrales ont été reportés du fait du prix très compétitif du gaz naturel.

Sources : Nuclear Power in Mexico (<http://www.world-nuclear.org>); Mexique (<https://knoema.fr>); Mexico (<https://cnpp.iaea.org/>); le-mexique-en-pleine-revolution-energetique (<https://www.connaissancedesenergies.org>)

L'Argentine et le Brésil souhaitent développer davantage leur production d'électricité nucléaire

De toute l'Amérique du Sud, seuls deux pays ont construit et exploitent des réacteurs nucléaires : le Brésil et l'Argentine.

L'Argentine possède trois réacteurs en opération, construits entre 1974 et 2014 par Siemens (Allemagne) et Candu (Canada). La production d'électricité nucléaire ne représente aujourd'hui qu'un faible pourcentage (5%) du mix électrique. Cependant, le programme nucléaire argentin a été relancé par Néstor Kirchner en 2006, pour compenser la baisse de la production gazière. En 2015, des accords ont été signés avec le Canada, la Russie et la Chine, notamment pour la construction d'un des premiers réacteurs chinois « Hualong one » à l'export. Le gouvernement envisage également, dans son plan stratégique, la construction de réacteurs modulaires argentins « CAREM ». La construction d'un prototype a démarré en 2014. En Argentine, l'opinion publique soutient le nucléaire : 43% de la population s'y est déclaré favorable alors que 22% y demeurerait opposée, selon un sondage de 2013.



DONNÉES CLÉS

Réacteurs en service	3
Puissance installée (MW)	1667
Part du nucléaire dans le mix électrique (%)	5
Emissions de CO2 (tonnes/habitant)	4,7

RESSOURCES ET COMPOSITION DU MIX ELECTRIQUE

- Mix électrique (2015) : 67% fossile, 27% l'hydraulique, 5% nucléaire, le reste en import.
- Ressources en uranium estimées à 8600 tonnes avec un potentiel possible de 55000 tonnes. La dernière mine d'uranium a cependant été fermée en 1997, pour raisons économiques.

ÉCONOMIE, INFRASTRUCTURES ET ORGANISATION

- L'Argentine dispose des infrastructures ainsi que des moyens techniques et financiers nécessaires à l'exploitation de centrales nucléaires de production d'électricité.
- Elle dispose d'une autorité de sûreté, créée en 1994 (Autoridad Regulatoria Nuclear), qui remplace la Comisión Nacional de Energía Atómica en charge du nucléaire depuis 1950.

POLITIQUE NUCLÉAIRE

- Le programme nucléaire argentin a été relancé par Néstor Kirchner en 2006, à la suite de la baisse de la production gazière. En 2015, des accords ont été signés avec le Canada, la Russie et la Chine, notamment pour la construction d'un des premiers réacteurs chinois « Hualong one » à l'export.
- Le gouvernement envisage également, dans son plan stratégique, la construction de réacteurs modulaires argentins « CAREM ». La construction d'un prototype a démarré en 2014.
- En 2013, l'opinion montre 22% d'opposition ; 43% d'acceptabilité.

Sources : <http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-g-n/argentina.aspx> ; "Argentina nuclear industry sees big promise in its small reactors", Financial times, September 23, 2018

Comme l'Argentine, le **Brésil** dispose de deux réacteurs nucléaires en opération, qui représentent 3% de son mix électrique. Après la construction des deux premiers réacteurs en 1982 par Westinghouse (USA) et en 2000 par Siemens (Allemagne), la construction d'un nouveau réacteur allemand a été stoppée sur fond de corruption. Des discussions sont en cours pour terminer le chantier. Le Brésil souhaite également construire de nouveaux réacteurs, pour répondre à l'augmentation de la demande énergétique. Plusieurs accords de coopération sont en discussion avec CNNC (Chine), Rosatom (Russie), Kepco (Corée) et EDF (France).

BRESIL



DONNÉES CLÉS

Réacteurs en service	2
Puissance installée (MW)	1986
Part du nucléaire dans le mix électrique (%)	3
Emissions de CO2 (tonnes/habitant)	2,6

RESSOURCES ET COMPOSITION DU MIX ELECTRIQUE

- Mix électrique (2016) : 66% hydraulique ; 17% fossiles ; 9% biomasse ; 6% solaire et éolien ; 3% nucléaire.
- Ressources estimées en uranium : 278 000 tonnes (5% des réserves mondiales d'uranium. Une mine est en activité.

ÉCONOMIE, INFRASTRUCTURES ET ORGANISATION

- Le Brésil dispose des infrastructures ainsi que des moyens techniques et financiers nécessaires à l'exploitation de centrales nucléaires de production d'électricité.
- La Commission Nationale de l'Energie Nucléaire (CNEN) régit les activités nucléaires au Brésil de puis 1954.

POLITIQUE NUCLÉAIRE

- Le Brésil souhaite diminuer sa dépendance à l'hydraulique, soumis aux risques climatiques (sécheresses).
- Après la construction des deux premiers réacteurs en 1982 (Westinghouse, USA) et 2000 (Siemens, Allemagne), la construction du deuxième réacteur allemand a été stoppé pour raisons de corruption. Des discussions sont en cours pour terminer la construction.
- Le Brésil souhaite également construire de nouveaux réacteurs, pour répondre à l'augmentation de la demande énergétique. Plusieurs accords de coopération sont en discussions avec CNNC (Chine), Rosatom (Russie), Kepco (Corée) et EDF (France).

Sources : <http://www.world-nuclear.org/information-library/country-profiles/countries-a-f/brazil.aspx> ; In latin America, nuclear power on shaky ground, World Policy, May 14th, 2012.

Sylvaine Dhion & Al, janvier 2020

Les ambitions de Cuba et du Venezuela ne se sont pas réalisées

À **Cuba**, la construction d'une centrale nucléaire a été démarrée par le gouvernement de Fidel Castro en 1982, en partenariat avec la Russie. Le projet n'a jamais vu le jour en raison de l'implosion de l'URSS.

Le **Venezuela** a disposé d'un réacteur de recherche jusqu'en 1994. Le pays a souhaité développer le nucléaire en 2010 mais le gouvernement d'Hugo Chavez a stoppé ce programme après l'accident de Fukushima, en 2011. Les troubles politiques actuels rendent improbable évolution prochaine.

Trois pays d'Amérique du Sud ont une volonté très variable de construire de nouveaux réacteurs

Plusieurs pays d'Amérique du Sud, sans pour autant avoir de réacteur en service, ont des velléités de développer le nucléaire. C'est le cas de la Bolivie, de la Colombie et du Paraguay.

En 2014, la **Bolivie** a exprimé une volonté d'investir deux milliards de dollars dans le nucléaire dans les 10 années suivantes. Des discussions ont eu lieu la même année avec la Russie. En 2013, des échanges avaient eu lieu avec la France et l'Iran. L'objectif serait de fournir le pays en électricité via une centrale ainsi que de lancer un programme de recherche. Des échanges avec l'Argentine se sont également tenus pour créer une coopération régionale technique et scientifique. Aucun projet concret n'est cependant à l'ordre du jour.

La **Colombie** possède un réacteur de recherche américain, obtenu dans le cadre du programme de non-prolifération “Atoms for peace” après la seconde guerre mondiale. Le développement du nucléaire comme source d’énergie a été envisagé dans le cadre du “Plan colombien pour le développement des sources d’énergie non conventionnelles”, sans concrétisation à ce jour.

Le **Paraguay** n’a pas de réacteur nucléaire mais dispose de quelques réserves en uranium. Un accord cadre a été signé avec Rosatom (Russie) en 2016 pour étudier la possibilité de développer le nucléaire au Paraguay.

En Amérique du Sud, quatre pays n’ont aucune velléité en matière de nucléaire

L’**Équateur** et le **Pérou**, malgré les ressources en uranium et un réacteur de recherche au Pérou, n’ont pas de volonté de construire de réacteur nucléaire pour la production d’électricité.

Le **Chili** dispose de réserves en uranium, d’une agence qui conseille le gouvernement sur les activités nucléaires (Chilean Nuclear Energy Commission) et de deux réacteurs de recherche. Cependant, le Chili ne considère pas le nucléaire comme une option pour la production d’électricité. La population y est assez défavorable, en raison de l’important tremblement de terre qui a frappé le Chili en 2010 et de la catastrophe de Fukushima. Plusieurs études ont été réalisées depuis les années 60, notamment à la suite de la crise de 2007. Mais le document « Energy 2050 », paru en 2015 ne considère pas le nucléaire comme une option à court terme.

Enfin, en **Uruguay** un réacteur de recherche a été en opération jusqu’en 1997. À cette date, une loi a interdit l’usage du nucléaire. L’Uruguay, dont le mix électrique était composé historiquement d’une large part hydraulique, a cependant souhaité réduire sa dépendance à cette énergie. En effet, le tremblement de terre survenu au Chili en 2010 a mis en lumière un risque pour ces installations. Parallèlement, le pays a voulu réduire sa dépendance aux importations en provenance de l’Argentine et du Brésil. Le pays a alors massivement investi dans le secteur des renouvelables. Dès 2015, plus de 95% de son électricité était issue de l’hydraulique, du solaire, de l’éolien et de la biomasse.

Des pays très nucléarisés mais indécis pour l’avenir au Nord, peu nucléarisés et moyennement ambitieux au Sud

Le Nord du continent américain connaît, depuis 30 ans, un fort ralentissement du développement de l’énergie nucléaire. Aujourd’hui les centrales existantes sont maintenues, voire augmentent leur capacité de production. Aucun des trois pays du Nord n’a d’ambition immédiate de construire de nouvelles centrales, que ce soit du fait de la baisse du prix du gaz lié au boom du gaz de schiste aux États-Unis, ou de l’opinion publique, peu favorable au nucléaire à la suite des accidents de Fukushima et Three miles Island. Cependant, des projets émergent concernant de nouveaux réacteurs, à neutrons rapides ou de type « Small Modular Reactor » (SMR). Le premier SMR, NuScale, vient d’être certifié par l’Autorité de sûreté nucléaire américaine (la NRC). Entre ces deux évolutions parallèles, l’avenir du nucléaire reste totalement incertain, malgré le contexte des enjeux climatiques mondiaux et l’accord de Paris.

L’Amérique du Sud est relativement peu nucléarisée : quatre pays ne possèdent pas de réacteurs et n’envisagent pas de recourir à l’énergie nucléaire. Là aussi, l’accident de Fukushima, à ajouter aux risques sismiques en Amérique du Sud suscitent des craintes chez la population et les gouvernements – particulièrement en l’Équateur, au Pérou, au Chili et en l’Uruguay, qui n’ont pas l’intention de s’engager dans cette voie. Seuls cinq réacteurs sont aujourd’hui en opération en Amérique du Sud, en Argentine et au Brésil, et ne représentent qu’un faible pourcentage du mix électrique. Cependant, ces deux pays souhaitent développer leur filière nucléaire et trois autres pays, la Bolivie, la Colombie et le Paraguay ont également des projets de construire, eux aussi, des réacteurs pour produire de l’électricité nucléaire.

Pour ces pays, comme dans d'autres régions du monde, de nombreux constructeurs, notamment les Russes et les Chinois, ont signé des accords de coopération en vue de l'installation de nouveaux réacteurs. La Russie a un long passé de construction de réacteurs à l'export. La Chine se crée de nombreuses opportunités pour son nouveau réacteur de conception chinoise, le « Hualong one » (« Dragon chinois »). Ces premiers contacts, ou le développement récent des SMR constituent-ils à terme des perspectives sérieuses de développement pour l'avenir ?

▲ RETOUR ▲

Les tsunamis de l'Alaska menacent même la Californie

Alice Fridemann Posté le 25 novembre, 2021 par energyskeptic



Préface. Un tremblement de terre d'une magnitude de 9,1 en Alaska enverrait un tsunami jusqu'à la côte californienne et causerait au moins 10 milliards de dollars de dégâts, forçant au moins 750 000 personnes à évacuer les zones inondées, détruisant les installations portuaires de la région de la baie et de Los Angeles [respectivement n° 7 et n° 1 en termes de valeur des marchandises importées et exportées], et faisant remonter l'eau des ruisseaux, des ports et des canaux partout. Un tremblement de terre de cette force en Alaska provoquerait des vagues d'une hauteur de 24 pieds qui frapperaient les zones côtières basses de la Californie avec seulement quelques heures d'avertissement.

Les tsunamis de l'Alaska peuvent également être déclenchés par la fonte du permafrost, comme l'explique McKittrick (2020) ci-dessous.

[Perlman D \(2013\) Comment le tremblement de terre en Alaska pourrait conduire à un tsunami en Californie. San Francisco Chronicle.](#)

Plusieurs tsunamis historiques de source lointaine, y compris ceux générés par les séismes de 1946 de magnitude (M) 8,1 dans les Aléoutiennes, de 1960 M9,5 au Chili et de 1964 M9,2 en Alaska, ont provoqué des inondations connues le long de certaines parties de la côte nord et centrale de la Californie....

Outre les inondations, un tsunami pourrait générer des courants forts et imprévisibles dans l'océan à proximité du littoral, causant des dommages importants dans les ports et les baies. Si l'on extrapole les dommages causés en Californie par le tsunami de Tohoku en 2011, des courants encore plus forts peuvent se produire et endommager ou couler un tiers des bateaux et endommager ou détruire plus de la moitié des quais des marinas de la côte californienne. Les dommages causés aux petites embarcations incluraient les bateaux de pêche commerciale. En Californie du Nord, le mois de mars est considéré comme la basse saison et de nombreux pêcheurs ne sont pas sur leurs bateaux, ce qui aggrave l'exposition des flottes au tsunami. Les bateaux détachés

se transformeraient en débris flottants ou couleraient, ce qui constituerait un danger pour la navigation des autres navires.

Des incendies se déclareraient probablement sur de nombreux sites où sont stockés du carburant et des produits pétrochimiques dans les ports et les marinas. De nombreux incendies survenus lors de tsunamis antérieurs ont été provoqués par le rejet de liquides inflammables, qui se sont répandus dans l'eau et ont été enflammés par des mécanismes tels que des fuites électriques, des courts-circuits et des étincelles créées par la collision de débris.

Le tsunami est susceptible de provoquer une contamination de l'environnement, tant dans les zones inondées à terre que dans les environnements marins et estuariens côtiers. Les sources potentielles de contamination sont nombreuses et variées et comprennent, par exemple, les éléments suivants des débris provenant de jetées, de navires, d'installations commerciales et industrielles endommagés et d'un grand nombre de résidences ; des produits pétroliers libérés par des navires endommagés et des terminaux pétroliers marins, des installations de stockage de pétrole, des marinas, des centrales électriques et des aéroports inondés ou endommagés ; des eaux usées brutes provenant de stations d'épuration des eaux usées inondées ; le contenu des immeubles ménagers et commerciaux (lubrifiants, carburants, peintures, pesticides, engrais, appareils électroniques) ; la fumée, les cendres et les débris des incendies ; le ruissellement des champs agricoles inondés contenant des pesticides, des herbicides et des engrais ; et la redistribution des sédiments contaminés existants dans les ports, dans l'environnement marin proche du rivage et dans les estuaires, les marécages et les baies.

Les dommages matériels comprennent environ 69 000 maisons équivalentes à une famille unique.

[McKittrick E \(2020\) Alaska's new climate threat : tsunamis linked to melting permafrost. The Guardian.](#)

Des recherches montrent que les montagnes s'effondrent à mesure que le permafrost qui les maintient ensemble fond, menaçant de tsunamis si elles tombent dans la mer. Les scientifiques préviennent que les zones habitées et les principales attractions touristiques sont menacées.

L'une des zones concernées est une pente du fjord de Barry Arm, en Alaska, qui surplombe une route très fréquentée par les bateaux de croisière. Le glissement de Barry Arm a commencé à se produire au début du siècle dernier, s'est accéléré il y a dix ans et a été découvert cette année grâce à des photos satellites. S'il se déclenche, la vague pourrait frapper tous les navires se trouvant dans la zone et atteindre des centaines de mètres de haut dans les montagnes voisines, submergeant la destination touristique populaire et s'écrasant jusqu'à 10 mètres au-dessus de la ville de Whittier. Plus tôt cette année, 14 géologues ont prévenu qu'un glissement majeur était "possible" d'ici un an, et "probable" d'ici 20 ans.

En 2015, un glissement de terrain similaire, sur une pente qui avait également rampé pendant des décennies, a créé un tsunami qui a cisailé des forêts à 633 pieds (193 mètres) sur les pentes du fjord Taan en Alaska.

Au cours du siècle dernier, 10 des 14 plus grands tsunamis enregistrés se sont produits dans des zones montagneuses glaciaires. En 1958, un glissement de terrain dans la baie de Lituya en Alaska a créé une vague de 524 mètres, la plus haute jamais enregistrée. Lors du tremblement de terre de 1964 en Alaska, la plupart des décès ont été causés par des tsunamis déclenchés par des glissements de terrain sous-marins.

Références

USGS (2013) U.S. Geological Survey Open-File Report 2013. 1170- Un rapport spécial du California Geological Survey 229 Le scénario de tsunami SAFRR (Science Application for Risk Reduction). U.S. Geological Survey.

▲ RETOUR ▲

Pour éviter que le carbone fossile ne se retrouve dans l'air, il suffit d'arrêter de l'extraire de la Terre

Par Stan Cox, publié initialement par le Seattle Times. 23 novembre 2021

Jean-Pierre : ... et, léger inconvenient, provoquer la mort de 7 milliards de personnes dans le monde au passage.



Cet article a été publié pour la première fois dans le Seattle Times. Stan Cox, chercheur en études de l'écosphère au Land Institute, est l'auteur de *The Path to a Livable Future : A New Politics to Fight Climate Change, Racism, and the Next Pandemic*, et *The Green New Deal and Beyond : Ending the Climate Emergency While We Still Can*.

Les attentes à l'égard du sommet sur le climat COP26 ont toujours été faibles. Elles avaient encore diminué lorsque l'éminente activiste climatique ougandaise Vanessa Nakate a pris la parole sur la scène principale de l'avant-dernier jour de la conférence de Glasgow.

Mme Nakate a reproché à son auditoire de se diriger vers une catastrophe :

"Nous voyons des chefs d'entreprise et des investisseurs se rendre à la COP en jet privé. Nous les voyons faire de beaux discours. Nous entendons parler de nouveaux engagements et de nouvelles promesses. ... Je suis venue ici pour vous dire que nous ne vous croyons pas." Elle a ajouté : "Je suis ici pour vous dire : prouvez-nous que nous avons tort."

Tout au long du sommet, des personnes de tous âges et de tous horizons s'étaient rassemblées dans les rues à l'extérieur pour réclamer une action climatique efficace, la justice climatique, la fin de l'exploitation et d'autres politiques grâce auxquelles les gouvernements du monde pourraient prouver que Nakate a tort.

Le 5 novembre, plus de 8 000 enfants, adolescents, parents et enseignants ont défilé dans la ville, appelant la génération actuellement au pouvoir à ne pas ruiner l'avenir des générations suivantes. Le lendemain, une vague de plus de 100 000 marcheurs pour le climat a exigé la fin des investissements dans les combustibles fossiles, une conversion mondiale aux énergies renouvelables financée par les pays riches et des réparations pour les communautés indigènes.

Tuntiak Katan, membre de la nation Shuar en Équateur, a rappelé aux journalistes que "les peuples indigènes protègent déjà 950 millions d'hectares de terres dans le monde". Les nations riches, a-t-il dit, doivent

"abandonner l'extractivisme et faire sortir les compagnies pétrolières, minières et agroalimentaires de nos territoires, et appliquer une vision holistique, combinée à celle des peuples autochtones."

Les objectifs des marcheurs de Glasgow étaient à la fois nécessaires et réalisables, mais ils ne savaient que trop bien que les sommets fossilisés de la COP ont fait échouer le monde 25 fois depuis 1995, et que la COP26 ne serait pas différente.

Ce sentiment s'est accentué lorsque le Programme des Nations unies pour l'environnement a indiqué, le 9 novembre, que même si tous les pays représentés à Glasgow respectent leurs engagements en matière de réduction des émissions, le réchauffement dû à l'activité humaine dépassera 2,5°C (4,5°F) au cours de ce siècle. Un tel réchauffement, selon les climatologues du monde entier, entraînera une destruction écologique et des souffrances humaines ahurissantes.

Quatre jours plus tard, le pacte climatique de Glasgow, la déclaration finale de la conférence, a été dévoilé. Comme prévu, rien dans le pacte n'a prouvé que Nakate avait tort.

L'une des plus grandes déceptions du mouvement pour la justice climatique a été l'absence quasi totale de traitement des combustibles fossiles. Les négociateurs ont flirté avec l'idée d'affronter de front l'industrie des combustibles fossiles - une question clé que les précédentes COP avaient esquivée - avant de faire marche arrière à la dernière minute.

Alors qu'un premier projet de texte appelait directement à l'élimination progressive de l'électricité produite à partir du charbon et des subventions aux combustibles, la version finale ne proposait qu'une élimination progressive de "l'électricité produite à partir du charbon et des subventions inefficaces aux combustibles fossiles", vidant ainsi la déclaration de tout sens.

Selon une analyse du Washington Post, la COP26 a déraillé en partie parce qu'il n'a pas été possible de se mettre d'accord sur la manière de surveiller les émissions réelles des pays par rapport à leurs engagements ou de trouver une voie vers des réductions rapides et réelles des émissions à court terme, par opposition aux vagues promesses de "zéro émission nette d'ici 2050" que les dirigeants mondiaux préfèrent faire.

Il n'était pas nécessaire d'en arriver là. Il existe des moyens simples de surmonter ces obstacles à l'action climatique - si les responsables politiques et les négociateurs cessent de marchander des émissions de gaz à effet de serre insaisissables et s'efforcent plutôt d'éliminer directement les principales sources d'émissions aussi rapidement que possible.

L'expérience a montré que les promesses et les projections d'émissions sont sujettes à trop d'erreurs, d'incertitudes et de tours de passe-passe pour guider l'action sur le climat. Les gouvernements devraient plutôt employer des politiques directes, infaillibles, basées sur des quantités tangibles et faciles à suivre.

À cette fin, chaque pays à fortes émissions pourrait adopter des lois plafonnant le nombre de barils de pétrole, de pieds cubes de gaz et de tonnes de charbon autorisés à sortir du sol et à entrer dans l'économie chaque année, puis réduire ce plafond jusqu'à zéro selon le calendrier le plus serré possible pour garantir un accès équitable et adéquat à l'énergie pour tous.

En d'autres termes, la seule façon possible et écologiquement rationnelle d'empêcher le carbone fossile d'entrer dans l'atmosphère est d'arrêter de creuser et de pomper le sol. C'est faisable, si nous parvenons à mobiliser la volonté collective.

Nous savons également comment réduire considérablement les émissions provenant de l'utilisation des sols, la deuxième plus grande source d'émissions après les combustibles fossiles.

Nous pouvons commencer par l'agriculture, en remplaçant les engrais de synthèse à forte intensité de carbone par des sources organiques de fertilité, notamment des cultures intercalaires et des cultures de couverture fixant l'azote. Aux États-Unis, par exemple, il s'agirait de fermer les parcs d'engraissement du bétail et de convertir jusqu'à 100 millions d'hectares de terres agricoles actuellement occupées par des monocultures de céréales fourragères comme le maïs et le soja en pâturages et prairies à racines profondes, puis en systèmes de culture diversifiés et pérennes de céréales alimentaires et de fourrage.

Ces changements et d'autres changements dans la production alimentaire sont nécessaires pour maintenir davantage de carbone dans le sol et dans l'air. Mais même si nous laissons le climat de côté, une telle transformation était déjà grandement nécessaire pour inverser la perte de biodiversité et la dégradation des écosystèmes, tant en surface qu'en profondeur.

En mettant fin à l'extraction des combustibles fossiles de la Terre tout en parvenant à la suffisance matérielle, à l'équité et à la justice, nous ferions un grand pas vers l'avenir plus vivable que les personnes qui se sont rassemblées à l'extérieur de la COP26 - ainsi que des milliards d'autres personnes dans le monde - exigent et sont prêtes à créer.

Crédit photo : Une manifestation organisée par Uni Students For Climate Justice à Melbourne, dans le cadre de la Journée mondiale d'action contre l'inaction climatique de la COP26.

▲ RETOUR ▲

L'Empire Inca : Un État léviathan indigène

24/11/2021 Daniella Bassi [Mises.org](https://mises.org)



MISES WIRE



L'une des réalités qui réduit à néant les interprétations persistantes de la colonisation européenne des Amériques comme un cataclysme de subjugation est l'existence de l'exploitation étatique dans le Nouveau Monde pré-contact. Comme je l'ai récemment montré, de nombreux Indiens communs vivaient dans un esclavage banal envers une classe politique - la même servitude que celle que subit tout "citoyen" d'un État, contraint de travailler pour le bénéfice d'autrui, bien qu'avec un emballage et un ensemble de justifications qui lui sont propres. Cela signifie qu'il y avait aussi beaucoup de politiciens dans le monde pré-contact, avec la même soif de pouvoir qui anime tant de dirigeants

contemporains.

Lorsque les agents des États européens ont jeté l'ancre au large du littoral américain et ont entrepris d'arpenter l'intérieur des terres, beaucoup ont été accueillis par divers dirigeants politiques. Ces politiciens n'offraient pas naïvement l'hospitalité. En effet, l'absence de femmes et d'enfants dans ces expéditions était souvent un signal d'alarme qui incitait à la prudence.¹ Les chefs avaient plutôt des ambitions expansionnistes et savaient que le soutien militaire et les marchandises commerciales des étrangers pouvaient faire pencher la balance géopolitique locale en leur faveur.

Ils courtoisaient donc stratégiquement les nouveaux arrivants, en cherchant à conclure des alliances.² Les récits d'expéditions des XVI^e et XVII^e siècles sont truffés de rapports de chefs indiens tentant d'obtenir des engagements politiques de la part des chefs de mission ou essayant de les attirer dans leur réseau militaire.³ Les Européens n'étaient pas repoussés unilatéralement, même lorsque leur mission était une conquête pure et simple,

comme dans le cas des bien nommés conquistadors espagnols, qui devaient revendiquer des terres au nom de la couronne, amener les habitants à se soumettre à la "protection" du souverain lointain, et les baptiser pour les convertir en catholiques, condition de leur vassalité. (Hernán Cortés et ses hommes, par exemple, ont gagné de nombreux alliés autochtones lors de leur marche vers la capitale impériale aztèque de Tenochtitlán en 1519).

Les faits relatifs aux États indiens préeuropéens et aux nombreuses reconfigurations diplomatiques qui ont suivi le contact sont importants, car dans certains cas, ils peuvent donner un aperçu de la manière dont les terres autochtones sont passées sous domination étrangère. L'infrastructure politique des États - les rênes - peut permettre à quiconque peut tuer le chef d'État (le cavalier) de sauter en selle et de diriger (conduire) la population soumise (le cheval). Bien entendu, les États peuvent également être déchirés par des conflits internes, qui peuvent à la fois favoriser et entraver une conquête extérieure. Dans le même temps, la soif de gains géopolitiques des politiciens peut les pousser à forger des alliances qui mettent l'avenir de leur peuple dans la balance. Et plus un État est grand et centralisé, plus une victoire sur lui peut être lourde de conséquences.

L'empire inca est un excellent exemple de Léviathan qui a provoqué sa propre perte. Constitué dans les années 1430, l'empire n'avait cessé de s'étendre par la conquête lorsque Francisco Pizarro et ses hommes sont entrés en scène en 1530. Il s'agissait d'un État centralisé qui exigeait tribut et soumission par le biais d'un réseau de contrôle local. Pizarro l'a également trouvé en proie à une guerre civile qui avait commencé au milieu des années 1520, précipitée par une crise de succession. Il n'est pas surprenant que de nombreux peuples assujettis aient profité du schisme pour réaffirmer eux aussi leur autonomie, et les combats se sont multipliés⁴.

Comme l'explique l'anthropologue Thomas C. Patterson, conscients de ce qui se passait, les agents de la couronne espagnole "se sont mêlés au conflit de succession, soutenant d'abord une faction, puis une autre, et, plus important encore, établissant des liens étroits avec des groupes puissants qui étaient désenchantés par la domination inca". Bien que les Espagnols soient parvenus à s'imposer en 1533, en installant un empereur fantoche, ils n'ont pu piller les habitants que par le biais des mécanismes d'extorsion incas. Les combats se sont poursuivis jusqu'à dans les années 1570, et ce n'est que lorsqu'ils ont cessé que les Espagnols ont finalement pu liquider complètement la structure de l'État inca et la remplacer par la leur⁵.

En l'absence d'un appareil d'État liant les destins de nombreux habitants de la région andine et créant des intérêts conflictuels dont il était possible de tirer parti, les peuples n'auraient peut-être jamais été conquis (à nouveau) ou l'ordre aurait au moins été beaucoup plus élevé. Mais en l'état actuel des choses, le modèle de l'empire inca consistait à subjuguier les groupes voisins et à utiliser leurs ressources accrues pour répéter le processus⁶.

L'empire était divisé en un certain nombre de propriétés foncières collectives, les panaqas et les ayllus, dont les membres étaient apparentés, hiérarchisés et détenaient des droits d'usage communs sur les terres, l'eau, les troupeaux, la main-d'œuvre et d'autres ressources. La classe dirigeante provenait des panaqas, dont chacune était constituée d'un patriarche fondateur et des biens qu'il avait amassés pour faire vivre ses descendants (terres et serviteurs). Chaque Inca (empereur) devait fonder sa propre panaqa, et la panaqa de l'Inca en place était la première, suivie de celle de son père, de son grand-père, et ainsi de suite par ordre de proximité patrilinéaire avec l'Inca. Les habitants des panaqas étaient considérés comme des Incas à part entière, et selon l'économiste Louis Baudin, "la plupart des fonctionnaires civils et militaires étaient issus de leurs rangs." Mais chaque panaqa était relié à un ayllu situé à Cuzco ou à proximité, la capitale impériale⁷.

Les habitants de l'ayllu de Cuzco étaient des "Incas par privilège", ou des Incas roturiers.⁸ Ces personnes soutenaient la classe dirigeante, en fournissant des services mercenaires, en occupant des postes bureaucratiques de niveau intermédiaire, et en agissant en tant que "serviteurs, sbires et amis des seigneurs, capitaines et serviteurs de l'Inca" en échange, bien sûr, d'une part des récompenses de l'expansion impériale. En conséquence, les ayllus de Cuzco étaient exempts de tribut, comme le reste de la classe inca, et faisaient partie de l'élite⁹.

Les ayllus étrangers, tous au-delà de Cuzco, constituaient la grande classe des sujets. Il s'agissait des propriétés foncières basées sur la parenté d'autres peuples indigènes qui avaient été absorbés par l'empire. Lorsque les Incas conquéraient une nation, ses chefs traditionnels - les curacas - étaient laissés sur place et faisaient partie de l'appareil impérial. Les curacas qui ne coopéraient pas avec l'État étaient remplacés par des dirigeants fantoches. Là encore, les Incas ont fait preuve d'ingéniosité, s'insérant dans l'ordre préexistant et s'emparant des rênes de ces petites entités pour étendre leur pouvoir¹⁰.

Les curacas gouvernaient aux côtés de fonctionnaires locaux envoyés par Cuzco, qui veillaient à ce que l'ayllu remplisse ses obligations en matière de tribut et que le curaca n'essaie pas d'organiser une rébellion. Le curaca lui-même n'avait pas d'obligation de tribut, recevait une épouse inca, devait se rendre à la capitale tous les deux ou trois ans ou y vivre à temps partiel, et devait envoyer ses fils à Cuzco, où on leur inculquerait les coutumes et la langue (le quechua) des Incas et où ils finiraient par servir l'État central en tant que fonctionnaires de rang inférieur. En signe d'absorption et de soumission, les objets religieux les plus sacrés (wak'a) des peuples conquis étaient saisis, ainsi que quelques prêtres chargés de les entretenir, et emmenés dans la capitale. Ils étaient soit enchâssés dans le temple du Soleil (Coricancha), soit dans un temple établi et entretenu par les prêtres sujets¹¹.

Les agents de l'État inca descendaient rapidement sur un peuple nouvellement conquis. Ils rassemblaient les Indiens dispersés dans des villages. Les terres et les ressources du groupe étaient répertoriées et enregistrées, et grâce à ces informations, l'empereur décidait des fournitures à envoyer et des travaux publics à entreprendre dans la région. L'Inca décidait également si la frontière devait être stabilisée en y installant des colons loyaux, en déplaçant toute la population locale vers l'intérieur des terres ou seulement les "éléments réactionnaires", ou en la dispersant totalement parmi des groupes plus soumis (et en liquidant ainsi la nation). Une partie des terres et des troupeaux du groupe a été nationalisée pour soutenir les corporations royales, le clergé d'État et l'État en général. Le peuple était contraint de creuser des canaux et de construire des terrasses agricoles, ainsi qu'un temple local dédié au dieu du soleil (Inti), la divinité officielle, qui devait être doté d'aclla locales, des vierges prépubères chargées de filer, tisser, préparer la nourriture et brasser la chicha pour l'État. Chaque région envoyait également chaque année des aclla à la capitale, qui étaient soit mises au service de l'État religieux, soit sacrifiées au Soleil, soit devenues épouses de l'Inca, soit encore données en mariage à d'autres hommes importants¹².

Dans l'empire inca, le tribut était payé en travail. Comme le bétail, tout le monde était soigneusement "stocké" dans un recensement et divisé en unités de multiples de dix. Grâce à ces données, à l'intimidation et à la force militaire, les hommes de vingt-cinq à cinquante ans étaient enrôlés dans l'armée, dans les équipes de travaux publics (mines, carrières, garde des entrepôts de l'État, construction de bâtiments, etc.) et même au service personnel des membres de l'élite politique pendant une partie de l'année - c'était le mit'a, que les colonisateurs espagnols allaient adopter. L'autre taxe consistait à travailler sur les terres volées de l'État, à cultiver des pommes de terre, du quinoa et du maïs et à s'occuper des troupeaux de lamas et d'alpagas. Chaque groupe d'âge se voyait attribuer certaines tâches. Les Curacas attribuaient les tâches de l'État et distribuaient les matières premières fournies par l'État nécessaires pour les accomplir, et il y avait une rotation pour les travaux les plus difficiles. Les gens devaient faire le travail de leurs voisins qui ne pouvaient pas l'accomplir, quelle qu'en soit la raison. Ils devaient également du travail à leurs curacas. Le reste du temps, les roturiers pouvaient enfin travailler pour leur propre subsistance sur leur parcelle domestique (tupu) au sein de l'ayllu, et les personnes de moins de vingt-cinq ans aidaient leurs parents¹³.

Il y avait peu de moyens d'échapper à l'esclavage à temps partiel de l'empire inca. Il n'était pas possible de voyager librement. Des hommes de main du gouvernement étaient postés dans chaque ville et aux ponts pour s'assurer que les gens ne partaient pas sans permission. Les gens étaient obligés de porter l'habit unique de leur communauté natale afin que ceux qui voyageaient illégalement puissent être identifiés et contrôlés. Les sujets et les élites ont également été déplacés comme des pièces sur un échiquier. Ils étaient réinstallés dans des zones sous-peuplées ou improductives pour des raisons d'"efficacité" et pendant le processus de "pacification", que ce soit en tant que colons à la frontière (pour stabiliser le territoire et être des enseignants pour les indigènes récalcitrants) ou en tant que rebelles indignes de confiance vers l'intérieur sécurisé (pour être surveillés et

transformés en sujets loyaux). Au moins, les colons et les autres élites ont bénéficié d'un allègement fiscal temporaire pour leur peine. Le mariage et le travail étaient obligatoires pour tous, l'éducation limitée à l'élite, et la résistance sévèrement punie.¹⁴

Avec un tel système d'incorporation agressive de sociétés voisines uniques, faut-il s'étonner que l'État inca ait eu du mal à maintenir son domaine, une mosaïque d'habitants semi-acculturés et réticents, en 1530 ? Avec un tel système, où tant de pouvoir dépendait du fait de devenir Inca ou d'être lié à lui et à la caste royale, est-il surprenant que Pizarro et ses hommes aient pu trouver une entrée et prendre le pouvoir par un changement de régime ? Est-il surprenant que le gouvernement colonial ait procédé à l'extraction du travail forcé des populations andines par le biais de l'encomienda et des taxes sur le travail mit'a avec l'aide des curacas et d'autres élites ?¹⁵ Non. La centralisation rend les populations vulnérables à la conquête, à la fois en raison de leur désunion interne et parce qu'elles sont toutes liées politiquement. Des millions de vies sont en jeu. L'appareil d'État doit être complètement brisé et décentralisé, à la fois pour atténuer la tyrannie intérieure et pour nous protéger de la conquête par changement de régime. Espérons que les sujets des grands États de notre époque le verront et commenceront à se séparer.

▲ RETOUR ▲

.Surpopulation au Yemen, 377 000 morts

25 novembre 2021 / Par [biosphere](#)

Presque toutes les zones identifiées en 2008 comme les plus sensibles au réchauffement – de la Mésopotamie au Levant en passant par le Yémen, le Sahel et l'Afrique du Nord –, ont basculé sept ans plus tard dans l'instabilité ou le chaos. Mais la variable démographique est toujours présente, que ce soit pour expliquer le réchauffement climatique (cf. [équation de Kaya](#)) ou expliquer les guerres. Comme l'écrivait le philosophe Gaston Bouthoul, la guerre sert d'infanticide différé !

En sept ans, la guerre du Yémen aura causé la [mort de 377 000 personnes](#), d'ici à la fin de 2021. Selon l'estimation publiée par les Nations unies, 150 000 morts sont dues aux combats, et environ 227 000 aux conséquences indirectes du conflit, comme le manque d'eau potable, la famine ou les maladies. La guerre du Yémen dure depuis sept ans. L'escalade des combats, y compris les batailles de chars et les bombardements réguliers par des avions et des drones, a détruit dans certaines zones même les infrastructures les plus élémentaires. Des millions de personnes sont au bord de la famine, les deux tiers des Yéménites dépendant de l'aide humanitaire, selon l'ONU. **La faute à la surpopulation.**

Au Yemen en 1951, il y avait moins de 4,7 millions d'habitants. Ce pays a dépassé 30 millions d'habitants en 2021 et on prévoit plus de 52 millions de personnes en 2060. Presque aussi vaste que la France, le Yémen est en grande partie désertique. Comment vivre en paix avec une telle surpopulation ? Le taux de croissance de la population était de 5,28 % en 1993, il reste encore à 2,3% de variation annuelle en 2020, ce qui signifie que la population double encore tous les 30 ans. Le taux de fécondité est de 3,70 enfants par femme en 2019, ce qui entraîne plus de 900 000 naissances chaque année pour 190 000 décès. Certains optimistes croient encore au miracle. Dans « [The Human Tide](#) » (la marée humaine), le britannique Paul Morland se veut anti-malthusien : « *Thomas Malthus, avec son Essai sur le principe de la population (1798), explique que toute croissance démographique débouche sur une pénurie de nourriture. Mais la révolution industrielle a changé tout ça, permettant d'échapper à ce piège malthusien. Les « limites naturelles » théorisées par Malthus ont ainsi été abolies grâce à l'inventivité humaine qui a multiplié et globalisé les ressources. Et d'un autre côté, nous avons réduit les taux de fécondité, en dissociant la sexualité de la reproduction. Les taux baissent partout, même au Yémen.* » Certes on prévoit encore une baisse des taux après 2070, mais il sera trop tard pour accéder au développement dans un pays dévasté et avec une pénurie de ressources mondiales, y compris fossiles, sans oublier le réchauffement climatique qui fera du Yemen une chaudière.

Dans les années 1970, le philosophe Gaston Bouthoul a pu définir la guerre comme un infanticide différé. « *Quoi de plus étrange que la sempiternelle succession des guerres et des paix ?* » Il en vient vite à constater que les violences armées ont un seul point commun : elles détruisent des vies humaines et, ce faisant, empêchent d'autres vies humaines de voir le jour. Tout se passe comme si cette destruction aurait pour fonction fondamentale de résorber les excédents de population. L'inflation démographique a provoqué ce qu'il appelle une « *surchauffe belligène* ». Pour M. Bouthoul, il s'agirait là d'un phénomène de fuite en avant. Il ne voit pas d'autre manière de l'éviter que la planification rigoureuse des naissances, impliquant, si nécessaire, des mesures de contrainte. Puisque la vaccination est obligatoire, demande-t-il, pourquoi la limitation des maternités ne le serait-elle pas ? Le seul moyen de mettre fin aux guerres, c'est à son avis l'avènement de « *l'ère de la population contrôlée* », qui « *mettra fin à une période de l'histoire, celle de l'homme à bon marché* ».

Pour agir avec l'association Démographie responsable,

<https://www.demographie-responsable.org/>

▲ RETOUR ▲

.LES LIMITES DES SYSTÈMES

25 Novembre 2021 , Rédigé par Patrick REYMOND

On pousse les feux, et on arrive logiquement à la catastrophe. La cata je l'avais vu dans le notariat dans les années 1990. Les dits notaires qui 20 ans plus tôt s'étaient félicités des quotas de la profession s'en lamentaient alors. En effet, avec une moyenne d'âge de 65 ans, la profession voyait ses études invendables.

Bien fait.

Les médecins ont vu un quota en 1972, maintenant c'est la catastrophe, avec un nombre de médecins identiques pour une population bien augmentée. On a vu la cata aussi avec les quotas d'infirmières. Quand ils ont sautés, certaines écoles se sont vidées. Et on a vu des infirmières quasi-illettrées, du moins avec des gros problèmes de compréhension de l'écrit et du chiffre.

Maintenant, un enseignant de Brest traite ses étudiants de "quasi débiles", et de "fraudeurs". Celui qui a dit la vérité doit être exécuté.

L'enseignant n'a pas compris. "Ces propos sont une honte, ils sont d'une extrême violence et condescendance vis-à-vis des étudiant.e.s et également contre l'ensemble des enseignant.e.s et personnels qui s'investissent dans nos formations". Un débile, c'est plus un débile, (même avec 98 % de réussite au bac), un nègre, c'est plus un nègre, un arabe, c'est plus un arabe, un ouvrier c'était plus un ouvrier (mais un "classe moyenne"), etc, etc, etc... On appelle ça le *politiquement correct*. Que ses étudiants fassent 20 fautes par lignes, n'y comprennent rien, et soient d'une inculture monstrueuse, il doit remplir son quota de réussite, même et surtout avec les débiles qu'on lui fourre.

Grande sécu, ou annulation du ticket modérateur de Pompiroudoudou (Pompidou pour ceux qui n'ont pas connu). Finalement, les Zéconomies, il n'y a rien de plus ruineux. Les mutuelles ont des frais de fonctionnements monstrueux, et des dirigeants à 200 000 euros mensuels. Là aussi, c'est la cata...

Pour ce qui est des connards (excusez ma franchise), des incultes, il suffit de regarder les programmes scolaires, allégés comme des biscottes pour comprendre que les élèves soient devenus quasi débiles.

Personne, par exemple, n'apprend rien sur la guerre en Asie, par exemple. Les 40 batailles majeures menées par les armées nationalistes chinoises ne sont même pas évoquées, ne parlons même pas des 220 000 autres batailles dont il est quasi impossible de faire le détail.

Culture personnelle et sources d'informations sont totalement défailtantes... De quoi former de parfaits abrutis.

.CHANGEMENTS...

[Le changement est visible](#)... dans la presse mainstream. On titre : "Exode urbain : "Il y a des crispations à certains endroits mais ça fait 20 ou 30 ans que la population des campagnes et des petites villes augmente"". D'une manière générale, la grande ville est apparue obsolète, sans fonction économique véritable.

Un simple centre de consommation peut être déplacé facilement, et sans peine. Le ciné et le restaurant du bobo, sa boîte de nuit, tout ça, n'a aucun ancrage au sol.

Après, il est un phénomène qui apparaît, une classe qui ne pense pas comme les locaux, et une flambée des prix. Une classe ensuite qui peut très conne, de plus. Qui ne supporte pas le tas de fumier, localisé ici depuis l'an 800, le chant du coq, qui demande où est la crèche pour les gamins, ou demande au maire de zigouiller les cigales...

Sans compter que s'il boit l'eau locale, il a 99.999 % de chance de choper la courante, et ça le rend pas content, pas content non plus de voir brûler les déchets "verts". Il fait beaucoup rire quand il veut faire de l'élevage, ne sachant même pas que les animaux, ça se rentre la nuit, surtout les poules, sous peine de faire mourir le renard d'indigestion, que la chasse, si pour certains est un mal, est un mal nécessaire, sous peine de crouler sous la pression animale qui a tôt fait de reprendre le dessus.

Le bobo en plus, est un antiraciste. Il aime la différence, comme bonne, serveur dans son restaurant pas cher, prostituée, mais pas où il habite (faut pas déconner, quand même !) : **il y a 60 ou 70% des gens qui vous disent qu'il y a trop d'étrangers. Mais quand le cabinet Elabe a travaillé là-dessus, ces chiffres viennent de leurs études, il n'y a que 20% des gens qui trouvent qu'il y a trop d'étrangers là où ils habitent.**

Le bobo a des amis étrangers, bien sûr, médecin, avocat, etc... Mais pas manoeuvre. La décohabitation est passée par là. Il y a belle lurette qu'Echirolles est purifié ethniquement, au moins dans certains endroits. Tous ceux qui le pouvaient se sont barrés. C'est sûr que "Là où ils habitent, il n'y a pas trop d'étrangers".

Pour ce qui est de la pression immobilière des externes, il y a toujours la possibilité corse, expéditive, mais efficace. A méditer, d'ailleurs, si certains aurait l'idée tordue de vouloir tordre le cou aux propriétaires. Comme je l'ai dit, aux temps anciens, il est arrivé que les populations détruisaient volontairement leurs biens.

La pandémie covid n'a pas bousculé nos sociétés. Elle l'a révélé dans toute sa stupidité.

Stupidité encore. Dans le bilan. 30 454 "malades" dépistés, mais 759 hospitalisés, soit 2 %, 192 en réanimation et 84 décès, sans doute très âgés, et affligés de tonnes de comorbidités.

Flûtiau, il manque la [mortalité augmentée](#)...

.RECOURS CONCERTÉS

Qu'ils disent... "Recours concerté des Etats-Unis, le Japon et la Chine aux réserves stratégiques", L'Inde, aussi un grand consommateur, est sensé faire la même chose. Comme les "réserves stratégiques" hindou doivent [être de deux jours](#), on peut douter.

On peut voir aussi la multiplication de signaux faibles un peu partout.

On nous fait une carte des passoires énergétiques. On les découvre ? D'une manière générale, il n'y a pas de [passoires](#) là où il fait chaud. Lumineux. Je pense qu'au Sénégal, par exemple, il ne doit pas y avoir beaucoup de systèmes de chauffage en action... Donc, sur les côtes de la Méditerranée, il y a moins de besoin de chauffage qu'en montagne et à l'intérieur des terres. On me l'aurait pas dit...

Le [plus grand parc solaire](#) de haute Loire est sorti de terre. Bien vue, il n'y avait pas de raisons pour qu'il n'y ait que les vipères qui profitent du soleil. En même temps, on aura un crématorium (chic !), en 2024, quand il n'y aura plus d'énergie. Il faudra trouver une solution. Si on enterrait ??? Enfin, je dis ça comme ça.

[Le lobby nucléaire](#) et les décérébrés ont encore frappé. Ils ne veulent pas [d'éoliennes](#). Bien, ils n'auront rien du tout, les bredins.

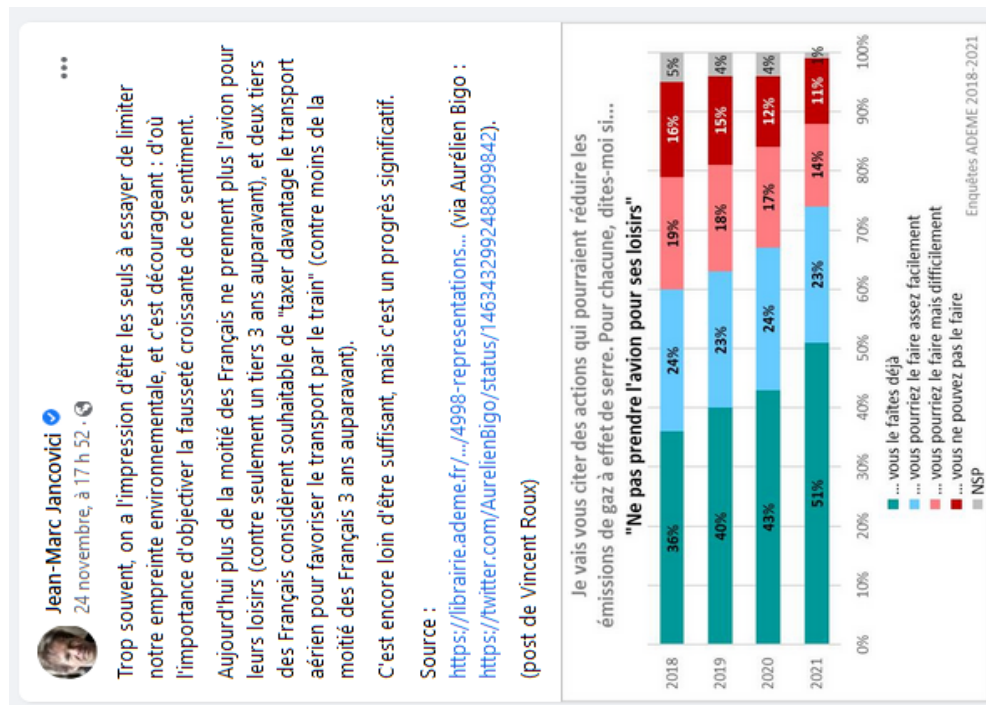
Je fais une hypothèse, la nouvelle crise covid est là pour faire une [nouvelle diversion](#) : "Il ne s'agit pas seulement de situation de hausses des prix, mais parfois d'indisponibilité totale des produits". Et "La pénurie, d'apparence transitoire, risque de devenir le futur de notre économie." . Solution : tournez vieux cons, et stockez comme des malades... Je ne pense toujours pas que cela soit fait pour exterminer, l'extermination est une arme terrible, mais toujours ingérable.

"le pic pétrolier ne sera jamais ni un pic total de l'offre ni un pic de la demande, mais un mélange des deux dans des proportions difficiles à mesurer et à projeter". De fait, [l'augmentation](#) des prix trouve de suite son remède, la baisse de consommation.

Pour terminer, la propension des urbains bobos à emmerder les ruraux ; [les ours](#) (pas en peluches). Je suis d'avis que pour les ours, les loups, ça doit d'abord être relâché à Paris intra muros. Vous verrez, ils attaquent jamais l'homme à ce qu'on dit.

▲ RETOUR ▲

RI-DI-CU-LE



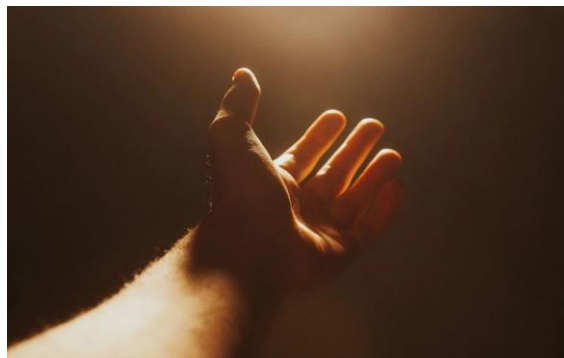
En Asie (Chine, Inde, Vietnam, etc.) est prévue la construction de 600 (mais oui 600) centrales au charbon afin de produire de l'électricité à bas coût pour des populations pauvres. Ne plus prendre l'avion va surement aider la biosphère ! C'est ridicule. Le CO2 dans l'atmosphère est un problème GLOBAL et non pas régional.

▲ RETOUR ▲



« La bonne haine, la mauvaise haine »

par [Charles Sannat](#) | 26 Nov 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Nous vivons des heures incroyables mes amis et je suppose que vous me voyez venir avec ces histoires de mauvaise haine et de bonne haine, c'est un peu la même chose que le bon et le mauvais chasseur.

J'aime la philosophie de grenier. Une philosophie simple mais pas simpliste où le bon sens, l'humanisme, la bienveillance et l'amour de l'autre doivent être au cœur de la réflexion.

Il y a des mauvaises haines...

Ces mauvaises haines font l'objet d'un consensus dans nos médias et parmi nos élites. Interdite et honnie la haine envers les juifs, les LGBTQI+123 etc, envers les musulmans, envers les migrants, envers les étrangers, envers les communautés X ou Y.

Voilà des mauvaises haines.

D'ailleurs vous êtes vite taxé de haineux pour finir classé parmi l'estrêême droôte.

Fort bien.

Il y a les bonnes haines...

Et actuellement la bonne haine c'est contre les non-vaccinés.

Nous faisons face à une épidémie de vaccinés parce qu'**en réalité le vaccin ne fonctionne pas.** Comme dirait notre Macron national « je ne dirais pas que le vaccin est un échec, je dirai qu'il ne fonctionne pas aussi bien qu'il ne le devrait ».

Du coup, on est à la recherche du bouc émissaire et l'on « pourrit » la vie des non-vaccinés, citoyens de seconde zone et de second rang. Il faudrait même « en finir » avec les non-vaccinés.

Là, c'est une bonne haine.

Vous avez le droit de jeter des pierres et des cailloux sur un non-vacciné qui passerait sous vos yeux en agitant sa crécelle de pestiféré.



Pas d'euthanasie pour un non-vacciné. Il devra souffrir jusqu'au bout.

Voici ce qui nous vient de chez nos voisins allemands.

« Toute personne souhaitant être euthanasiée doit désormais présenter d'abord une preuve de vaccination ou de rétablissement de Covid, conformément aux nouvelles directives émises par l'association allemande d'euthanasie ».

Pas d'euthanasie si vous n'êtes pas vacciné.

Je passe sur l'absurdité d'une vaccination contre le covid pour une personne qui va mourir et l'on ferait mieux d'utiliser cette dose de vaccin pour les pays dits pauvres qui en manquent tant si l'on en croit nos aimables mamamouchis ou l'OMS. **C'est tellement absurde que c'en est même affligeant.**

Mais c'est d'une terrible méchanceté. D'une immense perversité.

C'est de la haine pure qui s'exprime ici. Jusque dans la manière de mourir.

Laissez une haine s'installer, c'est laisser toutes les haines entrer

Ce que je veux vous dire, c'est que votre manière de faire une chose est généralement votre manière de faire toutes les choses.

Si vous commencez à laisser libre cours à votre haine à l'égard des non-vaccinés et quelles que soient les justifications morales que vous trouverez, si vous acceptez que l'on vous fasse haïr une partie de vos concitoyens, alors, croyez-moi un jour et avec la même propagande, il sera non seulement possible, mais même

tellement facile de vous faire haïr le juif, le musulman, le chrétien, le athée, le LGBT et celui qui aura la mauvaise différence au mauvais moment. Celle qui ne plaît plus, celle qui ne convient plus.

Il n'y a pas de bonne haine et de mauvaises haines.

Il y a la haine tout court.

La haine.

Tout simplement.

Celle qui déshumanise, qui divise, et qui est toujours le prélude et la justification aux massacres, aux pogroms, et dans ses versions extrêmes aux génocides.

Bienveillance et compassion

J'ai toujours dit que vous me trouverez aux côtés de ceux qui souffrent.

Toujours.

Si nous nous laissons aller à ce que nous avons de plus mauvais en nous, si nous laissons la haine s'instiller partout dans notre société, si nous laissons la méchanceté devenir la norme et s'amplifier, si nous laissons faire le mal, alors nous ne sommes pas seulement passifs, nous sommes complices.

Nos silences sont complices.

Ce qui nous rend homme, c'est notre capacité de bienveillance, de compassion et d'amour.

La peur ne peut pas tout justifier.

La peur d'un virus ne peut pas tout expliquer.

Ceux qui se demandaient avec de grands airs ce qu'ils auraient fait pendant la guerre ont désormais la réponse lorsqu'ils sondent leur cœur.

Comme autrefois, il y a bien des silences, bien des complaisances.

Vaccinés, non-vaccinés, effrayés, angoissés, courageux ou inconscients, vous êtes tous uniques.

Tous importants.

Tous précieux.

Noirs, blancs, jaunes ou marrons, avec une croix, un croissant ou une étoile, peu importe. Vous êtes.

Si nous laissons une haine se développer, alors toutes les haines finiront par nous emporter.

Bienveillance, compassion et amour doivent aussi (sans naïveté) guider la politique d'une nation.

Ces trois qualités sont totalement absentes et c'est ce qui explique l'immense souffrance non pas de ce pays mais des gens qui peuplent ce pays.

Il n'y a là aucune fatalité.

Nous ne sommes pas obligés de céder aux injonctions de haine.

Vous n'êtes pas obligé de haïr l'autre.

Jamais.

Vous pouvez choisir l'humanité, la main tendue, charitable, secourable.

Il n'y a pas de bonne et de mauvaise haine.

Je ne vois que des haineux déverser leur hargne et leur agressivité sur des plateaux de télé en roue libre depuis le mois de juillet sans que personne ne le leur dise.

Il faut leur dire nous vous voyons.

Nous vous entendons.

Nous savons ce que vous faites.

Et il faut les désigner pour ce qu'ils sont. Des gens qui font du mal. Qui font le mal. Envoyez cet article aux rédactions des télé, aux députés, aux sénateurs de votre circonscription. Parlez, écrivez, réouvrez les cœurs.

Il y a la haine. Il y a l'indifférence. Il y a l'amour.

Il n'y a rien d'autre.

Sauf, la compassion, la bienveillance, pour autant sans complaisance.

Faites vos jeux.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

.Chine et États-Unis vendent les réserves de pétrole pour faire baisser les prix !



Les grands pays consommateurs vendent et libèrent une partie de leurs réserves stratégiques et il ne se passe strictement rien sur les cours du baril de pétrole. Après avoir un peu baissé il y a quelques jours, le cours a largement retrouvé les niveaux qu'il avait avant que les pays comme la Chine ou les États-Unis n'annoncent l'utilisation de leurs réserves stratégiques.

Continuez à surveiller le prix de l'énergie et du gaz. En Europe le prix de gros de l'électricité est en train de s'envoler.

Charles SANNAT

La Chine se joint aux États-Unis pour vendre une partie des réserves de pétrole

Pour contrer la hausse des prix des carburants, les États-Unis ont proposé à plusieurs pays de mettre en vente une partie de leurs réserves pétrolières. La Chine a joint à cette initiative, un geste rare.

Pékin se dit favorable à la mise en circulation sur le marché d'une partie de ses réserves de pétrole afin de faire baisser les cours de l'or noir. L'initiative appartient aux États-Unis, qui essayent de faire face à l'augmentation de la demande en carburants.

« La Chine, au regard de ses besoins et de ses conditions actuelles, puisera dans ses réserves nationales de pétrole brut et prendra les autres mesures nécessaires afin de maintenir la stabilité du marché », a assuré ce 24 novembre Zhao Lijian, porte-parole de la diplomatie chinoise, cité par l'AFP.

Il n'a pas mentionné les États-Unis et n'a pas précisé quand ces prélèvements auraient lieu ni quelle quantité de pétrole Pékin envisage de mettre sur le marché.

Selon le South China Morning Post, Joe Biden a fait cette proposition lors d'une récente rencontre virtuelle avec Xi Jinping.

En Chine, la proposition américaine a été perçue comme une preuve du fait que Washington n'est désormais pas capable de régler le problème de manière autonome.

« La hausse des prix du pétrole est une chose que les États-Unis considèrent comme plus grave et les États-Unis ne peuvent pas régler le problème à eux seuls [...]. Les États-Unis n'ont d'autre choix que de coopérer avec la Chine », commente auprès du quotidien chinois Global Times Li Haidong, professeur de l'Institut des relations internationales de l'université des Affaires étrangères.

Hormis la Chine, Washington a fait la même proposition à la Corée du Sud, au Royaume-Uni, à l'Inde et au Japon. Les deux derniers ont déjà répondu favorablement, en déclarant qu'ils allaient vendre une partie de leurs réserves.

Vente d'urgence

Sur le carburant, les dépenses mensuelles des familles américaines les plus défavorisées ont augmenté de 30%, a fait savoir le 23 novembre Jennifer Granholm, ministre américaine de l'Énergie. Le prix du gallon d'essence à la pompe (3,78 litres) se situe autour de 3,40 dollars en moyenne au niveau national, soit plus d'un dollar de plus depuis un an, selon l'Association automobile américaine (AAA). Dans ce contexte Washington s'est mis à vendre 50 millions de barils de leurs réserves pétrolières stratégiques.

« J'annonce la plus grande ouverture de la Réserve stratégique de pétrole des États-Unis pour aider à fournir l'approvisionnement dont nous avons besoin », a déclaré Joe Biden le 23 novembre.

Ce prélèvement reste pourtant symbolique, ne couvrant que trois jours de demande des raffineries américaines.

Actuellement, les réserves américaines comprennent environ 600 millions de barils, ce qui fait des États-Unis le pays avec les réserves de pétrole brut les plus importantes au monde. La dernière vente d'urgence de réserves à avoir été autorisée aux États-Unis a eu lieu en 2011 pendant la guerre en Libye.

Source agence de presse russe [Sputnik.com](https://sputnik.com) [ici](#)

.Wish le site chinois déréféré. Une blague ?

Le site Wish vient d'être déréféré par le gouvernement français.

Est-ce bien, est-ce mal ?

Je ne sais pas vraiment pour tout vous dire, mais cela semble assez faux cul !

Pourquoi ?

Parce que Wish vend des cochonneries made in China par containers entiers sans forcément que la TVA soit bien payée d'ailleurs ce qui pose plus un problème fiscal à l'État qu'un problème sanitaire mais c'est un autre sujet !!

Évidemment que toutes ces cochonneries ne respectent pas les normes, mais de vous à moi, j'ai testé Wish mais aussi Aliexpress et autres sites chinois.

C'est à chaque fois les mêmes produits que ceux que vous trouvez dans les « magasins » ici chez nous.

Le problème ?

Dans un cas la merde vous ai vendu au moins au prix de la merde même sans norme.

Dans l'autre cas, la merde vous ai vendu au prix de l'or et sans plus de respect de normes.

Dans un cas personne n'est responsable.

Dans l'autre « l'importateur » est censé être responsable.

Allez voir dans votre supermarché du coin toutes les fiches de rappels de produits dont personne n'est au courant et que personne ou presque ne ramènera jamais malgré la « dangerosité ».

Mais... la procédure est respectée.

Nous sommes entre gens sérieux.

Les produits défectueux sont rappelés.

Surtout la TVA est payée.

Le reste, tout le monde s'en fiche éperdument.

Charles SANNAT Source [BFM](https://bfm.fr) [ici](#)

.Pandémie... liaisons suspendues entre la France et le Maroc



Le transport aérien va mieux !
Les commandes reprennent pour Airbus.
Il y aura besoin de « 39 000 » avions.
Et moi, et moi et moi ? Et moi je rigole !

Hahahahahahahaha.

La gestion de cette pandémie implique de cesser tous les quatre matins les liaisons.
Les compagnies aériennes ne s'en sortiront jamais à ce rythme et avec ces confinements en yo-yo qui ne disent leurs noms mais c'est bien la réalité.
Notre nouvelle réalité.
Liberté surveillée et contrôlée.
Vous prendrez de moins en moins l'avion.

Il n'y aura plus de vols entre le Maroc et la France jusqu'à nouvel ordre

Ce n'est que le début.
L'Europe va se faire couper du reste du monde et très rapidement plus aucun pays ne voudra de ressortissants européens covidés en puissance.
Pass ou pas, ce sera au mieux une quarantaine à l'arrivée, un test et le vaccin.
Au pire, c'est la suspension des liaisons.

« Le Maroc a décidé de suspendre les vols réguliers à destination et en provenance de France en raison de la reprise de la pandémie de Covid-19, a-t-on appris jeudi auprès du ministère marocain des Affaires étrangères.

« Cette décision entrera en vigueur à partir du 26 novembre 2021 à 23H59 (22H59 GMT), et ce jusqu'à nouvel ordre », précise un communiqué officiel relayé par l'agence de presse MAP.

L'annonce « intervient afin de préserver les acquis du Maroc en matière de gestion de la pandémie de la Covid-19 et pour faire face à la dégradation de la situation sanitaire dans certains pays du voisinage européen », note le Comité interministériel de suivi du Covid« .

Charles SANNAT Source [BFM TV ici](#)

.La livre turque en chute libre

« La livre turque a chuté mardi de 15 % en réaction aux nouvelles déclarations du Président turc qui s'est engagé à remporter sa « guerre d'indépendance économique » et a défendu les récentes baisses des taux d'intérêt de la banque centrale du pays.

La monnaie turque, qui a perdu depuis le début de l'année 40 % de sa valeur, est tombée en séance de mardi 23 novembre à 13,45 livres pour un dollar et se traitait vers 13h52 GMT à 12,55. Il s'agit de son onzième jour consécutif de repli.

Face à l'euro, la livre turque est tombée à un creux historique à 14,6442 mardi.

Des manifestations se sont déroulées ce mardi à Istanbul et à Ankara suite à la chute de la livre, relate la chaîne de télévision Halk TV. Les manifestants, dispersés par la police, réclamaient la démission du gouvernement et le départ du parti au pouvoir ».



Il faut dire qu'en Turquie, l'inflation est forte, environ 20 % par an.

Ne vous moquez pas des Turcs. C'est un grand pays. Une grande nation.

L'inflation de 20 % arrive chez nous.

Pour le moment elle est masquée uniquement parce que nous avons plus de bombes et d'avions que la Turquie, mais l'Europe tigre de papier est en train de s'effondrer.

La protection de l'euro deviendra prochainement illusoire.
Le Président turc rejette les politiques de hausses de taux.

Ici on se moque de lui tout en maintenant nos taux à 0, mieux, en les rendant mêmes négatifs !

« Je rejette les politiques qui nuiront à notre pays, l'affaibliront, condamneront notre peuple au chômage, à la faim et à la pauvreté », a déclaré Recep Tayyip Erdogan.

« Semih Tumen, l'ancien vice-gouverneur de la banque centrale, limogé en octobre par le Président turc, plaide de son côté pour un retour immédiat à des politiques permettant de préserver la valeur de la livre.

« Cette expérience irrationnelle qui n'a aucune chance de réussir doit être abandonnée immédiatement et nous devons revenir à des politiques de qualité qui protègent la valeur de la livre turque et la prospérité du peuple turc », a-t-il écrit sur Twitter ».

Nous entrons dans un monde d'inflation.

Préparez-vous.

En Turquie les possesseurs d'or s'en sortent bien.

Ceux qui ont d'autres devises aussi tant que ces autres devises ne sont pas non plus grignotées par l'inflation ce qui est de moins en moins le cas.

Charles SANNAT

.Début 2022, les prix vont augmenter de 20 à 25 % sur des milliers de produits différents

par Michael Snyder le 23 novembre 2021



Si vous pensez que l'inflation est mauvaise maintenant, attendez le début de l'année prochaine. Comme vous le verrez ci-dessous, **certaines des plus grandes entreprises du pays viennent d'annoncer d'importantes augmentations de prix qui prendront effet au cours des premiers mois de 2022.** Donc, si vous voulez faire des provisions, vous devriez le faire maintenant, car votre argent ne sera pas aussi utile dans quelques mois. J'aimerais vraiment avoir de meilleures nouvelles pour vous. J'aimerais vraiment pouvoir vous dire que les prix vont se stabiliser et que les conditions économiques vont bientôt revenir à la normale. Malheureusement, la vérité est qu'il semble que **nos problèmes vont bientôt s'accélérer.**

Plus tôt dans la journée, j'ai été stupéfait d'apprendre que **General Mills** a annoncé que les prix de "centaines d'articles" allaient augmenter de façon spectaculaire au début de 2022. Dans certains cas, les prix "augmenteront d'environ 20%"...

General Mills (GIS) a informé ses clients détaillants qu'elle allait augmenter les prix à la mi-janvier sur des centaines d'articles dans des dizaines de marques. Il s'agit notamment de Annie's, Progresso, Yoplait, Fruit Roll-Ups, Betty Crocker, Pillsbury, Cheerios, Cinnamon Toast Crunch, Lucky Charm's, Wheaties, Reese's Puffs, Trix et bien d'autres, selon les lettres que General Mills a envoyées la semaine dernière à au moins un grand fournisseur régional de produits en gros.

Pour certains articles, les prix augmenteront d'environ 20 % à partir de l'année prochaine.

Aïe.

Lorsque vous irez à l'épicerie après les fêtes de fin d'année, préparez-vous à subir un sérieux choc des prix.

Bien entendu, General Mills n'est pas la seule grande entreprise à agir de la sorte.

Selon CNN, Tyson Foods, la société Kraft Heinz, Procter & Gamble et Kimberly Clark ont tous annoncé des augmentations de prix importantes pour 2022...

Les plans de General Mills sont la dernière preuve que la hausse des prix ne disparaîtra pas de sitôt pour certaines des marques alimentaires et ménagères les plus reconnaissables. La société est le dernier fabricant de produits de consommation à annoncer des hausses de prix à partir de l'année prochaine, rejoignant ainsi Tyson (TSN), Kraft Heinz (KHC), Mondelez (MDLZ), Procter & Gamble (PG),

Kimberly Clark (KMB) et d'autres.

De toute ma vie, je n'ai jamais rien vu de tel.

À l'heure actuelle, un seul panier de nourriture peut facilement coûter plus de 250 dollars à l'épicerie.

Une fois que ces augmentations de prix entreront en vigueur, faudra-t-il déboursier 300 ou 400 dollars pour acheter un chariot de nourriture typique ?

Rien que d'y penser, j'en ai des frissons.

Les choses vont également changer dans votre magasin à un dollar.

Cette semaine, il a été annoncé que le prix standard chez **Dollar Tree** passerait à 1,25 dollar "d'ici la fin avril"...

Après 35 ans de vente de produits à un dollar, Dollar Tree va faire passer son prix standard à 1,25 dollar d'ici la fin du mois d'avril, a déclaré la société dans un communiqué mardi. Bien que cette décision ne soit "pas une réaction aux conditions du marché à court terme ou transitoires", Dollar Tree a reconnu l'existence d'un environnement inflationniste et a déclaré que la hausse des prix contribuera à atténuer les coûts historiquement élevés, notamment les frais de transport et de distribution, ainsi que les augmentations de salaire.

"La levée de la contrainte d'un dollar représente une étape monumentale pour notre organisation", a déclaré le président-directeur général Michael Witynski dans le communiqué. Cette décision permettra à Dollar Tree d'élargir son assortiment de produits et de réintroduire certains articles qui avaient été retirés en raison de la contrainte d'un dollar.

Il était inévitable que ce jour vienne, mais il est toujours très triste de le voir arriver.

Quand j'étais enfant, je me souviens d'être allé au "five and dime", et à cette époque, on pouvait vraiment acheter des choses pour cinq ou dix cents.

De nombreux lecteurs peuvent penser qu'une augmentation de 25 cents n'est pas si importante, mais pour les millions d'Américains appauvris qui font régulièrement leurs courses dans les magasins à un dollar, cela va vraiment faire une différence.

Passer soudainement de 1,00 à 1,25 dollar représente une augmentation de prix de 25 %, et ce changement s'appliquera littéralement à des milliers et des milliers de produits différents.

L'inflation érode rapidement notre niveau de vie, et le peuple américain n'en est pas heureux.

En fait, les Américains désapprouvent la façon dont Joe Biden gère cette crise par une marge d'environ deux contre un...

Les Américains désapprouvent massivement la gestion de la crise de l'inflation par le président Joe Biden (67 %), selon les résultats du dernier sondage CBS-YouGov.

Toutefois, 33 % des Américains approuvent cette gestion, ce qui représente seulement 11 points de moins que la cote d'approbation présidentielle de Biden, qui est de 44 % dans ce sondage.

Biden ne cesse de faire des promesses vides qui donnent l'impression qu'il a l'intention de faire quelque chose pour combattre l'inflation croissante, mais ses actions montrent qu'il s'en moque éperdument.

Il continue de pousser le Congrès à adopter de nouveaux projets de loi de dépenses absolument colossaux, et il vient de nommer Jerome Powell pour un second mandat à la tête de la Réserve fédérale.

Powell et ses acolytes ont injecté des milliers de milliards de dollars frais dans le système afin de soutenir les marchés financiers, mais ce faisant, ils ont déclenché un tsunami inflationniste sans précédent depuis les années 1970.

Et ce n'est que le début. Comme je l'ai prévenu dans Prophéties perdues et Apocalypse de 7 ans, nous allons finir par être confrontés à une inflation bien pire que tout ce que nous avons connu dans les années 1970.

Mais Janet Yellen continue d'insister sur le fait que tout ira bien.

Selon Yellen, l'inflation diminuera d'ici "la seconde moitié de l'année prochaine"...

"Je pense qu'au second semestre de l'année prochaine, nous commencerons à voir l'inflation se résorber et la façon dont vous pourrez le constater est en regardant les taux d'inflation mensuels", a ajouté Mme Yellen, qui s'est adressée au forum de façon virtuelle.

Même si elle a eu tort à maintes reprises, vous pouvez continuer à la croire si vous voulez.

Et vous pouvez continuer à croire Jerome Powell, Joe Biden, le "Dr Fauci" et tous les autres si vous voulez.

Mais ils ne vous disent pas la vérité.

Nous vivons les jours du grand effondrement monétaire dont tant de gens vous ont averti.

Le dollar est en train de mourir, il y a des pénuries dans tout le pays, notre économie est secouée de centaines de façons différentes, et la pire crise énergétique mondiale depuis des décennies a soudainement éclaté.

Malheureusement, les choses vont encore empirer en 2022.

Alors accrochez-vous bien, car un parcours vraiment cahoteux nous attend.

▲ RETOUR ▲

.« Implosion. La France va s'effondrer sur elle-même ! »

par [Charles Sannat](#) | 24 Nov 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Ceux qui me lisent régulièrement savent qu'au bas de chacun de mes éditos se trouvent une citation de Kennedy. « À vouloir étouffer les révolutions pacifiques, on rend inévitables les révolutions violentes ».

Je suis tenté de modifier légèrement ces propos pour obtenir la phrase suivante. A vouloir étouffer les révolutions pacifiques on rend l'implosion inévitable.

Vous allez me dire pourquoi diable ai-je envie de vous parler d'implosion.

Parce que implosion et explosion sont deux choses très différentes d'un point de vue physique mais aussi de la dynamique sociale. Si tout le monde, y compris au plus haut sommet de l'État, a peur de l'explosion du type de ce qui arrive en **Guadeloupe**, je crains que les observateurs et autres analystes se trompent de danger.

L'explosion n'aura peut-être pas lieu, ce sera une implosion et ce ne sera pas mieux ! Explication.

Procédons à une petite précision sémantique avant de commencer.

L'implosion comme l'explosion implique une destruction violente. Mais dans l'implosion, le mouvement est dirigé vers l'intérieur (préfixe latin in-), tandis que dans l'explosion, il est dirigé vers l'extérieur (préfixe latin ex-).

Dans les deux cas, la destruction est violente. Donc dans les deux cas, ceux qui sont au sommet aujourd'hui redécouvriront la réalité de la citation « il n'y a pas loin du Capitole à la Roche tarpéienne », la chute n'est jamais loin, mieux, elle se rapproche.

Emmanuel Macron est profondément un président par défaut, qu'on l'aime ou pas, que l'on soit pour ou contre n'est pas ici le sujet de cette analyse. Il n'est pas aimé. Il est même détesté par son propre peuple comme autrefois les rois maudits. Il représente une petite caste parisienne et mondialiste qui s'est arrogée tous les pouvoirs et cela déplaît à beaucoup.

Le mouvement des Gilets Jaunes a marqué en profondeur les esprits des dirigeants comme de la population.

Le fossé s'est installé.

Les positions sont irréconciliables.

Macron ne doit sa survie politique et peut-être physique qu'à des forces de l'ordre qui, républicaines, ont tenu et maintenu l'ordre. Je parle ici des gendarmes. Pour certains éléments de la police, il y a eu une instrumentalisation politique évidente. De police, certaines unités sont devenues milices, confondant maintien de l'ordre avec maintien au pouvoir.

Après des mois et des mois d'affrontements, Macron a gagné.

La Macronie n'en a pas nourri un grand sentiment d'humilité, mais de supériorité.

Mal élue, contestée de toutes parts, peu représentative, l'intelligence politique aurait voulu que le système politique actuel adopte un profil bas.

Ils ont maté les Gilets Jaunes, ils n'ont plus rien à craindre ou presque !

Cela peut sembler assez logique en première analyse.

Progressivement, la **Macronie** est repartie telle qu'elle était. Arrogante, méchante, violente avec en point d'orgue l'allocution présidentielle du 12 juillet qui n'avait qu'un seul objectif. **Terroriser la population.**

Cela a parfaitement fonctionné.

Les gens ont eu peur.

Grande satisfaction chez nos dirigeants qui n'ont pas vu ce qu'ils venaient de créer ni les conséquences de ce qu'ils venaient de faire.

Car, l'histoire a ses propres règles. Les peuples leurs propres logiques, et les résistances, leurs stratégies de contournement.

L'effet de seuil de la mise en retrait.

Le pass sanitaire n'a aucun intérêt sanitaire puisque les vaccinés se contaminent entre eux. Non, il a pour objet de « forcer » à la vaccination, de « pourrir la vie des non vaccinés ». Il y a dans ce pays 16 millions de non vaccinés, il y a également des dizaines de non vaccinés en puissance puisqu'à chaque injection obligatoire pour recharger le pass, ceux qui ne le feront pas, parce qu'ils ne le veulent plus, parce qu'ils ont peur, parce qu'ils ont eu très mal ou qu'ils ont vu un proche très malade, viendront grossir les rangs des parias chaque jour plus nombreux.

Mais ce n'est pas là l'essentiel.

L'essentiel, c'est que pour la première fois de ma vie, j'ai vue l'État violenter la totalité de la population. Sans se cacher.

Lorsque l'État devient violent et que l'État fait peur, la résistance ne se fait plus dans la rue.

N' imaginez même pas qu'elle se fera dans les urnes.

Le gouvernement veut déjà mettre en place le vote électronique avec tout son cortège d'ombres de carabistouilles et de tricheries.

Lorsque la révolution pacifique n'est plus possible ni dans les rues, ni dans les urnes, croyez-vous qu'elle en soit pour autant impossible ?

Bien évidemment que non.

L'histoire, « toujours tragique » comme dirait un sans doute candidat à l'élection actuelle, nous donne un exemple récent remarquable.

L'effondrement de l'ex-URSS

Vous aviez pire en ex Union Soviétique que les BRAVm... vous savez les brigades de répression des actions violentes motorisées, autrefois appelées les voltigeurs. Bref, BRAVm ça fait top sur BFM lorsque les journalistes annoncent la voix trépidante que les Braves sonnent la charge contre les barbares qui sont à nos portes (je parle de celles des palais de la république et des beaux appartements du 7ème arrondissement préservés des joies de la diversité heureuse et de la délinquance quotidienne). Il y avait pire disais-je, il y avait **le KGB** et les sous-sols lugubres de la **Loubianka**. Il y avait les **goulags** et la **psychiatisation** des opposants.

Il y avait tout cela en ex-URSS.

Il n'y avait pas franchement le droit de manifester, ou de jouer le « gilet jaune » effectivement.

Et quand on rend les explosions impossibles, on crée les conditions des implosions.

C'est exactement pour cette raison, parce que les explosions (sauf pour les cœurs de centrales nucléaires dont les nuages radioactifs s'arrêtaient comme par magie à nos frontières) étaient impossibles que l'URSS s'est effondrée sur elle-même.

L'URSS s'est effondrée sur elle-même sous le poids de ses propres mensonges, de son politiquement et communistement correct de l'époque. Elle s'est effondrée parce que plus personne ne croyait à la fiction imaginaire de la révolution russe et du progrès pour les travailleurs, aux lendemains qui chantent et au bonheur des masses.

L'URSS a été l'inverse de sa promesse.

La France est devenue la négation d'elle-même. En quelques mois, notre naufrage intellectuel, moral, collectif s'est amplifié.

Je détecte à tous les niveaux les signes avant-coureurs de l'implosion qui arrive.

Quels sont-ils ?

L'implication et la motivation.

Tout le monde s'en fou. Ils ont tous lâché l'affaire. Les profs n'enseignent plus. C'est ahurissant. La discipline tout le monde s'en fiche. Les policiers policent à peine et la délinquance est incontrôlable. Les flux de migrants sont immaîtrisables, ils sont des milliers que nous laissons tomber dans la drogue et devenir des zombies du crack. Les suicides explosent. La violence partout s'exacerbe. Les discours objectivement haineux et agressifs tenus à longueur de journée sur des plateaux télé de chaînes d'information en direct font augmenter la pression dans la cocotte minute France.

Comme en ex-URSS, plus personne ne croit plus ni à Macron, ni à la politique, ni à la démocratie, ni aux urnes.

Plus personne ne croit le récit « républicain ».

La France est définitivement morcelée, fracturée.

L'édifice ne tient que par la force et le poids des habitudes

Notre pays est devenu un immense village Potemkine.

Macron et Véran, dans le bunker de l'Elysée où ils réunissent le conseil de défense, font bouger des leviers de commande virtuels.

Tout le monde joue à « si ça marchait ».

Plus rien ne marche.

Plus rien ne fonctionne.

En faisant ce qu'ils ont fait, ils ont cassé et détruit ceux qui croyaient encore un peu à la fiction collective.

Ce pays va imploser.

Il va s'effondrer dans les prochains mois parce que plus rien ne le tient.

Parce que plus rien ne nous retient.

Parce qu'au fond de l'âme collective de cette nation, au tréfond de l'inconscient collectif et populaire, l'immense majorité alimentera par sa passivité un processus de destruction... créatrice parce qu'il y a l'envie d'en finir.

Mais avant de construire autre chose, il faudra passer par une forme d'effondrement.

En réalité, il a déjà commencé, et vous le ressentiez déjà.

Nous sombrons.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

.Powell reconduit à la tête de la FED. Les marchés fébriles.

Du côté de Wall Street la réaction est très mitigée suite à la décision du président américain Joe Biden, qui a proposé au Congrès la reconduction de Jerome Powell à la présidence de la Réserve fédérale la FED.

En effet, les marchés redoutent une accélération du resserrement de la politique monétaire portée par Jerome Powell l'actuel gouverneur.

Joe Biden ne fait pas tant de la politique monétaire que de la politique américaine puisque son objectif est, avant tout, d'éviter une confrontation directe avec les Républicains à moins d'un an des élections de mi-mandat car Jerome Powell est le gouverneur des Républicains même si la collaboration avec Trump a été toujours très houleuse. En faisant plaisir au camp républicain, Biden prend quand même le risque de se faire progressivement réduire les vannes monétaires et c'est bien cela qui inquiète Wall-Street.

Pour autant, je ne suis pas pétrifié pour le moment, car si Powell va **faire semblant de normaliser la politique monétaire**, il suffira aux marchés de couiner suffisamment forts pour se faire à nouveau injecter un petit « boost » de liquidités !

D'ailleurs les couinements commencent déjà !

« Le marché obligataire ne s'y est pas trompé et la séance de lundi a été marquée par une nette hausse des rendements : le deux ans, le plus sensible aux anticipations de taux d'intérêt, a bondi de 8,5 points de base à 0,59 %, son plus haut niveau depuis début mars 2020 (avant la pandémie) et le dix ans près de neuf points à 1,625 %. ».

Cela veut dire que les marchés feront monter les taux et la FED sera obligée de réagir avant l'explosion de la bulle boursière et obligataire.

Je suppose que la pandémie et une xème vague feront un bon mobile pour remettre un peu de sous dans la machine.

Charles SANNAT

.Le problème de Warren Buffett ? 149 milliards de \$ de cash érodé par l'inflation !!



Pour Warren Buffett : les liquidités sont un terrible actif à long terme !

En effet, les perspectives à long terme pour les détenteurs de liquidités semblent toujours être relativement défavorables après inflation et cela a été souligné par le président de Berkshire Hathaway (BRK.A , Financial) (BRK.B , Financial) Warren Buffett, qui a déclaré : « *Les personnes qui détiennent des équivalents de trésorerie se sentent à l'aise. Elles ne devraient pas. Elles ont opté pour un terrible actif à long terme, qui ne*

rapporte pratiquement rien et est certain de se déprécier ».

Vous voyez bien ! Si Warren Buffet vous dit que le cash ne vaut pas tripette vous feriez mieux de l'écouter.

Pourtant le cash reste un allié utile... mais sur de courtes périodes, ce qui est logique !

Le Berkshire Hathaway détient depuis longtemps de grandes quantités d'argent. En fait, la trésorerie disponible de l'entreprise a récemment atteint un niveau record de 149,2 milliards de dollars. On pourrait donc se demander pourquoi Buffett détient une telle quantité de ce qu'il décrit comme un « terrible actif à long terme ».

Et bien la réponse est très simple.

Buffett considère les liquidités comme un filet de sécurité au cas où il y aurait des problèmes parmi les avoirs en actions de Berkshire. En outre, les liquidités de la société ont probablement augmenté ces derniers mois en raison du manque d'opportunités d'achat sur le marché haussier actuel. Il est prêt à être déployé si une correction du marché amène des entreprises de haute qualité à se négocier à des prix plus attractifs.

Vous pouvez donc rester « liquide » à condition de savoir faire vos emplettes lorsque les marchés baissent ou corrigent violemment.

Pour parler comme les grands financiers on peut dire que les détenteurs de cash peuvent bénéficier d'une plus grande flexibilité financière qui leur permet de réagir aux erreurs d'évaluation temporaires tandis que leurs pairs pleinement investis ont peu de marge d'action quand on est confronté à une correction.

En réalité, Buffett et moi avons fait la même erreur.

Nous n'avons pas cru ni saisi la hausse des marchés après l'effondrement de mars 2020.

Ce n'est que partie remise.

Des opportunités se présenteront à nouveau.

Charles SANNAT

▲ RETOUR ▲

.« Inflation. L'Allemagne à 6%, les magasins « tout à 1\$ » augmentent leurs prix à 1.25 \$!! »

par [Charles Sannat](#) | 25 Nov 2021



Mes chères impertinentes, chers impertinents,

Aux Etats-Unis il y a une célèbre chaîne de magasins où tout est à 1 \$ c'est la chaîne « **Dollar Tree** » et cette dernière va, selon CNN (source en anglais ici), **augmenter ses prix au minimum de 25 %**.

Vous avez bien lu.

25 %.

Nous sommes loin des prévisions lénifiantes de nos inspecteurs des finances de Bercy qui ne verront l'inflation qu'une fois le nez dedans comme les experts géopolitiques qui avaient vu venir la chute du mur de Berlin que quand les gravats leur tombaient sur la tête.

La société Dollar Tree, l'un des derniers vrais magasins à un dollar des États-Unis, a déclaré mardi qu'elle augmenterait les prix de 1 \$ à 1,25 \$ sur la majorité de ses produits d'ici le premier trimestre de 2022. Ce changement est un signe des pressions auxquelles les détaillants à bas prix sont confrontés.

La société ne pouvait plus vendre de très nombreux produits à ses clients en raison d'augmentation de prix et le blocage à 1\$ n'était tout simplement plus tenable ainsi d'après le communiqué de l'entreprise à l'occasion de la publication de ses résultats trimestriels, « l'augmentation des prix donnera à Dollar Tree plus de flexibilité pour réintroduire ces articles, élargir sa sélection et proposer de nouveaux produits et de nouvelles tailles dans ses magasins ».

« Dollar Tree a également déclaré que la hausse des prix aiderait l'entreprise à augmenter ses marges bénéficiaires en « atténuant les augmentations historiquement élevées des coûts des marchandises », y compris les coûts de transport et de distribution, ainsi que les augmentations de salaire ».

« C'est le moment approprié pour s'éloigner des contraintes du prix de 1 \$ », a déclaré le PDG Michael Witynski toujours dans ce communiqué.

Enfin, Dollar Tree a annoncé son intention de commencer à vendre des articles à 1,25 \$ et 1,50 \$ dans certains magasins pour la première fois. Il a également déclaré qu'il ajouterait des articles à 3 \$ et 5 \$ à plus de magasins, développant une stratégie antérieure consistant à proposer ces prix à certains emplacements.



Sous le poids de l'inflation et parce que la mondialisation n'est plus déflationniste, vous assistez à la fin des magasins à 1\$ aux Etats-Unis. C'est un symbole important, un marqueur du retour durable de l'inflation.

Au même moment en Europe...

La ménagère allemande de moins de 50 ans tremble à l'idée du retour de l'inflation, une inflation que l'on voit poindre comme l'évoque le magazine Capital à 6 % ! **Ce n'est pas rien 6 % quand votre épargne ne rapporte rien.**

Encore une fois, vaut mieux stocker vos 5 000 euros d'épargne en raviolis qu'en euros sur votre livret A.

Chaque épargnant allemand perdra cette année 6 % du pouvoir d'achat de son épargne.

Ce n'est pas rien.

L'inflation est une taxe sur tous. Les riches évidemment qui possèdent de l'épargne, mais aussi et surtout les gens les plus modestes, car avec l'inflation, lorsque les gros maigrissent (ceux qui ont du gras et de l'épargne), les pauvres, eux, meurent de faim. Ici ils meurent des difficultés de ne plus pouvoir joindre les deux bouts.

Pour le moment les salaires n'augmentent pas.

Alors il faut jouer sur la localisation. Baissez vos charges, quittez les grandes villes où le smic, ou les salaires à moins de 2 000 euros nets par mois, vous assurent une vie de misère, mieux vaut un smic en zone rurale ou semi-rurale que 1 800 euros en région parisienne. Nombreux sont ceux à faire le calcul et à sauter le pas.

Ce mouvement s'amplifiera avec la hausse de l'inflation.

Il est déjà trop tard, mais tout n'est pas perdu.

Préparez-vous !

Jamais garantis ! Francine ruinée par ses bons du Trésor français qui ne valent plus rien !

C'est une histoire affligeante que rapporte RMC via le site de BFL sur la grosse mésaventure qui confine à la ruine de Francine dans un article dont le titre est éloquent !

« C'est le mépris du petit citoyen »: l'État ignore Francine, 81 ans, qui a perdu toutes ses économies en « bons du Trésor »

« Francine, veuve de 81 ans, a perdu presque 90 000 euros d'économies à cause d'une loi modifiant la prescription des « bons du Trésor », sans être prévenue. L'État refuse de lui rendre. La Défenseure des droits publie un rapport spécial ce lundi pour alerter sur la situation de Francine Chaffard, 81 ans. Pendant des années elle et son mari ont investi dans des “bons du Trésor” des titres d'emprunts. C'est l'État qui emprunte aux particuliers, pour ensuite leur rembourser les sommes à leur demande avec des intérêts.

Madame Chaffard, maintenant veuve, a presque toutes ses économies en bons du Trésor. Et entre 1996 et 2011 elle retire des sommes d'argent quand elle en a besoin. Seulement, en 2008, une loi vient tout changer. Elle passe le délai de prescription des bons du Trésor de 30 à 5 ans.

Et Francine Chaffard assure que personne ne l'a prévenue.

*En 2017, Francine Chaffard a besoin d'argent. Et comme à chaque fois, elle se rend à la trésorerie de Toulon pour retirer un peu des économies qu'elle a sous forme de « bons du Trésor ». Mais le retrait est refusé, on lui annonce que **ses bons ont expiré**, comme le raconte sa fille.*

« Elle était complètement effondrée. Elle en était malade, elle perdait toutes ses économies. Mes parents ne sont pas très riches, elle a besoin de ces économies pour faire réparer la maison. Il y a des choses comme ça qu'elle ne peut plus faire, car l'argent lui manque. »

Francine pourrait être ma maman, et Francine est issue « d'une famille de militaires, elle avait confiance dans les institutions ».

Pourtant, manifestement, il ne faut pas faire confiance quand on parle d'argent et certainement pas plus aux « institutions ». C'est cela que montre cette histoire et c'est très grave, car, justement, les institutions doivent être le tiers de confiance de l'absolu !

Or, depuis quelques années il y a une dérive du sérieux des institutions.

Je ne vous parle même pas de la parole ministérielle et je n'oublierai pas, et nous sommes nombreux dans ce cas, les paroles de la Ministre Sibeth Ndiaye concernant le port des masques qui ne sert à rien et en plus on ne saurait même pas les enfiler.

Lorsque les citoyens ne peuvent plus avoir une confiance aveugle dans les institutions alors, c'est tout l'édifice qui s'effondre et c'est exactement ce qui se passe. Une forme d'implosion.

Hier je vous faisais cet éditio sur l'effondrement faute de combattant et de sérieux, parce que finalement plus personne ne croit à rien.

N'imaginez pas un seul instant que l'État vous remboursera ce qu'il vous doit.

L'État français est en train de s'effondrer sur lui-même et il est en plus en faillite financière.

Charles SANNAT

Les banques centrales ne laisseront jamais les taux longs remonter

rédigé par Mory Doré 24 novembre 2021

Après avoir étendu leur contrôle des taux longs aux taux courts, les banques centrales font face à d'importantes conséquences, si jamais elles laissent ces taux repartir à la hausse.



Le titre de cet article peut paraître à première vue un peu présomptueux. En effet, l'histoire récente (celle de ce siècle) des marchés financiers nous a appris qu'il ne fallait jamais dire jamais.

En réalité, par « jamais », il faut simplement comprendre qu'il s'agit d'un horizon lointain, allant de plusieurs mois, pour un trader, jusqu'à 5 voire 10 ans pour un investisseur institutionnel. De même, lorsque l'on écrit « un jour », il faut comprendre que cela correspond à une forte conviction qu'il est pourtant impossible de prédire au jour près (ou même au mois près).

La liberté des marchés financiers est transgressée

Nous observons que les banques centrales agissent aujourd'hui au-delà de leur rôle traditionnel qui consiste à fixer les taux directeurs pour refinancer les banques lors des opérations d'*open market*. Ces taux directeurs sont ceux qui influencent la partie courte de la courbe des taux, c'est-à-dire la rémunération des obligations d'Etat de court terme (d'un mois à deux ans).

Cependant, les banques centrales ont désormais étendu leur contrôle à l'ensemble de la courbe des taux d'intérêt et empêcheront par tous les moyens toute remontée des taux d'intérêt à long terme (de 5 à 30 ans, voire plus).

Nous nous sommes bien éloignés du temps où les marchés financiers s'étaient développés – il y a une quarantaine d'années – sous l'effet des « 3D », pour désintermédiation du financement, découplage des activités bancaires et (ce qui nous occupe ici) déréglementation de l'économie.

Cela dit, pourquoi les banques centrales ont pris le contrôle (nationalisé, en pratique) des marchés de taux ?

Déjà, car une hausse trop rapide et trop brutale des taux d'intérêt à long terme, bien au-dessus des taux de croissance nominaux des économies, déclencherait une véritable crise de solvabilité pour nombre d'acteurs

économiques dont l'endettement est très élevé. En premier lieu, certains Etats dont les ratios de dette/PIB atteignent des records tous les ans.

Et si les investisseurs institutionnels paniquent ?

De plus, cette même hausse trop rapide et trop brutale des taux d'intérêt à long terme entraînerait aussi :

- une vraie panique des investisseurs institutionnels, avec des ventes massives pour limiter les moins-values en capital, ce qui auto-entretiendrait de fortes tensions sur les marchés obligataires ;
- et une crise des bilans bancaires.

Pour ce second point, ce serait tout du moins visible en termes de valeur économique, mais pas forcément sur les comptes de résultats, étant donné de la classification comptable de ces positions. Rappelons que les banques ont accumulé ces dernières années, entre autres pour des raisons réglementaires, des obligations d'Etat à des taux de plus en plus bas. Leurs bilans en sont donc remplis, tandis que leur rémunération diminue année après année.

Le paradoxe de la situation, c'est que, si une banque centrale comme la BCE ne sort de sa politique monétaire accommodante que très graduellement (ce qui sera inévitablement le cas pour les raisons vues ci-dessus), alors cette remontée de plus en plus repoussée et tardive des taux d'intérêt à long terme abaissera la rémunération moyenne des portefeuilles obligataires des investisseurs institutionnels – comme les plus anciennes obligations y seraient remplacées par d'autres avec un taux plus faible.

Dès lors, même de petites tensions sur le marché obligataire feraient rapidement passer les taux longs au-dessus du taux moyen de ces portefeuilles et fragiliseraient considérablement les assureurs face à une vague importante de rachats de contrats d'assurance-vie.

Voilà une « drôle de situation » : d'un côté, le maintien à un bas niveau des taux longs fragilise structurellement banques et assureurs. Tandis que, à l'inverse, une remontée brutale au-dessus d'un certain seuil (seuil qui fait l'objet de beaucoup de débats) déstabiliserait ces mêmes banques et assureurs.

La crise permanente

Nous n'avons donc pas à anticiper de crise financière, puisque nous sommes en quelque sorte dans une situation de crise financière permanente.

Les banques centrales préféreront perpétuer la situation présente de taux longs bas qui est une situation désormais connue et vécue (et donc une situation qui a conduit nombre d'acteurs économiques à adapter leur *business model*), que faire émerger une situation de tensions obligataires durables, situation à laquelle personne n'est plus préparé aujourd'hui.

Dès lors, on comprend mieux la peur qui saisit tout banquier central dès qu'il s'agit d'envisager un ralentissement de leur politique de rachat d'actifs. Et nous ne parlerons même pas ici d'un retrait de liquidités et donc d'une baisse du bilan des banques centrales. La seule chose envisagée est que la taille du bilan des banques centrales progresse moins vite.

Comment, dans ces conditions, accorder un quelconque crédit à des anticipations de remontée des taux longs ?

Dans le même ordre d'idées, nous relevons que l'Eonia, taux interbancaire de la Zone euro (qui deviendra l'Ester, pour « European Short Term Rate », à partir du 1^{er} janvier 2022), est resté anormalement collé depuis

plusieurs années au taux de dépôt de la BCE. Ce taux en bas de la fourchette des taux directeurs de la BCE étant fixé à -0,50% depuis septembre 2019.

Cela montre bien que nous vivons sur des marchés interbancaires surliquides, où l'excès d'offre sur la demande maintiendra très longtemps les taux au jour le jour sur le bas de fourchette des taux directeurs des banques centrales.

Dès lors, quel crédit accorder à des anticipations de remontée des taux courts ?

Nous verrons demain comment nous pourrions sortir de cette économie de bulle totalement dépendante des émissions de liquidité des banques centrales.

.Comment sortir de la dépendance envers les banques centrales ?

rédigé par [Mory Doré](#) 25 novembre 2021

Dans le meilleur des cas, elles parviendront à maintenir la situation, et dans le pire, elles provoqueront une crise grave... Mais, dans tous les cas, il peut être utile de s'adapter et limiter cette dépendance.



Comme nous l'avons vu hier, [les banques centrales ont pris le contrôle de la courbe des taux obligataires](#), forçant la rémunération de ces actifs à diminuer. Cela a créé une situation de dépendance vis-à-vis des liquidités des banques centrales.

La question est désormais de savoir comment nous pourrions en sortir, ou, dit autrement : « *Comment peut-on sortir de cette économie de bulles ?* »

On comprend qu'il est déraisonnable d'anticiper le défaut d'États insolvables, puisque les dettes publiques sont monétisées. Les krachs obligataires traditionnels n'auront donc pas lieu et on en revient au titre l'article d'hier sur l'impossibilité de remonter les taux longs.

On comprend également qu'il devient également difficile d'anticiper des krachs boursiers traditionnels.

Deux mouvements se produisent en parallèle. D'un côté, les situations de surendettement public sont aggravées et encouragées par la monétisation des dettes publiques au sein des banques centrales, tandis que, de l'autre, la hausse continue des actifs risqués (dont les actions) est encouragée là encore par la liquidité banque centrale – même si la révision à la hausse des bénéfices de certaines sociétés peut justifier la hausse du cours de leur action.

Ces deux mouvements conduisent toutefois à se poser la même question : est-ce que le porteur principal des dettes publiques (la banque centrale) peut « disparaître » ? Ou, à tout le moins, est-ce que l'une d'elle pourrait être contestée et devenir illégitime ?

Autrement dit, techniquement, une banque centrale peut-elle faire faillite ?

Avec une crise assez grave, la confiance serait brisée

La quasi-intégralité des spécialistes de l'économie répondra en cœur que c'est impossible. Mais il existe un scénario – certes extrême aujourd'hui – où cela devient possible : une crise des monnaies fiduciaires et une perte de confiance dans le système financier traditionnel.

Rappelons, par ailleurs, que la vraie dernière crise financière est celle de 2008, 2020 correspondant à un choc macroéconomique mais pas à une crise bancaire et financière.

Pour la suite, nous pensons que **la prochaine grande crise financière ne sera pas non plus traditionnelle, et ne sera pas comparable à tout ce que nous avons connu sur les marchés financiers (krach boursier ou obligataire, crise des marchés émergents, etc.)**.

Ce sera une crise nouvelle, sans doute la dernière de l'ère de fonctionnement des marchés financiers sous laquelle nous les avons observés depuis une bonne cinquantaine d'années. **Cette crise devrait être une crise des monnaies traditionnelles et donc celle de la légitimité des banques centrales.**

Puisque les dettes publiques (ou tout du moins la partie de plus en plus importante détenue par les banques centrales) ne seront pas remboursées, il n'est pas déraisonnable d'anticiper – aussi surréaliste que cela paraisse – que le risque de contrepartie le plus important deviendra le risque vis-à-vis du porteur principal de ces dettes, les banques centrales, et notamment plus importantes d'entre elles (Fed, BCE, BoJ, BoE, etc.).

Mais nous avons vu précédemment que la création monétaire de la banque centrale équivalait à une dette que celle-ci émettait sur elle-même, soit une dette non exigible. Sauf que cette dette est non exigible tant que la monnaie est unanimement acceptée. Mais il faut anticiper que celle-ci pourrait l'être de moins en moins, et qu'un jour elle ne le serait plus du tout.

La solution des monnaies alternatives

Pour anticiper cette crise, il faut s'intéresser (d'abord conceptuellement, mais ensuite et surtout financièrement) à toutes les monnaies « alternatives ». Nous pensons naturellement aux **cryptomonnaies**, mais il est important de savoir faire le tri parmi la masse de jetons qui ne valent rien.

Il est donc utile d'identifier les avantages que les cryptomonnaies peuvent détenir.

Premièrement, puisque la défiance vis-à-vis des monnaies fiduciaires va grandir sous l'effet d'une création monétaire qui restera excessive (malgré les programmes de ralentissement d'achat d'actifs par les banques centrales), les cryptomonnaies dont la quantité est limitée sont avantagées.

Rappelons par exemple que le Bitcoin ressemble dans son processus de création à la façon dont l'or a été extrait du sol, et que sa réserve totale est plafonnée à 21 millions d'unités (dont environ 18,8 millions ont déjà été « minées »).

Contrairement aux monnaies fiduciaires, il n'est nul besoin qu'une autorité juridique ou politique unanimement acceptée par l'ensemble des membres d'une communauté garantisse sa valeur à une cryptomonnaie.

N'oublions jamais que la monnaie fiduciaire est une créature plus ou moins affirmée de l'État (quelle que soit sa forme institutionnelle) et que c'est en partie pour cette raison que l'inflation et les déficits existent. Or, une cryptomonnaie dont la quantité est limitée est tout le contraire d'une monnaie « manipulée » par un gouvernement ou une banque centrale.

Au même titre que l'or...

Deuxièmement, les cryptomonnaies évoluent hors du système financier et peuvent donc protéger contre les crises financières. Au même titre que l'or, certaines pourraient devenir des valeurs refuge, par exemple comme couverture contre une crise du dollar ou des monnaies fiduciaires en général, mais aussi comme couverture contre une situation durablement inflationniste.

Troisièmement, même si ce n'est pas quelque chose d'intrinsèque aux cryptomonnaies : le maintien de taux d'intérêt réels durablement négatifs.

Nous sommes en effet convaincus que les taux réels – c'est-à-dire prenant en compte l'inflation – seront de plus en plus négatifs et pour très longtemps.

D'une part, parce que des anticipations d'inflation de plus en plus fortes accréditent l'idée que l'inflation (notamment au niveau des prix de l'énergie) sera structurelle et non transitoire, contrairement à ce que les banquiers centraux affirment pour ne pas rendre leurs politiques monétaires moins accommodantes.

D'autre part, parce que les taux longs ne remonteront pas sous l'effet du contrôle des banques centrales, pour les raisons que nous avons détaillées hier.

Quatrièmement, parce qu'un nombre de plus en plus important de cryptomonnaies sont assises sur un vrai projet et sont porteuses d'une réelle utilité économique.

C'est notamment le cas dans le monde de la finance de demain, celui de la finance décentralisée (en anglais « Decentralized Finance », ou DeFi).

Nous allons de plus en plus être en présence d'un système financier alternatif, basé sur la technologie des blockchains et l'utilisation de ces cryptomonnaies, qui va offrir de nombreux services financiers sans intermédiation bancaire.

Comme en Bourse, il faut choisir les bonnes valeurs

Nous ne rentrerons pas dans cet article sur le fait de savoir si les cryptomonnaies sont des monnaies ou des actifs financiers, et si celles-ci sont surévaluées. En effet, personne n'en sait rien, puisque, contrairement aux actifs financiers traditionnels, nous ne disposons pas à ce jour de modèles de valorisation quasi unanimement partagés.

Par contre, nous insistons sur la nécessité d'être extrêmement sélectif dans le choix des cryptomonnaies que vous pourriez acheter, et cela pour au moins deux raisons.

Déjà, car certaines d'entre elles connaissent des progressions ahurissantes qui ne reposent sur rien, si ce n'est le fait que les acheteurs anticipent que de nouveaux acheteurs prendront position ultérieurement.

Cela « marche » pour l'instant avec des progressions lunaires à trois voire quatre chiffres (jusqu'à quelques milliers de pourcents) qui seraient impossible à retrouver en Bourse. Sauf que cela démontre l'existence d'une situation de pur Ponzi, c'est-à-dire de fuite en avant durant laquelle les acheteurs les plus récents sont de plus en plus frustrés en se positionnant en mode FOMO – pour *fear of missing out*, ou la peur d'avoir manqué le mouvement, quand bien même celui-ci serait finalisé à 80 ou 90%.

Chacun sait que tout cela finit, en général, très mal pour nombre d'investisseurs petits, moyens ou gros.

Ensuite, certaines cryptomonnaies – dont le Bitcoin – sont détenues de façon très concentrée.

Dès lors, si un gros détenteur se retrouvait en difficultés (liquidité/solvabilité) – qu’il s’agisse d’un investisseur institutionnel, d’une grande banque, d’un gros fonds de pension ou *hedge fund*, etc. – il serait sans doute contraint de liquider tout ou partie de ses positions, dont celles en cryptomonnaies.

Il risquerait ainsi d’auto-entretenir une spirale baissière et un krach qui n’aurait rien de commun avec les krachs éclairs qui ont lieu assez fréquemment dans l’univers des cryptomonnaies, et qui sont surtout des occasions de se repositionner plus bas.

L’ironie de l’histoire est que l’on expliquera sans doute cette crise passagère par la folle création monétaire des banques centrales (donc création de monnaie fiduciaire) qui aura conduit à inonder le monde financier de liquidités. Autant de liquidités qui expliquent, au moins en partie, les folles hausses récentes du Bitcoin, de l’Ethereum, du Solana, du Litecoin ou du Cardano pour ne parler que de ces cryptos.

▲ RETOUR ▲

.L’irrésistible ascension des entreprises zombies

rédigé par [Bruno Bertez](#) 24 novembre 2021

La grève du capital et les politiques monétaires du crédit gratuit ont créé une situation où la destruction créatrice ne semble plus possible... Est-ce vraiment le cas ?



Comme nous l’avons vu hier, **le capital fait la grève**. C’est-à-dire qu’il ne sert plus à investir dans les équipements productifs, mais sert à spéculer. Ce qui cause un problème majeur pour la croissance séculaire, dont les autorités anticipent déjà qu’elle va continuer à ralentir, malgré les politiques monétaires et autres aides de l’État.

Certains optimistes dominants ont pourtant émis dès 2020 l’idée selon laquelle le monde capitaliste avancé était sur le point de connaître une vague de prospérité comme dans les années 20, comme après l’épidémie de grippe espagnole.

La grande différence entre les années 1920 et les années 2020 est que la crise de 1920-21 aux Etats-Unis et en Europe a éliminé le « bois mort » des entreprises inefficaces et non rentables par les faillites. Elle a fait remonter la rentabilité afin que les survivants puissent bénéficier de plus de parts de marché.

Ainsi, après 1921, les Etats-Unis ont non seulement récupéré, mais sont entrés dans une (brève) décennie de croissance et de prospérité. Pendant les années folles, le PIB réel des Etats-Unis a augmenté de 42%, avec un taux moyen de 2,7% par an et par habitant.

Rien de tel n'est prévu maintenant, parce que la politique des banques centrales et des gouvernements vise à maintenir le bois mort et la pourriture. Ce qui produit une économie de plus en plus zombie.

Pour avoir un boom économique...

En économie comme en social, le fait de refuser la loi de la jungle entretient la faiblesse, la pourriture, la perversion et ceci se traduit par une perte de dynamisme et de force de vie.

Un long boom, une avancée sociale significative ne sont possibles que si et seulement si, au départ, il n'y a pas beaucoup de bois mort et de poids morts.

Une période de prospérité comme celle qui a suivi la guerre en 1945 n'est possible que s'il y a eu une destruction significative du stock de capital, soit physiquement, soit par dévaluation, ou les deux.

Joseph Schumpeter, économiste autrichien des années 1920, s'inspirant de Marx, a appelé cette destruction la « destruction créatrice ». Il a rappelé cette vérité incontournable : « Le serpent ne survit que de sa mue. »

L'innovation fait prospérer, mais il faut en même temps nettoyer les processus d'accumulation, les technologies obsolètes et détruire les capitaux défaillants et non rentables. Les banquiers centraux qui font monter les cours de Bourse empêchent le nettoyage, ils empêchent les économies productives de repartir sainement. Ils protègent ainsi les détenteurs du capital ancien !

La destruction créatrice crée les conditions d'un taux de rentabilité plus élevé, après que les branches pourries – les capitaux inefficaces – aient été dévorés par les grands et les forts. C'est la loi de la jungle : le groupe ne survit que de sa cruauté, de sa capacité à savoir se couper un bras quand il le faut. L'homme est un loup pour l'homme.

L'argent gratuit empêche la sélection

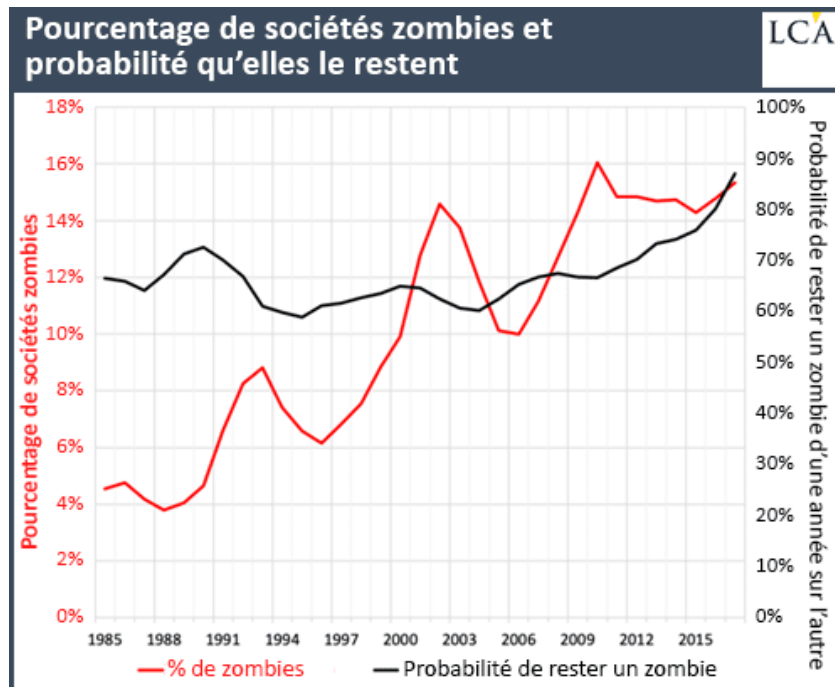
Nos sociétés vont continuer de végéter, de patauger, de s'enfoncer dans la paupérisation des classes moyennes et l'enrichissement scandaleux et indu des riches, pour deux raisons principales :

- premièrement, parce que la rentabilité du vrai capital, le capital productif, est toujours faible (on entend par là les bénéfices par rapport à l'investissement total dans les moyens de production et la main-d'œuvre) ;
- et deuxièmement, parce que la dette a continué de galoper, de s'entasser aussi bien au niveau des entreprises qu'au niveau des gouvernements. Le capital fictif, financier, a encore alourdi son emprise.

La politique d'argent gratuit et facile a été contreproductive. Elle joue contre la sélection et donc contre l'adaptation. Elle est, sous couvert mensonger de progressisme, profondément conservatrice et malthusienne. Elle ne vise qu'à protéger un ordre social qui aurait dû, pour le bien commun à long terme, être pulvérisé.

Notre époque se caractérise par l'irrésistible ascension des zombies, et c'est un phénomène général même si on n'en parle qu'au niveau économique. Pas étonnant que l'on élise des Biden ou des Macron, qui sont, chacun à leur façon, les mandataires des zombies.

Ci-dessous, l'irrésistible ascension des zombies, courbe rouge !



▲ RETOUR ▲

.La Chine est en avance... même sur les bulles

rédigé par [Bruno Bertez](#) 25 novembre 2021

Rien n'y fait, la Chine nous bat une fois de plus... Sauf que cette fois, c'est sa rapidité à faire exploser la bulle immobilière en abandonnant le secteur qui impressionne.



Vous auriez tort de faire comme les Américains et de vous réjouir des difficultés que traverse la Chine. La Chine est notre avenir.

Quand la Bulle et le tout en bulles éclateront, nous serons dans une situation pire que la Chine, car nos sociétés, lorsqu'elles sont livrées aux esprits animaux, ne sont pas contrôlables.

La bulle chinoise éclate malgré un gouvernement fort, qui contrôle tout et a les moyens d'imposer ses volontés. Mais, et c'est ce que je répète depuis des années, ***on ne peut rien contre le Réel, il est toujours plus fort que l'imaginaire.***

Nous sommes désadaptés : les valeurs de tous nos systèmes sont fausses et la loi de la valeur gagne toujours à la fin, aussi sûrement que deux plus deux font quatre et non pas cinq.

Le 15 novembre, vous pouviez lire dans **Bloomberg** :

« *L'économie chinoise ralentit jusqu'au niveau le plus bas observé de 1990* – un prix que le président Xi Jinping semble prêt à payer pour réduire sa dépendance vis-à-vis du secteur immobilier.

La pression exercée par Pékin sur le secteur immobilier se poursuivra l'année prochaine et au-delà. Ce changement que beaucoup n'avaient pas vu venir a maintenant incité des banques comme Goldman Sachs, Nomura et Barclays à réduire leurs prévisions de croissance pour 2022 à moins de 5%.

Hormis l'année dernière, lors de la pandémie, ce serait la plus faible croissance du pays depuis plus de trois décennies. Les analystes de Société Générale SA signalent même 30% de probabilité qu'un atterrissage brutal se produise en 2022. »

La mécanique se brise

Quelques jours plus tard, le 19 novembre, sur le même média :

« *L'économie chinoise ralentit plus que les gens ne le pensent et les perspectives sont pour une croissance plus faible à l'avenir, car le gouvernement n'interviendra probablement pas avec des mesures de relance importantes, selon Leland Miller, directeur général de China Beige Book.*

'Le troisième trimestre a été particulièrement brutal' pour l'économie chinoise, a affirmé Miller [...]. En outre, 'nous allons enregistrer des taux de croissance beaucoup plus faibles à l'avenir et ce sera parce que le Parti est d'accord avec cela.' »

La bulle chinoise est en train d'exploser, l'air chaud commence à s'échapper de toute l'économie du pays.

Tout cela se produit malgré une énorme croissance continue du crédit et des taux d'intérêt ultra bas. Quand la mécanique se brise, quand la croyance à la hausse continue des prix disparaît, alors vous pouvez injecter tout l'argent gratuit que vous voulez, rien n'y fait !

Pourquoi ? Parce que l'argent liquide devient un bien hyper désirable face à l'effondrement de toutes les valeurs environnantes.

En détenant du cash, quand tout s'effondre, on augmente son pouvoir d'achat.

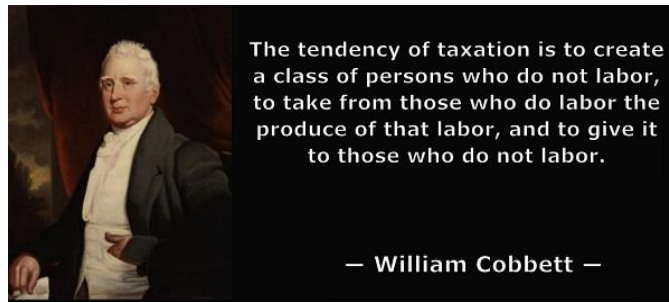
Pensez-y : les banques centrales n'ont pas le pouvoir absolu. Elles perdent leur pouvoir quand les croyances concernant la hausse des valeurs s'effondrent, et c'est ce qui se passera un jour sur les marchés financiers mondiaux.

▲ RETOUR ▲

.Un peu plus haut que l'esclavage

par Doug Casey 25 novembre 2025





The tendency of taxation is to create a class of persons who do not labor, to take from those who do labor the produce of that labor, and to give it to those who do not labor.

— William Cobbett —

Pour éviter tout malentendu sur ce que sont les **taxes**, il est utile de définir le mot "**vol**". Une bonne définition est "la prise et le transport illicites des biens personnels d'autrui". La définition ne dit pas "sauf si vous êtes le gouvernement".

Il n'y a pas de différence, en principe, entre l'État qui prend des biens et un gang de rue qui le fait, sauf que le vol de l'État est "légal" et que ses agents sont à l'abri des poursuites. De nombreuses personnes n'acceptent pas cette analogie, car le gouvernement est largement considéré comme étant de, pour et par le peuple, même s'il est également reconnu comme agissant mal de temps en temps.

Supposons qu'un agresseur vous demande votre portefeuille, peut-être parce qu'il a besoin d'argent pour acheter une nouvelle voiture, et qu'il vous menace de violence si vous ne lui donnez pas satisfaction. Tout le monde appellerait cela un acte criminel. Supposons toutefois que l'agresseur ait dit qu'il voulait l'argent pour s'acheter à manger. S'agirait-il toujours d'un vol ? Supposons maintenant qu'il ait dit qu'il voulait votre portefeuille pour nourrir une autre personne affamée, et non pour lui-même. S'agirait-il toujours d'un vol ?

Supposons maintenant que cet agresseur convainque la plupart de ses amis qu'il peut vous dépouiller de votre portefeuille. S'agirait-il toujours d'un vol ? Et s'il convainc une majorité de citoyens ? Les principes se suffisent à eux-mêmes. Même si un acte criminel est commis dans un bon but, ou avec la complicité de spectateurs, (même si ces personnes s'appellent le gouvernement), il s'agit toujours d'un acte d'agression criminelle.

Il est important d'établir un point de vue éthique sur la question, même si cela ne change pas votre réaction aux exigences de l'agresseur (ou de l'État). De même qu'il est généralement peu judicieux de résister à un agresseur, il est généralement peu judicieux de résister au gouvernement, qui a beaucoup de force de son côté.

Cela ne veut pas dire qu'il est facile de nager à contre-courant. Chaque année, à l'époque des impôts, les promoteurs d'un gouvernement lourd sortent un assortiment de narcisses pour endormir les agneaux au moment de les tondre. L'un des pires est "*Les impôts sont le prix à payer pour la civilisation*", une déclaration du juge de la Cour suprême Oliver Wendell Holmes. C'est un exemple splendide de la façon dont, si un mensonge est suffisamment gros et est répété assez souvent, il peut être accepté.

En réalité, la vérité est presque exactement le contraire. Comme l'a souligné **Mark Skousen**, économiste et auteur : "*La fiscalité est le prix à payer pour ne pas avoir réussi à construire une société civilisée. Plus le niveau d'imposition est élevé, plus l'échec est grand. Un État totalitaire à planification centralisée est un échec total de la civilisation, tandis qu'une société totalement volontaire en est le succès ultime.*"

Les impôts sont des destructeurs de la civilisation et de la société. Ils appauvrissent l'homme moyen. Ils soutiennent des programmes d'aide sociale qui ancrent les classes inférieures au bas de la société. Ils financent une bureaucratie gigantesque qui ne sert qu'à augmenter les coûts et à supprimer les incitations. Ils financent des programmes de travaux publics (autrefois appelés "projets de barils de porc", mais aujourd'hui rebaptisés "investissements dans les infrastructures") qui sont généralement **dix fois plus coûteux** que leurs homologues financés par le secteur privé, qu'ils soient nécessaires ou non. Ils maintiennent des programmes qui provoquent d'énormes distorsions dans l'économie (comme l'assurance-dépôts pour les banques). Et ils favorisent un climat de peur et de malhonnêteté. La liste des maux est longue. Mais la vérité toute simple est que tout ce dont la

société a besoin ou qu'elle désire serait fourni par des entrepreneurs à la recherche de profits, si seulement le collecteur d'impôts se retirait.

Protester contre les impôts parce qu'ils constituent un moyen coûteux ou inefficace de fournir des services est toutefois en grande partie futile. C'est comme dire que l'agresseur ne devrait pas vous voler parce qu'il y a peut-être un meilleur moyen pour lui d'obtenir ce qu'il veut.

Quelle est la gravité du problème fiscal à long terme ? Je pense qu'il va s'atténuer, et non s'aggraver, malgré les taux d'imposition de plus en plus élevés et les mesures d'application draconiennes du gouvernement. La tendance majeure à long terme de la société est à la décentralisation et aux organisations à plus petite échelle. Le gouvernement américain ne sera pas plus à même de faire face à une économie en évolution rapide que ne l'était le gouvernement soviétique. De plus en plus d'Américains considéreront que le gouvernement n'a pas de sens et n'est pas pertinent, qu'il ne sert à rien.

▲ RETOUR ▲

.Pas de prix Nobel pour les dépenses excessives des gouvernements

Bill Bonner | 23 nov. 2021 | Journal de Bill Bonner



BALTIMORE, MARYLAND - Qui sont ces gens ?

Nous parlons des "12 lauréats du prix Nobel" dont nous avons parlé hier, qui sont censés (selon la sénatrice Mazie Hirono d'Hawaï) croire que l'augmentation des dépenses publiques réduira l'inflation.

Quelle est cette théorie ? Comment cela fonctionne-t-il ? Quand, où et comment cela a-t-il fonctionné dans le passé ?

Nous nous pencherons sur ces Nobel dans un instant. Mais d'abord, la grande nouvelle de ce matin. Le Boston Globe :

Biden s'oppose aux libéraux pour renommer Powell à la tête de la Fed, gardant un vétéran de la crise pour s'attaquer à l'inflation.

La sénatrice Elizabeth Warren et plusieurs autres démocrates de premier plan se sont publiquement opposés à ce que Powell reste quatre ans de plus à la tête du conseil des gouverneurs de la banque centrale, mais le président Biden a choisi de le nommer quand même.

A l'épreuve de la crise ? Le grand test a eu lieu en 2020, lorsque les autorités fédérales ont essayé de remplacer la vraie production par de la fausse monnaie. C'était un programme insensé, qui se paie maintenant par une

hausse des prix à la consommation.

Et Powell était là, à chaque étape du processus.

Oui, il a été "testé pour la crise". Et il a échoué.

Alors, tournons-nous maintenant vers les génies - les lauréats du prix Nobel.

Échecs totaux

La première chose que l'on remarque, c'est qu'il n'y en a pas eu qu'une douzaine. Ils étaient 17, guidés par le chef de file, Joseph Stiglitz. Le 20 septembre, l'Economic Policy Institute a titré :

Dix-sept lauréats du prix Nobel d'économie signent une lettre de soutien au paquet présidentiel "Build Back Better".

Ok... Et voici Stiglitz qui explique pourquoi ce programme ne sera pas comme tous les autres programmes fédéraux de gâchis :

Le programme économique du président, le paquet "Build Back Better" débattu au Congrès, prévoit des investissements publics essentiels dans l'infrastructure physique et humaine du pays, ainsi que dans notre filet de sécurité en lambeaux. Ces investissements sont attendus depuis longtemps - ils étaient nécessaires avant la pandémie de COVID-19, et leur nécessité a été mise en évidence par le virus et le choc économique qui l'a accompagné.

Ici, au Journal, nous avons cherché en vain un exemple d'un **"investissement" fédéral** - dans l'histoire récente - qui ait porté ses fruits.

Autant que nous puissions en juger, la Seconde Guerre mondiale et le système d'autoroutes inter-états ont été les derniers programmes fédéraux réussis...

Et même en ce qui les concerne, nous avons des doutes.

Puis vint la guerre du Vietnam (1955), la guerre contre la pauvreté (1964), la guerre contre la drogue (1971), Amtrak (1971), la guerre contre le terrorisme (2001), la guerre contre l'Afghanistan (2001), la guerre contre l'Irak (2003)...

Nous rappelons aux lecteurs que la dette américaine est passée de 5 600 milliards de dollars à près de 29 000 milliards de dollars entre 1999 et 2021. Ces 23 000 milliards de dollars supplémentaires, investis par le gouvernement fédéral, étaient censés nous rendre plus riches, et non plus pauvres.

Et si ces merveilleux "investissements" - la guerre contre le terrorisme, le renflouement de Wall Street, etc. - avaient fonctionné, ils auraient rapporté des dividendes, nous permettant de rembourser notre dette.

Au lieu de cela, les "investissements" ont été des échecs totaux... les taux de croissance du PIB ont ralenti... et la dette ne cesse de croître.

Nous rappelons également aux lecteurs que lorsque vous payez vos "investissements" avec l'argent de la presse à imprimer, la conséquence la plus probable est la hausse des prix - ce qui n'est en fait qu'une taxe sournoise sur les consommateurs.

Il s'agit d'une taxe sournoise sur les consommateurs. On prend l'argent des consommateurs de demain pour le

faire passer dans les trous d'air d'aujourd'hui.

Argument stupide

Voyons donc ce que ces Nobel ont à dire pour leur propre compte.

Leur argument comporte deux parties.

Premièrement, ces programmes de dépenses vont augmenter la production... **Stiglitz :**

Ce sont des mesures importantes du côté de l'offre, augmentant la capacité d'un plus grand nombre d'Américains à participer de manière productive à l'économie, contribuant à améliorer notre faible ratio emploi-population en âge de travailler. Réduire de manière significative la proportion d'enfants qui grandissent dans la pauvreté et donner à ces enfants l'accès à la maternelle et à l'enseignement supérieur permettra de récolter d'importants dividendes dans les années à venir.

Cet argument est tellement stupide que nous daignons à peine y répondre.

Il n'y a que tant d'heures... tant d'économies... tant de travailleurs... tant de compétences... tant de ressources disponibles.

La question est : qui décide de leur devenir ? Soit les gens décident pour eux-mêmes... soit le gouvernement fédéral prend les décisions pour eux.

Mais il n'y a aucune preuve, nulle part, à tout moment et de quelque manière que ce soit, que lorsque les fédéraux dépensent l'argent du public, ils le font plus efficacement ou mieux. Au contraire, toutes les indications - aussi bien empiriques que théoriques - nous montrent que le gouvernement fédéral est un terrible répartiteur d'actifs.

Aucune menace inflationniste

Et ces dépenses supplémentaires ne devront-elles pas être financées par l'argent de la "presse à imprimer" ? Et ne vont-elles pas entraîner une hausse des prix, sapant ainsi tout bienfait qui pourrait découler des programmes de dépenses eux-mêmes ?

"Non", répond Stiglitz :

Nous avons besoin de bâtiments scolaires et de ponts sûrs, et de soins abordables pour les enfants et les personnes âgées, que l'inflation soit de 2 ou 5 %. Les investissements étant financés par des augmentations d'impôts, les impacts inflationnistes seront tout au plus négligeables - à moyen terme, ils seront dépassés par les avantages du côté de l'offre ; et leur progressivité aidera à résoudre l'un des problèmes critiques du pays, la fracture économique croissante.

Le gouvernement fédéral dépense aujourd'hui beaucoup plus pour les écoles - y compris les prêts universitaires - que par le passé. Mais où sont tous ces contribuables mieux éduqués, gagnant mieux leur vie et ayant un esprit civique ? Ils n'existent pas.

L'"offre" de biens et de services n'augmente pas non plus lorsqu'on prend l'argent de ceux qui l'ont gagné pour le donner à d'autres. Au contraire, elle est diminuée et altérée par des incitations perverses et par l'inefficacité, la corruption et le gaspillage du gouvernement.

Pourtant, Stiglitz continue à faire du bla-bla. "Investissements". "Besoins sociaux". "Crise climatique". Et tout cela peut être accompli "sans présenter de menace inflationniste".

Non Gagnant

Dans quel monde cela se passe-t-il ? Où pouvez-vous prendre l'argent des gens... le dépenser pour vos projets favoris... et tout le monde en sort gagnant ?

Où pouvez-vous "imprimer" de l'argent sans provoquer d'inflation ?

Comment le gouvernement fédéral peut-il entreprendre un projet de 5 trillions de dollars intitulé "Build Back Better" sans gaspiller la majeure partie de l'argent ?

S'ils obtiennent l'argent en taxant... il n'y a pas de gain net. Certaines personnes gagnent. La plupart des gens perdent.

S'ils obtiennent l'argent de la "presse à imprimer", l'addition est finalement payée par les consommateurs - sous la forme de prix plus élevés.

Et dans tous les cas... la richesse réelle est dilapidée.

▲ RETOUR ▲

.Plus de conséquences des actions de la Fed

Bill Bonner | 24 nov. 2021 | Journal de Bill Bonner



BALTIMORE, MARYLAND - Un flash info. Vous vous souviendrez qu'il y a seulement 18 mois, le monde avait tellement de pétrole que son prix est tombé en dessous de zéro.

CNN Business :

Le brut américain a terminé le 20 avril 2020 à moins 37 dollars le baril, franchissant ainsi la barre du zéro que peu imaginaient pouvoir être franchie un jour. Le pétrole négatif est l'équivalent d'être payé par votre Starbucks local pour lui retirer du café.

Depuis lors, les gouvernements et les entreprises privées, tellement couverts de greenwash qu'ils ressemblent à des légumes géants, ont travaillé sans relâche pour réduire l'offre de l'épouvantable combustible fossile.

Il existe des subventions pour les voitures électriques... pour les éoliennes et les panneaux solaires - et des

pénalités pour la production de pétrole.

L'Angleterre vient d'annoncer que les nouvelles maisons devront être équipées d'une station de recharge pour les véhicules électriques. Les moteurs à combustion interne seront interdits dans les nouvelles voitures d'ici 2030.

L'Union européenne a annoncé qu'elle mettrait en place des régulateurs de vitesse sur les voitures afin qu'elles n'aillent pas aussi vite, ne tuent pas autant de personnes et ne consomment pas autant de pétrole.

L'industrie pétrolière suit le mouvement

Toujours en Europe, grâce à l'ingérence des États-Unis, le gazoduc reliant la Russie à l'Allemagne a connu de nouveaux problèmes cette semaine.

Le secrétaire d'État américain Anthony Blinken a annoncé de nouvelles restrictions sur les ventes de gaz russe à l'Europe, laissant entendre qu'il y avait quelque chose de sournois. Le gazoduc est terminé. Mais il n'est toujours pas en service.

Pendant ce temps, la secrétaire au Trésor Janet Yellen affirme que la "transition" vers une économie verte coûtera jusqu'à 150 000 milliards de dollars au cours des trois prochaines décennies.

Naturellement, les compagnies pétrolières ont compris l'allusion. Elles ne sont pas prêtes à investir beaucoup d'argent dans le forage de nouveaux trous alors que les autorités fédérales s'efforcent de les mettre sur la paille.

Le choix de Biden pour le poste de contrôleur de la monnaie, **Saule Omarova**, a clairement montré où cela mène. Le New York Post rapporte :

La candidate controversée du président Biden, d'origine soviétique, à la tête d'une branche clé du département du Trésor a admis dans une vidéo récemment découverte qu'elle "veut" que les industries traditionnelles du carburant "fassent faillite".

Et voici **Oilprice.com** :

*Les taux de réinvestissement parmi les producteurs américains de pétrole de schiste ont atteint un niveau historiquement bas au troisième trimestre de 2021, ce qui a entraîné un flux de trésorerie disponible record pour le trimestre, et devraient tomber encore plus bas d'ici la fin de l'année, selon une analyse de **Rystad Energy**. L'analyse s'est concentrée sur un groupe de pairs de 21 producteurs publics américains de pétrole de schiste, à l'exclusion des majors, qui représentent ensemble 40 % de la production prévue pour 2021.*

Le taux de réinvestissement combiné du groupe de pairs au troisième trimestre de 2021 était de 46 %, en baisse par rapport à 53 % sur la même période en 2020 et bien inférieur à la moyenne historique de plus de 130 %.

Et le désinvestissement ne concerne pas seulement le pétrole de schiste. Total, BP, Chevron, Exxon et Shell - les plus gros producteurs au monde - réduisent leurs investissements depuis près de 10 ans.

Mauvais coup

Qu'attendez-vous à ce qu'il se passe ?

Face à tant de paroles décourageantes, l'industrie pétrolière a reculé... la production a baissé... et le prix du

pétrole a remonté... le Brent est maintenant à 82 dollars le baril.

Et puisque le pétrole est essentiel aux économies modernes... et essentiel au niveau de vie de la plupart des électeurs... et puisque l'équipe Biden commence à s'inquiéter de gagner les prochaines élections...

...soudainement, il y a une urgence. Voici le gros titre de l'article :

Biden annonce le déblocage de 50 millions de barils du SPR pour faire baisser les prix du pétrole

Le président américain Joe Biden a annoncé mardi que le ministère de l'énergie allait libérer 50 millions de barils de pétrole de la réserve stratégique de pétrole (SPR) afin de faire baisser les prix élevés de l'essence dans un effort coordonné avec d'autres grandes nations consommatrices de pétrole.

Le ministère américain de l'énergie va libérer 50 millions de barils du SPR, dont 32 millions de barils sous forme d'échange au cours des prochains mois, libérant ainsi du pétrole qui devra être renvoyé dans la réserve stratégique de pétrole dans les années à venir. Dix-huit autres millions de barils seront vendus plus rapidement au cours des prochains mois que ce que le Congrès avait précédemment autorisé, a déclaré la Maison Blanche mardi.

Oh là là. Les réserves de pétrole se resserrent ? Les prix augmentent ? La disponibilité future est mise en doute ?

Quelle est la pire chose que l'on puisse faire ? Vider la réserve stratégique !

Conséquences des actions des fédéraux

Il y a des choses connues, des choses inconnues et des choses dont nous n'avons pas la moindre idée. Ici, au Journal, nous sommes raisonnablement sûrs que, face à un choix de deux alternatives, les fédéraux choisiront toujours la pire.

Mais les conséquences varient.

Le gâchis "Reconstruire en mieux" de Biden nous rendra plus pauvres. Et nous sommes raisonnablement sûrs que cela ne rendra pas la vie plus agréable pour la plupart des gens.

Quant à leur politique énergétique, le feu avec lequel les fédéraux jouent va presque certainement brûler les doigts de quelqu'un. Les combustibles fossiles ne nous permettent pas seulement de regarder Netflix. Ils permettent de nourrir sept milliards de personnes.

Nous pensons que l'urgence a à peine commencé.

▲ RETOUR ▲

La politique monétaire est dans la tourmente

Jörg Guido Hülsmann 26 novembre 2021 Mises.org



MISES WIRE



La politique monétaire est en pleine tourmente. Depuis l'éclatement de la crise financière il y a huit ans*, les grandes banques centrales ont réformé en profondeur la manière dont elles créent et absorbent la monnaie. Leur activisme n'a pas réussi à éteindre les incendies. Il est déjà prévu de doter la politique monétaire de nouveaux outils, tels que l'élimination de l'argent liquide et la "monnaie hélicoptère", afin de faire face aux défis du moment et du futur proche.

Une chose semble claire : la politique monétaire de demain sera encore très différente de celle d'aujourd'hui. Le système monétaire et l'économie de demain seront profondément différents de ceux d'aujourd'hui. Pouvons-nous prédire cet avenir ?

L'avenir est le résultat des choix précédents. Là où il y a des choix, l'avenir est en principe incertain. Mais cette réalité doit être relativisée. L'histoire monétaire s'est forgée sous l'impact de certaines forces qui poussent inlassablement à l'inflation de la masse monétaire. Ces forces sont à l'œuvre aujourd'hui comme à l'aube des temps, et elles ne disparaîtront pas demain. Il est donc intéressant de les identifier, d'imaginer leur prolongement dans le futur et de les évaluer à la lumière de l'analyse économique.

C'est ce que nous nous proposons de faire dans cet article. Dans une première partie, nous étudierons les principales forces à l'œuvre dans la production de la monnaie, ainsi que les tendances qui en découlent. La deuxième partie sera consacrée à l'analyse de la situation actuelle et des tendances à plus court terme. En conclusion, nous opposerons deux interprétations de cette évolution : la vision classique, ancrée dans la conviction que la production de monnaie n'est pas une cause de la richesse des nations, et la vision mercantiliste-keynésienne, fondée sur la conviction inverse.

Causes et finalité de l'inflation

Le mot inflation est aujourd'hui communément défini comme une augmentation durable du niveau des prix monétaires (inflation des prix). Mais sa racine étymologique désigne une expansion artificielle de la masse monétaire qui résulte notamment d'interventions étatiques (voir Hülsmann, *The Ethics of Money Production*, chapitres 5 et 7). C'est ce phénomène qui est au cœur de l'histoire monétaire mondiale. Toujours et partout, le pouvoir politique cherche à stimuler la production de monnaie à son profit. Il faut donc avant tout considérer les mécanismes économiques qui sont à l'œuvre ici.

Le mécanisme de base : Les effets Cantillon

La monnaie est un bien économique qui est généralement utilisé comme moyen d'échange. Il représente un pouvoir d'achat très liquide et désiré. Sa production est donc une source de revenus. Aujourd'hui, les plus importants producteurs de monnaie sont les banques centrales (qui créent la monnaie de base) et les banques commerciales (qui créent des substituts de monnaie). Les banques produisent de la monnaie parce que cette production est une source de revenus pour elles, tout comme les mineurs extraient l'argent et l'or du sol parce que cette extraction est une source de revenus pour eux.

On pourrait objecter que cela ne serait pas vrai si la monnaie était strictement neutre par rapport à l'économie réelle. Par exemple, supposons qu'une augmentation de 10 % du stock de monnaie entraîne finalement une augmentation de tous les prix de la monnaie, également de 10 %. À la fin de ce processus, tous les participants au marché se trouveraient donc exactement dans la même situation réelle qu'au début. Le revenu monétaire de chacun aurait augmenté de 10 %, mais les coûts auraient suivi le même rythme. Dans cette optique, il semble donc que l'augmentation de la masse monétaire soit vaine, car elle ne peut créer aucun revenu réel pour personne.

Il faut cependant tenir compte du fait que, suite à une expansion de la masse monétaire, les prix individuels

n'augmentent pas en même temps et dans la même proportion, mais à des moments différents et dans des proportions différentes. Cet effet est appelé "effet Cantillon", du nom de Richard Cantillon qui l'a décrit au début du XVIIIe siècle dans son ouvrage *Essai sur la nature du commerce en général* (An Essay on Economic Theory). L'impact inégal de la production monétaire sur les prix individuels crée des gagnants et des perdants. Les gagnants sont ceux qui vendent à des prix qui augmentent plus vite ou plus fortement que les prix auxquels ils achètent ; et les perdants ceux qui subissent l'inverse.

Cette redistribution des revenus se fait notamment au profit des premiers propriétaires des nouvelles unités produites. En effet, ceux-ci peuvent échanger les nouvelles unités tant que le niveau des prix est encore à son niveau initial ; tandis que ceux qui utilisent les nouvelles unités en dernier doivent déjà payer des prix d'achat plus élevés avant de pouvoir augmenter leurs dépenses.

La tendance à long terme : Socialisation forcée de la monnaie

Quel que soit le système monétaire, toute production de monnaie entraîne une redistribution des revenus en faveur des producteurs et des premiers utilisateurs des nouvelles unités. Mais cet effet est particulièrement marqué dans le cas de monnaies "bon marché", qui prennent la forme de jetons, de billets de banque ou de monnaie comptable. Le seul problème est que ces monnaies, précisément parce qu'elles peuvent être multipliées très facilement, ne bénéficient normalement pas de la confiance nécessaire pour leur donner une circulation générale. Si elles ne bénéficient pas d'un soutien politique, elles ont tendance à être rejetées par les utilisateurs.

Cependant, avec le soutien des interventions de l'État, il est possible, dans certaines limites (concurrence des autres monnaies, hyperinflation, etc.), de les imposer sur le marché. L'Etat en profite alors, et les agents chargés de l'exécution technique de cette imposition peuvent également en tirer profit.

Il y a donc une tendance générale pour l'État à s'impliquer toujours plus dans la production de monnaie, afin d'obtenir ces bénéfices. Cette tendance peut être observée dans l'histoire monétaire de l'antiquité à nos jours. C'est une tendance. Les hommes et les femmes du pouvoir politique ont compris très tôt les avantages matériels qui découlent des interventions monétaires. Mais leur opposition politique l'a également compris. En conséquence, les États ont rarement été en mesure d'imposer du jour au lendemain un système monétaire qui les laisse libres d'augmenter la masse monétaire comme bon leur semble. L'évolution des systèmes monétaires s'est faite par tâtonnement autour d'une tendance générale. Elle a parfois été interrompue très brutalement (par exemple, lors de l'abandon des assignats et des mandats territoriaux à la fin de la Révolution française), mais elle a immédiatement poursuivi sa tendance expansionniste.

L'état final de l'interventionnisme monétaire : Le système monétaire du futur

Compte tenu des faits que nous venons d'établir, nous considérons que la tendance générale du développement monétaire va vers le système monétaire qui offre la plus grande liberté d'action au pouvoir politique ; ou, pour dire la même chose du point de vue politique opposé, vers le système monétaire qui soumet la population aux choix les plus arbitraires du pouvoir politique et qui, par conséquent, crée la plus grande tyrannie monétaire. Pour se faire une idée assez correcte de l'avenir de la monnaie, il est donc nécessaire d'imaginer un tel système. A notre avis, il se distingue par cinq traits caractéristiques :

(1) Il n'y a qu'une seule monnaie de base et il n'y a pas de substituts monétaires (pas de monnaies secondaires).

(2) Cette monnaie peut être produite sans coût.

(3) Le pouvoir politique contrôle la production de la monnaie.

(4) Le pouvoir politique est totalement libre de l'utilisation des nouvelles unités : il peut les donner, les échanger ou les prêter.

(5) Le pouvoir politique peut également contrôler, sans frais, toutes les unités monétaires déjà existantes, qui sont détenues par les agents du secteur privé : individus, associations et entreprises.

Un tel système pourrait être mis en place au niveau national ou régional. Dans ce cas, la liberté monétaire de l'État serait toujours limitée par la concurrence d'autres monnaies. Mais ce système peut aussi être réalisé au niveau mondial, et alors la liberté monétaire de l'État serait à son apogée.

Il est clair qu'un tel système n'a jamais existé. Cependant, aujourd'hui, les systèmes monétaires du monde civilisé s'en sont rapprochés, notamment grâce aux progrès techniques des cinquante dernières années, en particulier dans les systèmes d'information et de paiement. Examinons donc de plus près la pratique actuelle, à la fois pour évaluer le fossé qui la sépare encore de notre futur système monétaire, et pour anticiper les prochaines étapes du développement monétaire.

La situation actuelle

Les différents systèmes monétaires qui existent aujourd'hui dans les différents pays du monde sont des variantes d'un même modèle qui a émergé au cours des deux derniers siècles. Ce modèle est d'abord apparu dans les pays anglo-saxons avant de se répandre plus largement en Occident puis dans le reste du monde.

Le modèle dominant de système monétaire au début du XXI^e siècle

Ce modèle se distingue par un fort interventionnisme étatique au niveau des institutions (banques centrales et diverses banques publiques) et des réglementations monétaires et financières ; par la présence d'un système bancaire hiérarchisé entre banques centrales d'une part, et banques commerciales d'autre part ; par une circulation parallèle de monnaies de base, produites par les banques centrales, et de multiples substituts monétaires, produits par les banques commerciales (notamment les comptes courants créés par les banques commerciales) ; par l'imposition globale de monnaies fiduciaires au détriment des monnaies métalliques traditionnelles ; par une coopération étroite entre les banques centrales des régions les plus riches ; par une intelligence centrale croissante des flux financiers et une emprise croissante des institutions centrales sur les actifs monétaires et financiers des citoyens ; et par le principe de production de monnaie par le crédit.

Qu'est-ce qui sépare ce modèle du système monétaire du futur que nous avons esquissé ci-dessus ? D'une part, le contrôle politique des unités monétaires déjà en circulation, bien qu'assez fort, n'est pas encore totalement réalisé. D'autre part, et surtout, la liberté de l'État de produire de la monnaie est encore assez limitée, notamment par le principe de la production de monnaie par le biais du crédit. Examinons ces deux points un peu plus en détail.

Le contrôle politique de la monnaie détenue par des agents privés est déjà bien ancré, même s'il n'est pas encore parfait. Aujourd'hui, la majeure partie de la masse monétaire est produite par des banques privées, et les banques centrales elles-mêmes ont un statut de relative indépendance vis-à-vis des gouvernements. Toutefois, cette indépendance des banques centrales repose sur des bases fragiles. Elle peut être abrogée du jour au lendemain par de simples majorités parlementaires, et la nomination de leurs directeurs reste soumise à une validation politique. Quant aux banques commerciales, elles sont déjà très fortement contraintes par la réglementation financière, et elles sont dépendantes du refinancement des banques centrales. De plus, grâce aux progrès de l'informatique, toutes les unités monétaires qui existent sous forme scripturale (monnaie comptable), que ce soit sur un compte de banque centrale ou sur un compte de banque commerciale, sont, sur un plan purement technique, modifiables (notamment imposables) en fonction des impératifs politiques du moment. Les seules unités monétaires qui échappent à ce contrôle sont celles qui existent sous forme de billets de banque, détenus de manière plus ou moins anonyme dans les porte-monnaie et les coffres à trésors du secteur privé.

En ce qui concerne la liberté de produire de la monnaie, l'action des banques est toujours limitée, un peu par la

concurrence et beaucoup plus par le principe de la production de monnaie par le crédit.

Dans la situation actuelle, il n'y a pas qu'une seule monnaie. Il y a une multitude de monnaies de base et une multitude encore plus grande de substituts monétaires. Cette concurrence impose sans doute des limites à la liberté d'action de chacune des banques centrales. Mais la coopération accrue entre les banques centrales et la réglementation financière de ces dernières années ont créé de fortes tendances à la cartellisation du secteur bancaire, tant public que privé.

La contrainte la plus importante pesant sur la production de monnaie réside dans le fait que cette production doit se faire, en principe, par le biais du crédit (c'est le principe de la production de monnaie de type bancaire, voir Mises, Théorie de la monnaie et du crédit, chap. 16, section 1). Ni les banques publiques ni les banques commerciales ne sont libres de créer de la monnaie par des actes unilatéraux. Pour créer de la monnaie, elles doivent trouver un emprunteur. Elles sont donc contraintes par le consentement des emprunteurs potentiels, respectivement par la capacité de ces derniers à s'endetter davantage.

Traditionnellement, cette contrainte est allégée par une baisse des taux d'intérêt afin de mobiliser les emprunteurs marginaux qui, auparavant, n'étaient pas encore prêts à s'endetter. Mais après le début de la crise de 2008, les banques centrales ont poussé les taux d'intérêt à un niveau proche de zéro, et pourtant elles ont eu du mal à trouver des emprunteurs.

Cette contrainte de la "frontière zéro" du taux d'intérêt est renforcée, d'une part, par l'approche prudentielle du crédit qui a traditionnellement dominé la pratique bancaire et selon laquelle les prêts bancaires ne doivent être accordés qu'à court terme, uniquement à des contreparties solvables et uniquement garantis par des sûretés de premier ordre. D'autre part, cette contrainte est renforcée par la pratique conventionnelle des banques centrales, qui consiste à ne pas prêter directement aux gouvernements, mais uniquement par l'intermédiaire des banques commerciales.

Il est vrai que ces limitations ont été assouplies ces dernières années dans le cadre de la lutte contre la crise. Les banques centrales de l'Eurosystème ont commencé à prêter à plus long terme, à des entreprises et des États clairement insolubles, et contre des garanties de faible qualité. Elles ont commencé à prêter plus directement aux gouvernements de la zone euro, en contournant l'intermédiation des banques commerciales. Elles ont également contourné le principe même de la création monétaire de type bancaire, notamment par des opérations d'échange de devises avec d'autres banques centrales. Certaines banques centrales (notamment celles de la Suisse, du Japon et des États-Unis) ont même commencé à acheter des actions d'entreprises sur les marchés boursiers.

Néanmoins, le principe de la création monétaire par le biais du crédit reste en vigueur. Il limite la liberté d'action des banques centrales et freine ainsi l'expansion de la masse monétaire. Quelles sont les solutions possibles ? Il y en a deux, l'une qui respecte le principe traditionnel de création monétaire par le crédit, l'autre qui nécessite son abandon. La première est celle des taux d'intérêt négatifs, la seconde celle de la "monnaie hélicoptère". Toutes deux nécessitent une élimination préalable de l'argent liquide et l'instauration d'un monopole de la monnaie comptable. Expliquons cela plus en détail.

Les taux d'intérêt négatifs et l'élimination de l'argent liquide

Les taux d'intérêt négatifs sont utilisés depuis longtemps (en Suisse et au Japon) pour pénaliser la thésaurisation. Ce qui est nouveau dans la situation actuelle, c'est qu'ils sont également utilisés pour encourager l'endettement. L'idée est qu'un emprunteur reçoit 100 euros aujourd'hui pour rendre 98 euros demain. Au lieu de payer le prêteur pour épargner, c'est l'emprunteur qui est payé pour s'endetter, car cet endettement va de pair avec une expansion de la masse monétaire.

Cette approche ne pose pas de difficultés techniques particulières aux banques centrales. D'une part, elles bénéficient d'un monopole et leurs clients sont obligés d'avoir des comptes chez elles. D'autre part, elles peuvent

créer de la monnaie fiduciaire, un bien économique à part entière qui n'est pas une créance sur un bien sous-jacent. Comme la monnaie fiduciaire peut être produite presque gratuitement, elle peut également être prêtée à des taux négatifs (donc à perte) sans que cela n'entraîne de problèmes de vie ou de mort pour les banques centrales.

Les choses sont beaucoup plus difficiles pour les banques commerciales. Celles-ci ne disposent pas d'une position de monopole sur le marché. Et surtout, elles ne créent pas de monnaie fiduciaire, mais seulement des substituts de monnaie. Ces derniers sont des créances sur la monnaie fiduciaire et peuvent donc être convertis en espèces à la simple demande des titulaires de comptes. Les banques commerciales ne pourraient accorder des prêts à des taux négatifs que si elles pouvaient également taxer les actifs sur les comptes de leurs clients, avec des taux encore plus négatifs. Par exemple, pour prêter de manière rentable 100 dollars à Smith à un taux de -2%, il serait nécessaire d'imposer un taux de -3% sur le compte chèque de 100 dollars de Brown. Cependant, les taux négatifs sur les comptes chèques ne sont pas réalisables tant qu'il existe une possibilité de retrait d'argent. Brown, dans notre exemple, ferait simplement un retrait. Au lieu de conserver 100 dollars sur son compte bancaire, où cette somme serait taxée à 3 %, il la conserverait en espèces sans payer cette taxe. Pour les banques commerciales, cela aurait une conséquence négative : elles perdraient les fonds dont elles ont besoin pour accorder des prêts.

On pourrait imaginer que les banques centrales comblent le vide laissé par la fuite des clients des banques, en prêtant généreusement, à des taux négatifs, aux banques commerciales privées de clients. Cependant, tant qu'il existe une possibilité de retrait d'espèces, cette approche conduirait rapidement à une hyperinflation : toute somme empruntée à -3% à la banque centrale et prêtée à -2% à un client serait immédiatement retirée en espèces. Les clients demanderaient sans cesse de nouveaux prêts - après tout, ils sont payés pour s'endetter - et la banque centrale serait donc obligée d'augmenter la masse monétaire à un rythme accéléré. Le résultat final serait une spirale inflationniste suivie d'un effondrement de la demande de monnaie, et donc du système monétaire.

Cette difficulté pourrait être évitée en interdisant les retraits d'espèces et, à terme, toute utilisation de billets et de pièces. En conséquence, les clients des banques commerciales ne pourraient plus éviter d'être taxés par des taux négatifs sur la valeur de leurs avoirs en compte courant. Même s'ils quittaient leur banque et ouvraient un autre compte ailleurs, ils ne pourraient pas échapper à la taxe. Un autre avantage de l'élimination de l'argent liquide, du moins du point de vue des banques centrales, serait la facilitation des "bail-ins" pour sauver les banques commerciales surendettées.

L'argent hélicoptère et l'élimination de l'argent liquide

Nous voyons donc le rôle central joué par l'abolition des espèces pour faciliter la poursuite de l'expansion de la monnaie et du crédit aujourd'hui. Mais l'abolition des espèces jouerait un rôle presque aussi important si l'on décidait un jour de jeter par-dessus bord le principe de la création monétaire par le biais du crédit et d'adopter ce que l'on appelle dans le jargon actuel la "monnaie hélicoptère".

Cette expression fait référence à un célèbre article de Milton Friedman sur la quantité optimale de monnaie. Émettre de la monnaie par hélicoptère signifie émettre de la monnaie sans passer par le crédit. Friedman avait à l'esprit d'émettre de la nouvelle monnaie par le biais d'un cadeau : lâchez 1000 dollars en billets de banque depuis un hélicoptère et cet argent va être récupéré gratuitement par les personnes qui se trouvent par chance juste en dessous. Mais la monnaie fiduciaire peut également être émise en achetant toutes sortes de biens économiques qui ne sont pas des titres de créance. Par exemple, la banque centrale pourrait simplement verser toutes les nouvelles unités monétaires sur les comptes personnels de ses directeurs et gestionnaires. Ou bien elle pourrait donner des chèques en blanc au ministère des finances qui les dépenseraient en investissements publics ou à d'autres fins.

Il existe donc de nombreuses techniques "non bancaires" d'émission de monnaie fiduciaire. Elles étaient connues bien avant 1969, date de parution de l'article de Friedman. En effet, au XIXe siècle et avant, il n'était pas rare que des billets de banque, convertibles ou non en métaux précieux, soient émis de manière non bancaire. L'exemple le plus célèbre est peut-être celui des Assignats.

L'abrogation du principe de création monétaire de type bancaire au profit du principe de création monétaire de type non bancaire créerait d'un seul coup une plus grande liberté d'action pour les banques centrales. Il n'y aurait plus de contraintes, ni techniques, ni commerciales, ni juridiques sur l'expansion de la masse monétaire. Il n'y aurait qu'un seul problème technique : il serait difficile pour les banques centrales de contrôler les unités monétaires qui sont déjà détenues par le public. Dans le cadre de la création monétaire de type bancaire, les banques centrales peuvent absorber les sommes déjà en circulation, en durcissant les conditions d'octroi des crédits. Dans le principe de la création monétaire non bancaire, cette possibilité n'existerait plus.

Toutefois, ce problème pourrait être résolu en interdisant l'argent liquide. Si toutes les unités monétaires devaient être détenues sur des comptes bancaires, il serait alors possible de réguler la masse monétaire en taxant les comptes. Ainsi, nous voyons à nouveau la question centrale de l'élimination de l'argent liquide à ce moment de l'histoire monétaire.

Comment évaluer cette transformation ?

Nous venons d'analyser les forces à l'œuvre dans la transformation des systèmes monétaires et les tendances qui en découlent. La tendance à long terme est à une plus grande liberté d'action de l'Etat. Nous avons vu que cette tendance implique, dans le court terme qui est le nôtre, que les autorités monétaires ont intérêt à proscrire l'argent liquide et aussi à supprimer le principe de la création monétaire de type bancaire.

Nous avons volontairement éludé la question de savoir comment ces tendances résistent à l'examen d'une perspective économique, politique et sociale globale. Mais cette question se pose et les réponses sont très différentes selon les écoles de pensée économique.

Du point de vue de la macroéconomie standard actuelle, keynésienne jusqu'à la moelle, l'histoire monétaire est une succession de changements techniques pour faciliter un gonflement de plus en plus important de la masse monétaire au profit du plus grand nombre, mais sans courir le danger d'une hyperinflation, car cela risquerait de détruire l'outil de la presse à imprimer. De ce point de vue, la politique monétaire a la tâche délicate de trouver les canaux de transmission qui permettent la plus grande augmentation du revenu global avec la moindre expansion de la masse monétaire et la moindre augmentation du niveau des prix.

Dans la perspective des économistes classiques et, aujourd'hui, de l'école autrichienne, l'histoire monétaire est une lutte permanente entre ceux qui utilisent le pouvoir politique pour générer des revenus illégitimes et ceux qui s'opposent à de telles tentatives. Aux yeux des Autrichiens, l'inflation de la masse monétaire n'a pas d'impact positif global. Elle ne stimule l'emploi et la croissance qu'à court terme, et invariablement au détriment de la consommation de capital, ce qui nuit à la croissance et aux salaires réels à plus long terme. En outre, les Autrichiens considèrent que l'inflation monétaire provoque de multiples formes de dommages collatéraux aux niveaux politique, économique et culturel. Mentionnons-en quelques-uns en conclusion.

L'augmentation de la liberté d'action monétaire de l'État va nécessairement de pair avec l'asservissement monétaire du reste de la population. Lorsque l'État possède la liberté de contrôler tous les comptes bancaires, les citoyens n'ont pas la liberté d'utiliser leur argent comme bon leur semble, quoi qu'il arrive. Lorsque l'État a la liberté de produire autant d'argent qu'il le souhaite, le pouvoir d'achat monétaire détenu par les citoyens est soumis à l'arbitraire de l'intervention gouvernementale.

L'essor des monnaies fiduciaires renforce la dépendance des utilisateurs de monnaie vis-à-vis des banques. La création de banques centrales renforce les tendances à la centralisation politique et bancaire. Elle donne également naissance à une sorte d'irresponsabilité institutionnalisée, aujourd'hui appelée "aléa moral". En effet, tous les acteurs du marché sont habitués à la présence de "prêteurs en dernier ressort" et négligent leurs propres précautions. Sous l'effet de l'expansion inflationniste de la monnaie et du crédit, le système financier s'affaiblit donc en même temps qu'il se centralise. L'apparition de crises bancaires périodiques au XIXe siècle, et la persistance de ces crises jusqu'à aujourd'hui, en est une illustration.

Le principe de la création monétaire de type bancaire a rejoint à leurs hanches l'expansion de la masse monétaire et la croissance du marché du crédit. La conséquence est ce qu'on appelle la financiarisation de l'économie, tant décriée depuis les années 1990, mais déjà à l'œuvre au XIXe siècle. Enfin, et surtout, l'expansionnisme monétaire est à l'origine d'importantes inégalités de revenus et de richesses.

.*

Cet article a d'abord été publié sous le titre " L'avenir de la monnaie " dans " Comprendre la finance ", numéro spécial, Problèmes économiques, hors-série no. 10 (septembre 2016) : 96-103.

Jörg Guido Hülsmann est senior fellow du Mises Institute où il est titulaire de la chaire Peterson-Luddy 2018 et a été directeur de recherche pour les Mises Fellows en résidence 1999-2004. Il est l'auteur de *Mises : The Last Knight of Liberalism* et *The Ethics of Money Production*. Il enseigne en France, à l'Université d'Angers. Son CV complet est ici.

▲ RETOUR ▲

.La folie monétaire de la BCE

rédigé par [Bruno Bertez](#) 26 novembre 2021

Même si la Fed annonce une réduction de son plan d'aide, Christine Lagarde maintient le cap : dans la Zone euro, la politique monétaire continuera telle quelle, peu importe ce que font les autres banques centrales...



Fin octobre, en réponse à une question après sa réunion, la BCE a déclaré ne pas envisager de coordonner la politique de la BCE avec celle des autres banques centrales.

Interrogée sur le *taper* (la réduction progressive de la taille du bilan d'une banque centrale) Christine Lagarde a répondu qu'elle ne coordonnerait pas sa politique avec les autres banques centrales, expliquant que, selon elle, « les comparaisons sont 'odieuses', simplement parce que nous n'avons pas les mêmes économies ».

En clair, cela voulait dire que la politique de soutien de la BCE continuerait même après le *taper* américain, que l'euro allait baisser par rapport au dollar, que l'or exprimé en euros allait monter et que les Bourses européennes allaient bénéficier de flux de capitaux spéculatifs.

C'est bien ce qui s'est produit, et c'était certainement ce que recherchait Lagarde, laquelle gère la BCE quasi exclusivement au profit des pays comme la France.

Cela veut dire également que Lagarde recherche délibérément une inflation supérieure et une baisse du pouvoir d'achat des salaires.

La BCE va donc maintenir les taux d'intérêt européens plus bas et plus longtemps, quelle que soit la voie empruntée par la Fed, la BoE et les autres banques centrales mondiales.

Comme je l'avais analysé lors de la nomination de Lagarde par Macron, elle fait de la politique, elle ne connaît rien à la monnaie et elle finance les déficits et dépenses des États sans douleur.

Pendant ce temps, les déséquilibres s'accumulent.

Les taux montent, l'euro baisse

La semaine dernière, malgré l'accélération de la hausse des prix, les taux ont fortement baissé, que ce soit les rendements grecs (de 5 points de base), portugais (7), italiens (9), espagnols (8), allemands (8) ou français (9). L'écart entre les obligations françaises et allemandes à 10 ans s'est légèrement rétréci à 35 points de base.

Le 6 novembre, Reuters notait déjà des réactions aux remarques de Lagarde :

« Les derniers commentaires de la Banque centrale européenne sur l'inflation ont lancé une autre grenade dans la trajectoire de l'euro. »

Déjà en baisse de plus de 7% par rapport au dollar cette année, l'euro a chuté contre toutes les grandes devises après que la présidente de la BCE, Christine Lagarde, a effectivement annulé lundi [1^{er} novembre] les attentes des marchés monétaires concernant une hausse des taux d'intérêt en 2022. »

L'euro a chuté de plus de 4% par rapport au dollar, depuis la clôture du 28 octobre. Cependant, ce qui est plus significatif, c'est que l'euro a perdu plus de 6% par rapport à l'or, entre le 28 octobre et le 19 novembre, alors que le dollar ne perdait que 3% face au métal précieux dans le même temps.

Depuis les remarques incendiaires de Lagarde, les contrats à terme sur le Bund allemand sont passés de 172,42 à la clôture du 19 novembre, contre 169,06 le 28 octobre, les rendements ayant chuté à 34 points de base contre 10 points de base. Alors même que les prix à la consommation en octobre ont atteint un sommet de 13 ans à 4,1% outre-Rhin.

Les épargnants allemands sont les plus réprimés financièrement dans le monde développé : les rendements réels dégringolent sous les 3%.

Les incendiaires crient au feu

Un article du *Financial Times* vendredi dernier était intitulé « *L'euro frappé par les paris que la politique monétaire de la BCE divergera de ses principaux pairs* ».

L'article citait notamment Leandro Galli, gestionnaire chez Amundi, affirmant que « la BCE est également susceptible de faire preuve de prudence dans le resserrement de sa politique afin de ne déclencher aucune augmentation des coûts d'emprunt pour les membres plus endettés de la Zone euro comme l'Italie ».

Un comble : ce sont les incendiaires qui crient au feu !

Plus tôt dans la semaine, la BCE a émis un avertissement d'« exubérance » dans les secteurs du logement, des obligations pourries et des cryptomonnaies.

Un autre article du *Financial Times*, publié le 17 novembre, précisait le point de vue d'un représentant de la BCE : « *Sa propre politique monétaire ultra souple, en vertu de laquelle elle a abaissé les taux d'intérêt en territoire négatif et acheté des milliards d'euros d'obligations, a accru les incitations à prendre davantage de risques, ce qui pourrait devenir excessif et conduire à l'accumulation d'un risque systémique.* »

Par la suite, le même représentant de la banque centrale indiquait que la BCE refusait d'aller à contre-courant des marchés « en resserrant la politique monétaire plus qu'il n'est nécessaire pour atteindre son objectif d'inflation ».

Les investisseurs finiront par se rendre compte que les banques centrales n'ont aucune politique de sortie des programmes d'assouplissement quantitatif, de taux zéro et de taux réels négatifs.

Pour résumer, la politique de madame Lagarde a 4 conséquences :

- elle accélère les hausse de prix et la baisse de pouvoir d'achat en Europe ;
- elle entretient l'exubérance folle sur les marchés financiers ;
- elle crée des tensions fortes en Allemagne ;
- elle accentue les risques pour la stabilité financière dans le monde.

Nous n'avons encore rien vu !

▲ RETOUR ▲

.Le jour du jugement d'une dinde

Bill Bonner | 25 nov. 2021 | Journal de Bill Bonner



Note d'Emma : Joyeux Thanksgiving ! Notre bureau est fermé pour le week-end férié. Mais en parcourant les archives récemment, je suis tombée sur cet essai de Bill, que j'ai pensé partager avec vous aujourd'hui...

Tout comme les investisseurs dans le marché fou d'aujourd'hui, les dindes passent la plupart de leur vie à vivre le rêve. La nourriture - l'argent, dans le cas des investisseurs - est illimité et facile d'accès. Aucun effort n'est requis. Et il n'y a aucune raison de penser que cela ne durera pas éternellement...

Mais tout change irrévocablement lorsque le jour du jugement - Thanksgiving, dans le cas de la pauvre dinde - arrive...

00000

BALTIMORE, MARYLAND - Comme nous le rappelle notre ami Nassim Taleb, il y a un inconvénient à être une dinde. Cela s'appelle Thanksgiving.

Chaque jour pendant 1 000 jours, elle reçoit sa nourriture. La dinde s'y habitue. Elle se sent plutôt bien dans sa peau. Autour de la mangeoire, il est de notoriété publique que la nourriture arrive "toujours". Et il n'y a pas un seul dindon vivant qui puisse le contredire.

Les dindons les plus intellectuels élaborent des théories pour expliquer leur bonne fortune. L'un d'eux dit que c'est à cause de l'exceptionnalisme de la dinde :

"La nourriture vient toujours parce que nous sommes des dindons, pas des étourneaux ou des pigeons. Nous sommes spéciaux. Nous n'avons pas besoin de picorer sur le sol pour trouver des miettes ou de gratter la terre pour trouver des vers. Nous sommes un oiseau supérieur ; nous avons accès à une nourriture illimitée."

Un autre a une autre hypothèse - un meilleur leadership :

"Nous sommes toujours nourris parce que notre président a compris comment faire en sorte que les agriculteurs nous nourrissent. C'est le meilleur président dindon de tous les temps. Si le fermier a un peu de retard, il sait comment rendre la vie des dindes à nouveau géniale. Vous n'avez pas remarqué ? Il fait trois pas en arrière et fait un gros glouglou. En général, ça marche. Sinon, il continue à glouglouter"

jusqu'à ce que la nourriture arrive. Ça marche toujours. Toujours."

Et un autre s'exprime :

"Oh, ça suffit avec vos théories fantaisistes. On est toujours nourri parce que c'est comme ça. C'est la nature."

"Non, ce n'est pas la nature", propose un autre. "C'est parce que c'est arrangé. Le fermier doit nous nourrir, ou il sera accusé de maltraitance animale. Il doit continuer à nous nourrir, il n'a pas le choix."

Journée des mauvaises plumes

Mais alors que le quatrième jeudi de novembre approche, les théories sont mises à l'épreuve. Toutes se révèlent incorrectes.

La nourriture n'arrive pas. Au lieu de cela, les dindes sont amenées dans une partie spéciale du complexe agricole où elles ne sont jamais allées auparavant. Il y a quelque chose d'inquiétant.

Les dindes commencent à chuchoter entre elles. L'un d'eux dit qu'il entend des cris venant de la pièce voisine. Tous remarquent les bruits de machines... des machines lourdes... et quelques plumes douces qui flottent dans l'air.

"Qu'est-ce qui se passe... ?" se demandent-ils, l'un à l'autre. Et puis, ils commencent à paniquer, courant dans tous les sens, dans l'espoir de s'échapper.

Jusqu'à ce jour, la nourriture arrivait tous les jours. Jour après jour... le soleil brillait... et le fermier arrivait avec plus de grain.

Et puis, sans prévenir, tout a changé pour la dinde. Pire qu'un mauvais jour de plumes... c'était la scène finale. Le rideau est tombé. La séance est levée.

Rationnel et normal

Pendant ce temps, sur le marché boursier, le soleil brille toujours. Heck, plus on voit de signes de danger, plus le marché monte.

Mais comme la SEC s'empresse de l'ajouter : Les performances passées ne garantissent pas les performances futures. Vous pouvez lancer une centaine de pièces de monnaie et obtenir pile à chaque fois. Cela ne signifie pas que la prochaine fois, vous ne tomberez pas sur pile.

Nous voyons la vie de la dinde du point de vue de l'éleveur. Il n'y a pas que de la sauce et des patates douces. Mais elle est très prévisible, avec un début et une fin bien définis. Et un but.

Nous sommes tentés de faire une analogie avec le marché boursier. Mais le marché boursier n'a rien de définitif. Il peut rester irrationnel bien plus longtemps que vous ne pouvez rester solvable. Mais il peut aussi rester solvable plus longtemps que vous ne pouvez rester irrationnel.

Nous supposons que tant que la Réserve fédérale y ajoute de l'argent, elle continuera à monter.

En d'autres termes, avec la Fed qui ajoute tant de faux milliards, les dindons pourraient penser que la hausse des prix est "rationnelle" et "normale"... et que seuls les prophètes de malheur s'attendent à ce qu'elle baisse.

Se faire plumer

Et pourtant... en bourse, nous sommes les dindons, pas les fermiers. Nous élaborons nos propres théories.

"Les prix des actions montent toujours sur le long terme", dit un simplet. "Maintenant, avec la gestion éclairée de la Fed et un président très avisé en matière d'argent, nous sommes pratiquement assurés que rien ne va mal tourner", dit un autre.

"Dow 40,000," ajoute un troisième. "La solution est trouvée... Ils doivent continuer à gonfler le marché boursier ou tout s'écroulera."

Mais dans les coulisses, Mr. Market aiguisé ses lames. Il décidera lui-même quand nous serons tous plumés.

Passez un bon Thanksgiving.

▲ RETOUR ▲